

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA FINUL ET LES CONFLITS ISRAËLO-LIBANAIS (1978-2010).  
ENJEUX ET LEÇONS D'UNE OPÉRATION DE MAINTIEN DE LA PAIX DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
SALAM KHOURY ELSAIFI

MAI 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*À mon père, Georges*

*À ma mère, Janan*

*À mon frère, Sarkis*

Votre présence, votre amour et votre  
confiance sont pour moi les piliers  
fondateurs de ce que je suis et de ce  
que je fais.  
Je vous dédie ce mémoire.

## REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à adresser mes plus vifs remerciements au professeur Daniel Holly, spécialiste des Organisations internationales et de l'Économie politique des Relations internationales pour la direction de ce mémoire.

Merci pour votre disponibilité, vos conseils précieux, la finesse de vos lectures et vos commentaires éclairés sans lesquels, je n'aurais jamais pu avancer, ni compléter cette recherche avec rigueur. Je ne peux passer sous silence aussi la grande patience que vous avez eue envers moi.

Je remercie mes chers parents Georges et Janan, ainsi que mon frère Sarkis pour leur amour et leur support inconditionnel. Vous avez cru en moi et m'avez poussé à me dépasser et à persévérer. C'est à vous que je dois tout.

Ces remerciements ne peuvent s'achever, sans une pensée spéciale à mon oncle Sarkis. Merci pour vos encouragements attentionnés qui furent indispensables malgré les distances qui nous séparent ; à vous, ma reconnaissance et mon respect sont sincères.

## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGNES ET ACRONYMES .....                                       | v  |
| RÉSUMÉ.....   | vi |
| INTRODUCTION.....   | 1  |
| CHAPITRE I  |    |
| UNE SITUATION COMPLEXE AUX ENJEUX MULTIPLES.....  | 10 |
| 1.1 Une société divisée.....  | 11 |
| 1.1.1 Des structures politiques héritées du passé.....                                  | 11 |
| 1.1.1.1 Le mandat (dispositions principales et dimensions géographiques).....           | 12 |
| 1.1.1.2 La gestion française.....   | 13 |
| 1.1.1.3 L'accession à l'indépendance.....   | 15 |
| 1.1.2 Un facteur de division : le confessionnalisme.....                                | 16 |
| 1.1.2.1 L'organisation du pouvoir et la représentation des groupes.....                 | 16 |
| 1.1.2.2 Les forces politiques en présence : accentuation des clivages.....              | 17 |
| 1.1.2.3 L'effet sur le politique.....   | 18 |
| 1.2 Un pays enraciné dans les contradictions régionales.....                            | 19 |
| 1.2.1 Un conflit au cœur de l'instabilité régionale.....                                | 20 |
| 1.2.1.1 Bref historique de la crise israélo-palestinienne.....                          | 20 |
| 1.2.2 Le Liban «victime» de l'impasse régionale.....                                    | 24 |
| 1.2.2.1 Une présence palestinienne importante.....                                      | 24 |
| 1.2.3 Irrédentisme et jeu de puissance : la Syrie et Israël dans le conflit libanais... | 25 |
| 1.2.4 Le poids des intérêts des Grandes puissances.....                                 | 27 |
| 1.3 L'irrésistible montée de la violence : l'espace libanais et la guerre.....          | 29 |
| 1.3.1 Les principales forces en présence.....   | 30 |
| 1.3.1.1 Les forces chrétiennes.....   | 30 |

|  |    |
|--|----|
| 1.3.1.2 Les forces musulmanes et la Gauche.....                              | 31 |
| 1.3.1.3 L'armée libanaise.....   | 31 |
| 1.3.2 Les phases de la guerre civile.....                                    | 32 |
| 1.3.2.1 L'affrontement libano-palestinien (1975-1976).....                   | 32 |
| 1.3.2.2 L'appel aux Syriens (1976).....                                      | 33 |
| 1.3.2.3 L'élargissement du conflit : l'entrée en scène d'Israël.....         | 34 |
| 1.3.3 Une conséquence majeure : l'effondrement de l'État.....                | 35 |
| 1.3.3.1 La république des milices.....                                       | 36 |
| 1.3.3.2 Un gouvernement fantôme.....   | 36 |
| 1.3.3.2.1 Une armée sans prise sur la société.....                           | 37 |
| 1.3.3.2.2 Un président sans pouvoir ; Un parlement quasiment inexistant..... | 37 |

## CHAPITRE II

|   |    |
|---|----|
| L'IRRÉSISTIBLE INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.....                            | 39 |
| 2.1 Des menaces à la paix et à la sécurité internationales et du devoir d'intervention..... | 40 |
| 2.1.1 Des responsabilités de l'ONU en matière de maintien de la paix.....                   | 40 |
| 2.1.1.1 Une responsabilité certaine.....  | 41 |
| 2.1.2 Les OMP : des opérations à visée limitée.....   | 43 |
| 2.2 L'ONU et la crise libanaise.....  | 47 |
| 2.2.1 La demande du gouvernement libanais.....  | 47 |
| 2.3 L'ONU intervient.....   | 49 |
| 2.3.1 Les termes du mandat.....   | 50 |
| 2.3.2 Une marge de manœuvre restreinte.....   | 52 |
| 2.4 Un échec certain ?.....   | 54 |
| 2.4.1 Des moyens limités... Un rôle de stricte surveillance.....                            | 55 |
| 2.4.2 Un bilan faible et une action sans effets notoires.....                               | 56 |
| 2.4.2.1 La vaine poursuite d'une position hégémonique.....                                  | 57 |
| 2.5 Une situation nouvelle et dangereuse.....   | 60 |
| 2.5.1 Un tournant majeur : la résistance libanaise force Israël à se retirer.....           | 60 |
| 2.5.1.1 La résistance et la libération du Sud-Liban.....                                    | 61 |

|   |    |
|---|----|
| 2.5.2 La victoire du Hezbollah ou la montée d'un certain nationalisme libanais ...                | 62 |
| 2.5.2.1 Une volonté d'insertion politique.....  | 63 |
| 2.5.2.2 Une force politique incontournable.....   | 65 |
| 2.5.3 La fin du projet hégémonique israélien ?.....   | 66 |
| 2.5.3.1 Un certain désir de reconstitution d'un rapport de force ou<br>l'irrésistible guerre..... | 66 |
| 2.5.3.2 La victoire du Hezbollah.....   | 68 |
| 2.5.3.3 Une stabilité régionale menacée ?.....  | 69 |
| CHAPITRE III  |    |
| AU SECOURS D'ISRAEL.....  | 71 |
| 3.1 La FINUL II : un mandat renouvelé et surtout renforcé.....                                    | 71 |
| 3.1.1 Mandat et mission de la FINUL II.....   | 73 |
| 3.1.2 La FINUL II à l'œuvre ou les difficultés d'une mission stratégique.....                     | 75 |
| 3.1.2.1 Les capacités d'action de la FINUL II.....  | 75 |
| 3.1.2.2 Un contentieux lourd de conséquences ou l'impuissance relative<br>de la FINUL II.....     | 76 |
| 3.1.2.3 Un écueil considérable : la capacité politique et militaire du<br>Hezbollah.....          | 77 |
| 3.1.3 Une efficacité douteuse.....  | 78 |
| 3.1.3.1 Le difficile renforcement de l'État libanais ?.....                                       | 79 |
| 3.1.4 Un échec annoncé ?.....   | 80 |
| CONCLUSION.....   | 82 |
| BIBLIOGRAPHIE.....  | 85 |

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGNES ET ACRONYMES

|          |  |
|----------|--|
| FINUL    | Force intérimaire des Nations Unies au Liban           |
| FINUL II | Force intérimaire des Nations Unies au Liban renforcée |
| OLP      | Organisation de Libération de la Palestine             |
| OI       | Organisation internationale                            |
| OMP      | Opération de maintien de la paix                       |
| ONU      | Organisation des Nations Unies                         |
| URSS     | Union des Républiques socialistes soviétiques          |



## RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise porte sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Nous nous intéressons à la période qui va de 1978 à 2010. Cependant, nous ne pourrions négliger certains éléments importants relatifs à notre objet d'étude qui remontent aux années 1920.

La FINUL est l'une des plus «anciennes» Opérations de maintien de la paix (OMP). Son mandat est défini par les résolutions 425 et 426 (en 1978) et redéfini par la résolution 1701 (en 2006) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle fut conçue initialement comme une OMP traditionnelle, reposant sur la «doctrine classique» des Nations Unies. La guerre qui opposa les forces israéliennes et le Hezbollah en juillet 2006, força l'ONU à repenser son action et à mettre en place la FINUL renforcée (FINUL II), témoignant ainsi de la volonté des Nations Unies de définir de nouvelles conditions d'engagement.

Compte tenu de l'enchevêtrement des dimensions multiples de cette situation aux plans national, régional et international, nous ne pouvons étudier la FINUL uniquement en référence à son mandat au Liban-Sud. Aussi, nous nous sommes intéressés aux dimensions diverses de la crise, notamment aux rapports israélo-libanais, et israélo-arabes, dimensions centrales et importantes de la crise. Avec en toile de fond des questions touchant à la crédibilité des Nations Unies en matière de maintien de la paix.

Mots clés : FINUL, FINUL II, Israël, Liban, OMP, ONU.

## INTRODUCTION

«Laissez vivre mon peuple».

«Nul ne doit pouvoir sous prétexte que ce soit, empêcher le gouvernement national d'utiliser de ses propres forces et de celles qui sont ou peuvent être à sa disposition pour assurer la défense légitime de son intégrité et de sa sécurité nationales».

Tuëni, Ghassan, 1978.

L'objet de ce mémoire est l'étude de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Créée il y a déjà plus de trente ans en vertu des résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité du 19 mars 1978, la FINUL est le témoin des épisodes majeurs dans l'histoire contemporaine du Liban. Elle a survécu à nombre de ses contestateurs et cette «singulière longévité»<sup>1</sup> en a fait un acteur à part entière de la scène politique libanaise et régionale. Notre objectif est de cerner les enjeux que représente cette Opération de maintien de la paix (OMP).

L'histoire mouvementée et conflictuelle du Liban et de ses relations avec Israël a l'âge du conflit israélo-arabe. Les accords d'armistice conclus le 23 mars 1949<sup>2</sup> entre ces deux États sous l'impulsion de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ne mirent pas pour autant fin aux affrontements. Depuis, la frontière du Liban-Sud a été le théâtre d'opérations de guerre qui ébranlèrent le pays. Le 14 mars 1978, en réponse à l'action d'un «commando

---

<sup>1</sup> Selon le président de la République libanaise, le général Michel Sleiman : «nous ne pouvons qu'être frappés par un paradoxe évident qui transparait à travers l'adjectif «intérimaire» dans l'appellation même de la FINUL [...] alors que trente ans se sont écoulés depuis sa création». Cf., Salloukh, Fawzi, «Allocution de S.E. le président de la République libanaise, général Michel Sleiman», in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *La FINUL : 30 ans d'existence, signe de pérennité ?*, Bruxelles, Éditions Bruylant/Université Antonine, 2008, p. 37.

<sup>2</sup> «Les deux parties respecteront scrupuleusement dorénavant l'interdiction faite par le Conseil de sécurité de recourir à la force militaire dans le règlement de la question palestinienne [...] Le droit de chacune des parties à être assurée de sa sécurité et à ne pas craindre d'attaques de la part des forces armées de l'autre partie sera pleinement respecté ; L'existence d'un armistice entre les forces armées des deux parties est reconnue comme indispensable étape vers la fin du conflit armé et du rétablissement de la paix en Palestine [...]». Cf., ---, Accords d'armistice israélo-libanais : S/1296», *Nations Unies*, 23 mars 1949, pp. 1-2. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1296&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1296&Submit=Recherche&Lang=F)

de l'«Opération Litani».<sup>3</sup>

En réaction, Ghassan Tuéni, ambassadeur du Liban à l'ONU, s'est prononcé au nom du gouvernement libanais devant la plus haute instance onusienne en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour dénoncer la violation israélienne de la souveraineté libanaise et appeler à une action de la part de la communauté internationale. Dans une lettre adressée au président du Conseil de sécurité le 15 mars 1978, il l'informe de la pénétration en masse des troupes israéliennes sur le territoire libanais et lui demande de convoquer d'urgence une réunion.<sup>4</sup> Quelques jours après, le Conseil de sécurité agit et crée la FINUL. Dans ce cas particulier, le Liban a dû choisir entre la «création de la FINUL ou la condamnation d'Israël pour son invasion du Liban».<sup>5</sup> Étant donné la quasi-impossibilité d'obtenir satisfaction sur ces deux plans, vu la position défavorable des États-Unis, opposés à toute condamnation d'Israël, le «Liban a choisi la FINUL».<sup>6</sup>

De 1978 à 2000, faute de moyens et de mandat adéquats, les forces onusiennes n'ont pu qu'observer les violations par l'armée israélienne de la zone frontalière entre Israël et le Liban. Durant cette période, le Conseil de sécurité, impuissant s'est contenté de condamner l'État d'Israël sur la base des rapports de la FINUL. Ce n'est qu'en l'an 2000, sous la pression et les actions militaires du Hezbollah que les forces israéliennes se retirent du Liban. Alors que l'État libanais reste pris en otage de ses contradictions internes, le Sud du pays

<sup>3</sup> «Une force israélienne comprenant 20 000 hommes envahit le Liban. Baptisée «Opération Litani», cette attaque dura sept jours et aboutit à l'occupation de 2020 km<sup>2</sup> du territoire libanais [...] elle visait, selon les termes du chef d'État-major Mordechai Gour, à édifier une «ceinture de sécurité» profonde de dix kilomètres, courant le long de la frontière et reliant Marjeyoun et Qle'ya, à l'est, à Alma al-Chaab, à l'ouest, en passant par Rmeich, Ayan Ebel et Dibl. Mais les opérations militaires israéliennes débordèrent les dix kilomètres annoncés, pour englober la totalité de la région située au sud du fleuve Litani». Cf., Soueid, Mahmoud, *Israël au Liban, La fin de 30 ans d'occupation ?*, Paris, Éditions Revue d'études palestiniennes (pour la traduction française), 2000, p. 11.

<sup>4</sup> Tuéni, Gebran, «Lettre datée du 15 mars 1978, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation Nations Unies : S/12600», *Nations Unies*, 15 mars 1978, pp. 1-2. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12600&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12600&Lang=F)

<sup>5</sup> «Dans un entretien avec Milos Strugar, Ghassan Tuéni raconte d'ailleurs qu'en mars 1978, le Liban devait faire face à un choix : la création de la FINUL ou la condamnation d'Israël pour son invasion du Liban». Cf., Haddad, Scarlet, «Mot sur Ghassan Tuéni», in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *op. cit.*, p. 20.

<sup>6</sup> *Ibid.*

semble jouir étrangement d'un calme «relatif», calme qui n'est qu'apparent. En effet, en juillet 2006, une nouvelle guerre israélo-libanaise éclate. Contraint par ces développements, le Conseil de sécurité maintient le cap et définit un nouveau mandat à la FINUL dont l'objectif principal, outre le maintien de la paix, est d'assister le gouvernement libanais à étendre son «autorité» sur l'ensemble du territoire. Mais, confrontée à une situation complexe, cette deuxième version de l'OMP au Liban n'arrive pas aux fins qui lui sont assignées. Nous sommes désormais devant une OMP qui vise le rétablissement de la souveraineté libanaise mais qui s'inscrit réellement dans un processus complexe dont l'aboutissement est imprévisible.

Une question se pose : «Les missions de paix [ou OMP] sont-elles encore possibles ?»<sup>7</sup> Les OMP sont les instruments privilégiés de gestion des conflits qui connaissent, au fil du temps, des modifications importantes. En effet, le contexte international n'est pas sans incidences sur la définition des missions confiées aux OMP. Les rapports de force mondiaux, ajoutés à la composition du Conseil de sécurité de l'ONU, seul habilité à décider de la mise sur pied d'une OMP, encadrent la décision d'intervention du Conseil de sécurité et, sans grande surprise, restreignent d'emblée le champ d'intervention des troupes onusiennes, confortant du même coup le rapport de force mondial. Donc, avec les OMP, nous avons affaire à un mécanisme politique qui repose clairement sur les intérêts aléatoires des acteurs du système international. La contribution à la reproduction du système mondial est loin d'être négligeable.

À la fin des années 1960 et particulièrement à la suite de la guerre des Six Jours,<sup>8</sup> l'ingérence des organisations palestiniennes armées dans l'espace libanais et la vie politique libanaise est évidente. Les nombreux accrochages et affrontements entre l'Organisation de

---

<sup>7</sup> Selon les termes de Charles-Philippe David, professeur de Science Politique et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal. Cf., David, Charles-Philippe (dir.), *Afghanistan, Haïti, Darfour. Les missions de paix sont-elles encore possibles?* Québec, Éditions Fides, 2009, 252 pages.

<sup>8</sup> Une guerre israélo-arabe qui a lieu du 5 au 11 juin 1967. En six jours, la Cisjordanie, Jérusalem Est, le Sinaï, la bande de Gaza et le Golan sont occupés par Israël. Les conséquences de cette guerre, épisode du conflit israélo-arabe, influencent jusqu'à aujourd'hui la géopolitique de la région.

Libération de la Palestine (OLP) et des formations armées libanaises en attestent. Des négociations entreprises pour y mettre un terme débouchent sur la signature d'une série d'accords entre les représentants de l'OLP et les autorités libanaises pour tenter de régler la situation. Il en résulte essentiellement les accords du Caire de 1969 (signés au Caire en Égypte).<sup>9</sup> Ceci ne résout rien, vu que ces accords autorisent le passage et la présence d'éléments armés palestiniens en territoire libanais. De nombreux accrochages entre Israéliens et Palestiniens en ont résulté.

Cette situation exacerbe les relations interlibanaises et fait du «Liban» un acteur engagé. D'un conflit initial israélo/palestinien puis à un conflit palestino/libanais, nous sommes passés à une lutte israélo/palestinienne-israélo/libanaise. Les échanges meurtriers entre Israéliens et Palestiniens n'ont pas cessé de se multiplier à la frontière du Liban-Sud : attaques, contre-attaques, représailles, contre-représailles, sans négliger les raids aériens d'Israël, marquant la période.

Compte tenu de l'importance stratégique de la région, d'autres dimensions se greffent rapidement à cette situation. Notamment, les antagonismes liés aux relations syro-israéliennes et les rivalités (au temps de la Guerre froide) entre les Grandes puissances. La crise s'élargit ainsi. Elle passe d'une crise assez localisée à une crise plus globale du Moyen-Orient. Les Grandes puissances à savoir les États-Unis d'Amérique et l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), ne l'oublions pas, avaient développé des alliances régionales dont les modalités d'affrontements se feront sur le territoire libanais.<sup>10</sup> En outre, les Israéliens, alliés des Américains, poursuivaient des objectifs propres centrés sur la

---

<sup>9</sup> Les Palestiniens agissaient selon les termes des accords du Caire (1969) passés entre les autorités libanaises (général Émile Boustani) et l'OLP (Yasser Arafat): «la réorganisation de la présence palestinienne et l'action des Fedayin sur le territoire libanais, considérées sur la base de l'intérêt du Liban et de la révolution palestinienne [...] L'autorisation devrait également être accordée aux Palestiniens résidant au Liban de participer à la révolution palestinienne par l'intermédiaire de la lutte armée, dans le cadre des principes de la souveraineté du Liban et de sa sécurité. Quant aux activités de l'OLP, il allait être entendu de les faciliter, en aménageant les points de passage dans les régions frontalières pour ses éléments armés [...]». Cf., Boustany, Katia, *Le conflit intraétatique au Liban, problèmes de maintien de la paix*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1994, pp. 91-93.

<sup>10</sup> «En outre, il convient de souligner qu'à aucun moment le conflit Est-Ouest n'a dépassé le stade face-à-face diplomatique dans les échanges entre pays concernés : la guerre s'est toujours livrée par armées et forces intermédiaires». Cf., *Ibid.*, p. 125.



nécessité de neutraliser les armées palestiniennes installées au Liban d'un côté<sup>11</sup> et une stratégie expansionniste, anti-syrienne de l'autre.<sup>12</sup> En plus de cela, nous devons noter les ambitions de la Syrie, proche des Soviétiques, de réaliser son objectif principal de restaurer la «Grande Syrie» au nom du nationalisme «pan-syrien».<sup>13</sup> En ce faisant, elle servait également les objectifs stratégiques de Moscou. Il n'est pas étonnant dès lors que la vie politique libanaise ait été marquée par l'inclusion du territoire libanais dans des affrontements qui n'avaient rien à voir avec le Liban et ses intérêts nationaux. Et que de ce fait, les contradictions interlibanaises aient dégénéré au point que l'existence même de l'État libanais ait été menacée. Ces facteurs révèlent la fragilité de l'État libanais.

Dans ce contexte, il faut prendre acte du fait que depuis son déploiement en 1978, la présence effective de la FINUL a été maintenue sans interruption. Avec néanmoins une particularité, à savoir que cette dernière est cantonnée à un rôle d'«observation passive». En mai 2000, sous la pression et la force militaire du Hezbollah, les troupes israéliennes se retirent du territoire libanais, à l'exception des Fermes de Chebaa.<sup>14</sup> Le répit fut, toutefois, de courte durée puisque attaques et enlèvements reprirent de plus belle marquant le début d'une nouvelle ère de violence qui culmina une fois de plus, en juillet 2006, en une guerre. Il n'est sans doute pas nécessaire maintenant de revenir sur les raisons de la guerre des 33 jours. Une fois la «paix» rétablie, à la demande expresse de l'État libanais, le «mandat initial» de la FINUL a été étendu et renforcé. Elle est investie désormais d'un mandat précis. En vertu de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, la nature de sa mission a évolué. Elle s'inscrit à la fois dans le cadre d'OMP (peace-keeping) et de rétablissement de la paix (peace-making).<sup>15</sup> Ses activités sont menées en coopération avec l'armée libanaise. Elle peut exercer le droit de légitime défense si ses contingents sont attaqués et des dispositions prévoient les règles de combat à suivre en cas de violation du cessez-le-feu.

---

<sup>11</sup> *Ibid.*, pp. 112-114.

<sup>12</sup> *Ibid.*, pp. 121-123.

<sup>13</sup> Davie, Michael, «De l'utilité géopolitique des espaces libanais», *Outre-Terre*, 2005/4 n°13, p. 361.

<sup>14</sup> Les Fermes de Chebaa sont des territoires occupés par Israël au cours de la guerre des Six Jours. Nous reviendrons sur cette question au chapitre III.

<sup>15</sup> Nous reviendrons sur les concepts de «maintien de la paix» et de «rétablissement de la paix» au chapitre II.

Cependant, malgré certains aspects «positifs» de la résolution 1701, à savoir un déploiement complet éventuel des forces armées libanaises au Sud du Liban, les budgets élevés alloués, la création d'une composante navale et d'une cellule stratégique, la FINUL, comme la quasi-totalité des OMP, n'a pas les moyens d'établir la paix et la sécurité. Elle est tout sauf une «opération coercitive».<sup>16</sup> Ce qui ne peut que susciter des interrogations sur son rôle effectif.

L'importance stratégique du Liban-Sud dans cette crise est loin d'être négligeable. Elle est au cœur des affrontements entre les protagonistes du conflit, du fait de la dominance du Hezbollah (acteur non-étatique) dans la zone, des moyens dont il dispose et de leur mise en perspective avec les fondements de la «souveraineté de l'État libanais».

Or d'une situation de lutte entre Israéliens, Palestiniens et Libanais (les années 1970), à une autre marquée par des affrontements entre Israéliens et Libanais/particulièrement le Hezbollah (aujourd'hui), nous sommes en face d'une situation où l'identité des acteurs intéressés par un gain géopolitique dans cette région n'a pas changé. Et c'est là la dimension fondamentale de la crise.

Nous cherchons à montrer que : **les objectifs contradictoires des protagonistes de cette crise et leur détermination à les réaliser annoncent en quelque sorte l'échec des OMP au Liban (FINUL I – FINUL II).**

### *Cadre théorique*

Deux courants théoriques orienteront notre réflexion : d'une part l'approche dite des «régimes internationaux» et d'autre part, celle représentée par James Rosenau plus connue

---

<sup>16</sup> Les mesures coercitives sont les actions entreprises par le Conseil de sécurité en cas de constatation d'une rupture ou d'une menace à la paix et la sécurité internationales.

comme l'«école» de la «gouvernance sans gouvernement». Le concept de gouvernance, il faut le noter, est commun aux deux «écoles». Il a le même sens.

Ainsi, pour Oran Young :

«La gouvernance peut se comprendre comme étant l'établissement et l'opérationnalisation d'un ensemble de règles de conduite qui définissent les pratiques, assignent des rôles et guident les interactions afin de traiter les problèmes collectifs».<sup>17</sup>

James Rosenau, de son côté, définit la gouvernance de la façon suivante :

«Governance refers to activities backed by shared goals that may or may not derive from legal and formally prescribed responsibilities and that do not necessarily rely on police powers to overcome defiance and attain compliance [...] Governance is thus a system of rule that is dependent on inter-subjective meanings as on formally sanctioned constitutions and charters».<sup>18</sup>

Cependant, la définition de Rosenau est la plus appropriée pour notre étude. Daniel Holly, en effet, estime que la position de cet auteur s'articule autour de quatre points :

«a) Tout système confronté à des menaces tant internes qu'externes, doit remplir certaines fonctions pour assurer sa survie; b) Certains systèmes, notamment le système international, sont caractérisés par l'absence d'une autorité gouvernementale suprême; c) ils sont, malgré tout, soumis à la nécessité d'organiser leur survie; et d) Cela se fait généralement par la mise en place d'un «système de direction» (system of rule) ou de mécanismes de régulation (regulatory mechanisms) non dotés d'autorité formelle, au nombre desquels se retrouvent les Organisations internationales».<sup>19</sup>

Or, au cœur de notre démarche, notre affirmation est que les OMP (donc en gros l'ONU) poursuivent des objectifs systémiques de maintien de la paix dans le monde. Et, vu le rapport entre le maintien de la paix et la stabilité du système mondial, il n'est pas exagéré d'affirmer que les OMP sont des mécanismes dont la mission est essentiellement

<sup>17</sup> Selon les termes d'Oran Young; Cité par Olav Schram Stokke. Cf., Schram Stokke, Olav, «Regimes as Governance System» in Young, Oran (dir.), *Global governance. Drawing insights from the environmental experience*, New York, Cambridge University press, 1997, p. 28.

<sup>18</sup> Rosenau, James, «Governance, order and change in world politics», Rosenau, James et Czempiel, Ernest Otto (dir.), *Governance without government: order and change in world politics*, New York, Cambridge University press, 1992, p. 4.

<sup>19</sup> Il revient surtout à Daniel Holly, professeur de Relations internationales à l'Université du Québec à Montréal, d'avoir alimenté la réflexion sur les organisations internationales. Il définit leurs rapports «comme une contribution à la production du monde» sur un fond de domination du capitalisme. Cf., Holly, Daniel «L'ONUDI et la reproduction du système mondial» in *Les Nations Unies et la mondialisation, Pour une économie politique des organisations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 70.



conservatoire. Avec les OMP, nous avons affaire à un mécanisme de régulation du système mondial, mécanisme lié à la nécessité d'organiser la reproduction de ce dernier, seul objectif stratégique véritable de ces interventions. L'essentiel, dans cette perspective, ce n'est pas tellement de résoudre les conflits, mais plutôt d'empêcher qu'ils ne se développent au point d'entraîner la mort du système. Il s'agirait en somme, de véritables actions de rétroaction négative destinées à refouler, contrôler des forces antagonistes menaçantes pour le système mondial. Ce serait là, la dimension centrale des activités/interventions des organisations internationales en général et de l'ONU en particulier. Et, à ce titre, notre cadre théorique emprunte à Edgard Morin et sa formalisation conceptuelle/théorique des systèmes sociaux :

«tout système porte en lui de l'antagonisme, sa propre désintégration potentielle [...] Ce qui veut dire que tout système est condamné à périr. La seule possibilité de lutter contre la désintégration est : -d'intégrer et utiliser le plus possible des antagonismes de façon organisationnelle ; -de renouveler énergie et organisation [...] ; -de pouvoir s'auto-multiplier de façon que le taux de reproduction dépasse le taux de dégradation ; -d'être capable de s'auto-réorganiser, s'auto-défendre».<sup>20</sup>

Ainsi, l'ONU est, dans notre perspective, posée comme un processus politico-institutionnel. La mise sur pied des OMP relèverait davantage de l'obligation faite aux Nations Unies de contribuer à la régulation du système mondial. Il nous semble que telle serait la meilleure façon d'aborder la question de la FINUL.

### *Méthodologie et structure*

Notre travail est essentiellement une analyse documentaire. Les écrits relèvent d'une pluralité d'auteurs, de divers horizons (politologues, économistes, sociologues... qu'ils soient moyen-orientaux ou non). Nous avons utilisé principalement des documents juridiques (charte ; doctrine), des publications officielles de Secrétaires généraux (portant sur les OMP en général et sur la FINUL en particulier), des ouvrages et des articles scientifiques (abordant la vision théorique du «maintien de la paix» et le contexte politique libanais dans ses dynamiques [interne et externe] et acteurs) et à la limite des rapports gouvernementaux.

<sup>20</sup> Selon Edgard Morin, un système auto-éco-organisateur est un ensemble d'acteurs et d'unités liés par de multiples échanges et capables en interaction avec leur environnement de réagir et de s'auto-organiser. Cf., Morin, Edgard, «La société : un système auto-éco-organisateur», in *Sociologie*, Paris, Fayard, 1984, p. 79.

Notre analyse est en trois points. Le premier chapitre brosse un tableau général de la situation libanaise. Il éclaire la nature de la société et de l'État au Liban. Toutefois, pour mieux cerner la question au cœur de notre travail, nous avons tenu compte des dynamiques régionale et internationale. Le deuxième chapitre vise à dégager certains traits saillants du concept du «maintien de la paix», et met l'accent sur les résultats limités de la FINUL (I). Il aborde également la transformation de la scène politique libanaise et régionale avec la montée du Hezbollah. Il tente une explication de cette dernière, comme arrière-plan incontournable de la discussion de la FINUL II. Le troisième chapitre clôt l'analyse de la FINUL II et fait le point sur la signification des interventions des Nations Unies dans la crise libanaise.

## CHAPITRE I

### UNE SITUATION COMPLEXE AUX ENJEUX MULTIPLES

Le Liban, «pays des Cèdres», a connu de grands bouleversements qui ont attiré l'attention sur sa vulnérabilité aux conflits socio-politiques où s'entrecroisent les influences de divers facteurs d'ordre national, régional et international. Au plan interne, le désaccord intrinsèquement libanais entre les différentes factions puise ses fondements dans l'histoire du pays. Au plan externe, les conjonctures régionale et internationale ont eu un effet destructeur. Le Liban est ainsi au cœur d'une confrontation dominée par diverses rivalités dont les modalités de belligérances se font sur son territoire. Cette situation s'est traduite dans les rapports que les différents groupes de la mosaïque interne entretiennent avec les protagonistes externes et qui ne contribuent point à résoudre la crise libanaise.

L'analyse de la littérature révèle que le Liban est un pays «pas comme les autres».<sup>21</sup> Ce chapitre tentera une explication des facteurs qui font de ce dernier un pays fragile au confluent d'intérêts contradictoires. La première partie déterminera les paramètres historiques qui ont façonné le paysage politique libanais. Nous remonterons à la période du mandat français (années 1920) jusqu'à l'indépendance (1943-1947). Ensuite, nous aborderons la question du confessionnalisme dans une intention de déterminer l'enjeu de l'ensemble des luttes livrées au sein de la société libanaise. La seconde partie, dans un effort de dépassement de la dynamique politique interne, cernera le poids de l'internationalisation de la crise libanaise et de l'état de guerre entre le Liban et Israël comme facteur important. À cet effet, nous expliciterons le rôle spécifique des affrontements régionaux et internationaux qui se juxtaposent (conflit israélo-palestinien, conflit israélo-syrien et intérêts des Grandes puissances) et qui aggravent l'instabilité interne du pays. La troisième partie se penchera sur

---

<sup>21</sup> Selon les termes du professeur Sami Aoun, le Liban est un pays «pas comme les autres»; il «est doté d'un régime accoucheur de crises et invitant des ingérences extérieures». Cf., Aoun, Sami, «De l'État improbable à l'État fort impossible : Réflexions pour libérer un État otage», in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *op. cit.*, p. 217 et p. 223.

la guerre civile libanaise (1975-1990) dans un effort d'élucidation des facteurs à l'œuvre. Nous brosserons ainsi un tableau des forces en présence en plus d'identifier les objectifs centraux des belligérants dans ce conflit.

### 1.1 Une société divisée

«La construction étatique au Liban, du fait de ses origines historiques, a été et reste une équation impossible. L'État est un État au conditionnel. La segmentation communautaire reste d'autant plus forte que l'État est défaillant et demeure prisonnier des communautés et des liens complexes et divers unissant les communautés au monde extérieur».

Corm, Georges, 2005.<sup>22</sup>

Cette citation de l'économiste et historien Georges Corm va droit au cœur du propos de cette partie. En effet, cet auteur met l'accent sur la «défaillance» sociopolitique au Liban. Cette République parlementaire est caractérisée par des appartenances confessionnelles<sup>23</sup> qui ont engendré, au surcroît de leurs intérêts souvent contradictoires, de terribles crises voire des guerres. L'«État» se révélera incapable de dépasser le clivage communautariste.

#### 1.1.1 Des structures politiques héritées du passé

Le Liban, comme bien d'autres États du Moyen-Orient, n'a été créé que tardivement. Cependant, ses structures étatiques ne peuvent être dissociées de l'histoire de la région. L'impact des différents Empires (byzantin, arabo-musulman et ottoman)<sup>24</sup> ainsi que les influences étrangères (principalement occidentales : France et autres) ont marqué son histoire. Et, leurs incidences sur les antagonismes confessionnels ont eu des répercussions durables sur les formes institutionnelles, constitutionnelles et sociales du pays.

<sup>22</sup> Corm, Georges, *Le Liban contemporain, Histoire et société*, Paris, Éditions La Découverte, 2005, p. 32.

<sup>23</sup> Le Liban compte dix-huit communautés religieuses.

<sup>24</sup> Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *Géopolitique du Liban, Constats et enjeux*, Paris, Éditions Studyrama perspectives, 2008, p. 25.

Il est utile ici de préciser que notre but n'est pas de décrire le processus historique au complet. Nous privilégierons le cas de la France à cause du rôle central qu'elle a joué (mi-XIXe siècle et début XXe siècle).

#### 1.1.1.1 Le mandat : dispositions principales et dimensions géographiques

L'influence française sur l'espace qui deviendra le «Liban» est antérieure à la Première Guerre mondiale : un protectorat, sous l'égide de la France, sur les maronites, population chrétienne de la région est établi, alors même que les territoires en question faisaient partie de l'Empire ottoman.<sup>25</sup> Cette relation est considérablement consolidée après l'intervention de 1860 qui vaut au «Mont-Liban» un statut d'autonomie, renforçant du même coup les liens entre la France et les maronites ;

«ce statut, édicté par un protocole de 1861 signé par les puissances européennes concernées et l'Empire ottoman, est connu [...] sous le nom de régime de la *Mutassarifia*».<sup>26</sup>

La Première Guerre mondiale renforcera la position française dans la région. Le 25 avril 1920, à San Remo en Italie, la Société des Nations accorda à la France un «mandat» sur «certains territoires» issus des découpages de l'Empire ottoman «vaincu». Cette décision «aboutit à la constitution», à l'initiative de la France et en dépit des résistances musulmanes, de nombreux «États» : l'«État de Syrie», l'«État des Alaouites», l'«État du Djebel druze» et l'«État du Grand Liban» dont l'«indépendance fut proclamée le 1<sup>er</sup> septembre 1920 par le général Gouraud», haut-commissaire français.<sup>27</sup> Ce territoire incluait la région du Mont-

<sup>25</sup> «Entre 1840 et 1860, on assiste à un alignement progressif de l'affiliation confessionnelle des habitants du Mont-Liban [montagne libanaise] sur l'affiliation politique, et cela sous le coup de pressions extérieures aigües qui déstabilisent complètement l'entité libanaise. Ces pressions extérieures ont leur origine dans la rivalité sans pitié que se livrent à l'époque entre la France et l'Angleterre coloniales [...] Les répercussions sur l'entité libanaise de ce conflit régional à prolongement international vont prendre une tournure très grave avec les grands massacres confessionnels [...] entre druzes et maronites». Par conséquent, la France envoie (avec l'accord de certaines puissances européennes) un corps expéditionnaire pour mettre fin à ces affrontements. Cf., Corm, Georges, *op. cit.*, pp. 79-81.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>27</sup> ---, «Mandat Syrie-Liban», *République française, Ministère des affaires étrangères et européennes*, 1920-1946, p. 1. [En ligne], adresse URL : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/III\\_-\\_Protmand\\_modifie\\_mandat.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/III_-_Protmand_modifie_mandat.pdf)

Liban, à laquelle fut annexée les «périphéries géographiques» au Nord (Tripoli), au Sud (Saida, Tyr), à la Bekaa et au centre urbain (Beyrouth).<sup>28</sup>

L'irrédentisme des musulmans, à cette époque, se manifestera notamment par leur refus de cette partition des territoires.<sup>29</sup> Ces derniers réclamaient l'intégration du Mont-Liban aux [territoires syriens] «(Syrie) gouvernés par l'Émir Faysal». Par opposition, les chrétiens (particulièrement les maronites) acceptaient, voire souhaitaient la création d'un «État libanais» en tant qu'entité distincte.<sup>30</sup> Ces deux orientations reflèteront, de ce même fait, la fracture «originelle» au sein de la société (clivage religieux-confessionnel déstructurant le tissu social).

#### 1.1.1.2 La gestion française

La gestion française des territoires sous son mandat n'est pas de tout repos. Les nationalistes panarabes, les pana-syriens et les féodaux druzes se révoltent contre l'occupation. Les nombreux affrontements entre ces derniers et les troupes françaises en attestent. La puissance mandataire décide alors conformément à l'esprit du mandat, d'octroyer au «Grand Liban» une «Constitution». Cette dernière découle d'un ensemble de textes juridiques différents (102 articles) qui prévoient une réorganisation du système institutionnel «libanais».<sup>31</sup>

---

<sup>28</sup> Ces annexions incluent les masses populaires à domination musulmane : les sunnites et les chiites. Cf., Corm, Georges, *op. cit.*, p. 86.

<sup>29</sup> «C'est au patriarche de la communauté maronite, Mgr Howayyek, que le Liban doit ce rattachement. Celui-ci s'est effé rendu à Paris à la conférence de la paix en 1919, à la tête d'une délégation libanaise, pour plaider la cause du Liban dans ses frontières [...]». Cf., *Ibid.*

<sup>30</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 40.

<sup>31</sup> Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, p. 49.

Voté le 23 mai 1926, le texte de la Constitution accorde à la population une plus grande prise en charge de leurs affaires intérieures.<sup>32</sup> La France introduit un régime parlementaire avec une Chambre des députés élue au suffrage universel et un Sénat de seize membres (l'article 16). Le pouvoir exécutif (l'article 17) est détenu par le président qui est élu par les deux Chambres réunies en Assemblée nationale (l'article 49) :

«the president of the Republic is the head of the state and the symbol of the nation's unity. He shall safeguard the Constitution and Lebanon's independence, unity, and territorial integrity [...] The President of the Republic shall be elected by secret ballot and by a two-thirds majority of the Chamber of deputies. After a first ballot, an absolute majority shall be sufficient».<sup>33</sup>

Le texte constitutionnel ne «traite» néanmoins pas d'un point qui se révélera décisif pour la stabilité de la vie politique libanaise : le «confessionnalisme».<sup>34</sup> L'article 95 «toujours en vigueur» spécifie simplement qu' :

«à titre transitoire et conformément aux dispositions de l'article premier de la Charte du mandat et dans une intention de justice et de concorde, les communautés seront équitablement représentées dans les emplois publics et dans la composition du ministère sans que cela puisse cependant nuire au bien de l'État».<sup>35</sup>

Ces modalités visent certes une quasi-parité entre les différentes communautés politico-religieuses (chrétiens et musulmans). Toutefois, il faut reconnaître que les pesanteurs historiques marquent de leur empreinte la réalité.<sup>36</sup> Le «Grand Liban», n'est-il pas perçu, depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle, «par les puissances européennes, particulièrement la France, comme une terre chrétienne, gouvernée par un chrétien»?<sup>37</sup> Nous ne nous surprendrons pas dès lors du rôle central des chrétiens maronites dans ces structures politiques ni des conflits

<sup>32</sup> Cependant, le rôle de la France est garanti dans les articles 90-94 de la Constitution (abrogés plus tard par les lois constitutionnelles du 9 novembre 1943 et du 21 janvier 1947). Cf., ---, «The Lebanese Constitution, promulgated may 23, 1926 with its amendments», *Presidency of the Republic of Lebanon*, 1995, p. 22. [En ligne] adresse URL : <http://www.presidency.gov.lb/English/LebaneseSystem/Documents/Lebanese%20Constitution.pdf>

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>34</sup> La Constitution pose le confessionnalisme sous une forme problématisée. Nous expliquerons plus en détails dans la sous-partie 1.1.2

<sup>35</sup> Cité par Georges Corm. Cf., Corm, Georges, *op. cit.*, p. 91.

<sup>36</sup> Par sa formulation, la Constitution fait implicitement référence au modèle occidental et particulièrement français (inspirée de la Constitution française de 1875). Cf., *Ibid.*, p. 87.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 88.



susceptibles de découler de cet arrangement et du «raidissement» des communautés musulmanes davantage favorables au maintien unifié des territoires relevant du mandat.

Voilà qui risque d'hypothéquer l'avenir. Selon Georges Corm :

«les notabilités musulmanes seront certes mécontentes de voir la France frustrer non seulement les revendications à l'unité des diverses provinces syriennes de l'Empire, mais même celles de l'unité des diverses provinces syriennes qui auraient bien voulu que l'ancien Mont-Liban leur soit attaché. Toutefois, elles intégreront progressivement le nouveau jeu politique et constitutionnel local [...]».<sup>38</sup>

#### 1.1.1.3 L'accession à l'indépendance

Durant les dernières années du mandat français, de plus en plus de députés, (chrétiens et musulmans), se lèvent contre la politique de la puissance mandataire. La perte du rayonnement international de la France durant la Seconde Guerre mondiale est un moment idéal pour la classe politique et les milieux d'affaires de tenter de «libérer» leur territoire. En 1941, Beyrouth est le théâtre d'accrochages entre les troupes fidèles au régime de Vichy dirigé par le maréchal Philippe Pétain et les partisans du général Charles de Gaulle. Les forces britanniques viennent à la rescousse des forces du général de Gaulle et chassent les troupes de Vichy.<sup>39</sup> L'amiral Henri Dentz, alors haut-commissaire quitte ; et le général Georges Catroux (nommé par le général de Gaulle) le remplace, promettant «aux Libanais et aux Syriens une indépendance rapide».<sup>40</sup>

Néanmoins, Catroux,

«invoquant les nécessités [de la Seconde Guerre mondiale]<sup>41</sup>, maintient une politique autoritariste en Syrie et au Liban [...] Il maintient également un gouvernement libanais avec un Président maronite, Alfred Naccache, mais la Constitution reste suspendue».<sup>42</sup>

Par conséquent, les Britanniques contraignent les Français à restituer une nouvelle Constitution et à planifier des élections. Les élections ont lieu en juillet 1943 en «Syrie» et en

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ajoutés par nous.*

<sup>42</sup> Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, pp. 79-80.



septembre au «Liban». Et, il n'est pas exagéré de conclure que, vu les dispositions, «les musulmans acceptent que le Liban reste séparé de la Syrie tandis que les chrétiens reconnaissent l'arabité du pays».<sup>43</sup> Cet accord partagé constitue le «Pacte national».

Ce Pacte national est un compromis verbal proclamant l'indépendance du Liban, et affirmant une répartition des postes politiques, déterminée en fonction de l'appartenance confessionnelle. Nous verrons dans la partie qui suit comment cette nouvelle «partition» se cristallise. Cette organisation du pouvoir politique pèsera lourd dans l'histoire du pays. Elle est potentiellement un facteur de division et d'affaiblissement. Le pays se révélera incapable de présenter un front uni face aux menaces provenant de l'extérieur et de préserver son autonomie.

#### 1.1.2 Un facteur de division : le confessionnalisme

Le confessionnalisme est un terme qui réfère à des questions cruciales intrinsèquement liées à la structure de la société et à l'histoire du pays. Cela se lit notamment dans l'organisation du pouvoir politique et dans ses effets sur le politique.

##### 1.1.2.1 L'organisation du pouvoir et la représentation des groupes

Le Pacte national de 1943 qui détermine la distribution des postes politiques entre les diverses communautés religieuses libanaises est adopté à partir d'octobre 1947, devenant ainsi la Constitution du pays. Les chrétiens-maronites reçoivent la présidence de la République, tandis que les musulmans-sunnites se voient attribuer la direction du gouvernement et les musulmans-chiites celle de l'Assemblée nationale. Ce partage des pouvoirs se veut un moyen d'éviter les affrontements armés entre les parties en présence. Et, fait important, s'accompagne de «l'abandon des ambitions panarabes du côté musulman».<sup>44</sup>

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 80.

<sup>44</sup> Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, p. 40.

Cette structure politique sera essentiellement dominée par les élites maronites et sunnites,<sup>45</sup> avec une participation politique «marginale» de la communauté chiite, une communauté, notons-le, qui vit, dans un sous-développement social et économique. Voilà qui n'augure rien de bon pour le pays. Et, comme nous le verrons, alimentera la crise qui emportera l'État libanais ouvrant aussi la porte à l'intervention des Nations Unies.

Cette Constitution sera amendée au moins six fois, par la suite, notamment en 1990, après la signature des accords de Taëf, qui mirent fin à la guerre civile. Nous y reviendrons. Un fait ressort de tout cela dont il faut prendre toute la mesure pour comprendre la crise libanaise : cette organisation du politique est facteur de division.

#### 1.1.2.2 Les forces politiques en présence : accentuation des clivages

Comme vu précédemment, le confessionnalisme est ainsi le socle sur lequel repose le système politique libanais. À terme, cela entraînera de profondes rivalités entre les différentes communautés et créera une forte instabilité gouvernementale. À cela il faut ajouter le jeu d'autres facteurs. C'est le cas notamment de la croissance économique dont les fruits sont inégalement redistribués. Population défavorisée, les chiites n'en profitent pas. Vivant dans les milieux ruraux pauvres, ils se classent au dernier rang en ce qui a trait au niveau de vie.<sup>46</sup> Bien qu'ils soient loin de constituer une force politique organisée importante, apparaissent déjà à cette époque les premiers signes d'une volonté d'affirmation de ce groupe. En effet, dès 1961, l'imam Moussa Al-Sadr,<sup>47</sup> de concert avec l'évêque grec

<sup>45</sup> «Le Pacte national exprime le consensus par lequel les nouvelles élites du Grand Liban ont consacré solennellement son existence [...] : notabilités sunnites des villes côtières d'un côté, avec à leur tête Riyad El-Solh, premier Président du Conseil de la République indépendante; nouvelle bourgeoisie maronite de l'autre, avec à sa tête Béchara El-Khoury, premier Président de la République libanaise indépendante». Cf., Corm, Georges, *op. cit.*, pp. 96-97.

<sup>46</sup> Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, p. 44.

<sup>47</sup> «Né à Qom en Iran le 15 mars 1928, Moussa Al-Sadr, fils d'un ayatollah très respecté chez lui, affirmait posséder une certaine origine libanaise [...] Sa famille aurait quitté Maaraké au Sud-Liban pour se diriger d'abord vers le Nadjaf irakien (chef-lieu sacré du chiisme), avant de s'installer, définitivement à Qom. La venue de Moussa Al-Sadr au Liban, sollicité [...] n'est pas sans consonance politique». Cf., Azzam, Roger, *Liban, l'instruction d'un crime, 30 ans de guerre*, Paris, Éditions Cheminements, 2005, p. 304.

catholique Grégoire Haddad, œuvre à la création d'un «Mouvement social», reflétant ainsi la volonté d'une «élite chiite embryonnaire» de se constituer en force de promotion des intérêts de leur communauté. Les autres forces politiques devront, malgré elles, compter avec les chiites, comme le feront voir les développements futurs, notamment avec la mise sur pied en 1973 du «Mouvement des déshérités».<sup>48</sup>

L'arrivée des Palestiniens remettra en question le rapport entre les forces politiques libanaises (forces chrétiennes et forces musulmanes). Les forces en présence devront en tenir compte. En tout état de cause, d'ailleurs le conflit israélo-palestinien est vite «internalisé» par les Libanais et entraîne des événements ayant leur propre logique au pays. L'exacerbation des revendications des divers groupes débouche sur des luttes sans fin.

#### 1.1.2.3 L'effet sur le politique

Ainsi, l'État libanais issu du «cadre institutionnel de 1943» est une phase d'un mécanisme qui détermine l'équilibre des rapports entre les différentes communautés libanaises. Toutefois, les contradictions qui marquent les rapports entre ses communautés se révéleront plus fortes. La paix intérieure s'avéra difficile à maintenir. Le Liban devient le témoin de heurts de nature différente «dont les acteurs principaux changent au gré des intérêts [...] et en dépit de la compénétration des différents protagonistes et de leurs visées spécifiques».<sup>49</sup> À l'instabilité politique que laissaient supposer les arrangements institutionnels découlant de la Constitution s'ajoutent d'autres facteurs. Notamment, le déséquilibre démographique entre les différentes composantes communautaires:

«au fil des ans, le poids des maronites au sein de la population décroît fortement, celui des sunnites diminue également, tandis que celui des chiites augmente rapidement».<sup>50</sup>

---

<sup>48</sup> «Un Manifeste des demandes des chiites est publié en 1974 [...] Al-Sadr se montre attaché aux institutions et à l'État libanais, qui assure une certaine représentativité aux chiites en comparaison d'un grand État arabe qui les renverrait au statut de minorité insignifiante». Cf., Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, pp. 44-45.

<sup>49</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 56.

<sup>50</sup> Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, p. 53.

D'ailleurs, les départs des maronites vers l'étranger n'ont cessé de s'intensifier. Durant la même période, les sunnites libanais, malgré la diminution de leur poids démographique, bénéficient de l'arrivée des Palestiniens (majoritairement sunnites), «qui bien que n'ayant pas la nationalité libanaise», sont un «allié» politique et militaire précieux. Les chiites quant à eux constituent à l'époque la communauté la plus affectée par les luttes israélo-palestiniennes dans le Sud du pays. Leur taux de natalité est le plus élevé du pays et, ce, depuis les années 1940.<sup>51</sup> Cette situation aura, comme nous le verrons, une influence énorme sur le pays.<sup>52</sup>

Mieux, cette fragilité sera davantage exacerbée par l'impact significatif des conflits régionaux. Petit pays coincé entre des États en guerre, le Liban sera plongé dans les contradictions régionales. Aussi est-il indispensable de tenir en compte ce facteur capital.

## 1.2 Un pays enraciné dans les contradictions régionales

«[...] Non seulement des puissances régionales et mondiales peuvent-elles peser sur la politique intérieure du pays, tirer profit des dissensions et les alimenter au besoin, mais les conséquences de leur action et la situation qui en résultera - quelle qu'elle soit - auront des résonnances durables dans les esprits, si ce n'est dans les institutions et la vie politique, préservant ainsi les germes d'un conflit irrésolu qui pourra resurgir sous l'effet de quelque tension intérieure ou étrangère».

Boustany, Katia, 1994.<sup>53</sup>

Le Liban : «crise endogène», «crise régionale» ou «crise internationale»? La crise libanaise est complexe dans l'écheveau de ses faits et la pérennité de ses antagonismes. Elle

---

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> À cela s'ajoutent les changements sur la scène politique, après 1943. «La Ligue de l'indépendance a très vite disparu. Et le mouvement de 1951 a été le dernier rassemblement pluricommunautaire de l'histoire communautaire du Liban. Il s'est, lui aussi très rapidement essoufflé : dès les élections de 1953, on a vu resurgir la variable confessionnelle». Cf., *Ibid.*, p. 54.

<sup>53</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 48.

l'est davantage avec les changements des conjonctures politiques aux plans régional et mondial. La localisation du Liban au cœur d'une région hautement conflictuelle aggrave l'instabilité interne du pays et fait de ce dernier un acteur des affrontements régionaux et une «victime» de la dynamique régionale. D'autant plus que l'«État» libanais n'a pas les moyens d'«isoler» le pays des contrecoups des rivalités et des affrontements régionaux. À ce titre, le Liban fait bien partie de la dynamique régionale. La plupart des observateurs et analystes le font très nettement ressortir. La vie politique du pays sera, en effet, scandée par le conflit israélo-palestinien et l'implantation massive de réfugiés palestiniens au Liban ; les visées syriennes ; les politiques israéliennes ; les objectifs des Grandes puissances et d'autres pays pour la région.<sup>54</sup>

### 1.2.1 Un conflit au cœur de l'instabilité régionale

L'extermination des juifs européens durant la Seconde Guerre mondiale pose le problème de l'avenir des rescapés. Les mouvements sionistes et les communautés juives du monde insistent sur une «solution palestinienne».<sup>55</sup> Par conséquent, l'après-Guerre est marqué par une rivalité judéo-arabe qui va déboucher sur la guerre de Palestine de 1948.<sup>56</sup> Il n'est pas sans intérêt de brosser un rapide portrait des développements significatifs à l'origine du conflit régional. Nous serons bref.

#### 1.2.1.1 Bref historique de la crise israélo-palestinienne

Par la Déclaration Balfour de 1917, la Grande-Bretagne, puissance mandataire de la Palestine, donne son appui à l'établissement d'un Foyer national juif sur ce territoire ;

<sup>54</sup> Comme bien d'autres auteurs, Sandra Mackey soulève ces contradictions: «[...] It came from the Palestinians and Israelis fighting each over possession of historic Palestine; from Syria's attempt to establish hegemony over Lebanon as Damascus's first line of defense of its own territory and the lever to be applied against Israel; from the United States' dual role as a protector of Israel and the guard against the Soviet Union's advance into the region; and from Iran's ambition to export the power of the Islamic revolution [...]». Cf., Mackey, Sandra, *Mirror of the Arab world: Lebanon in conflict*, New York, 1st Edition, W. W. Norton & Co, 2008, p. 186.

<sup>55</sup> Selon les termes de Vincent Cloarec et Henry Laurens. Cf., Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, p. 94.

<sup>56</sup> La guerre de Palestine de 1948 est la première guerre israélo-arabe.



«En juillet 1917, Sokolow<sup>57</sup> rédige, avec d'autres dirigeants sionistes, un projet de déclaration britannique [...] y affirmerait être favorable à un foyer national pour le peuple juif en Palestine sous un protectorat à définir. L'immigration des Juifs y serait libre et l'autonomie de la nationalité juive garantie [...] Des discussions s'ouvrent sur le contenu de cette déclaration entre sionistes et responsables britanniques [...] et le 14 février 1918, le gouvernement français envoie une lettre officielle à Solokow dans laquelle il affirme que l'entente est complète [...] en ce qui concerne la question [...].<sup>58</sup>

L'émigration des juifs d'Europe vers la Palestine devient importante avec l'arrivée d'Adolf Hitler et son parti nazi au pouvoir en Allemagne (1933-1934). Sa politique antisémite incitera au départ de ces derniers. Ce qui n'est pas sans occasionner des remous en Palestine. En 1937, les Palestiniens organisent une grande révolte contre la puissance occupante et le mouvement sioniste qui s'établit. Cette révolte,

«s'étend à tout le pays et connaît un succès important dans les régions rurales où des bandes armées paysannes solidement organisées attaquent les voies de communication et les implantations juives. Dans les grandes villes, les révoltés parviennent un temps à prendre le contrôle des vieux quartiers du centre ville».<sup>59</sup>

En 1939, et en réaction à ce soulèvement populaire, la Grande Bretagne publie «un Livre blanc». Il présente

«à nouveau la solution du double veto. Cette solution devrait aboutir à la mise en place d'institutions arabo-juives de libre-gouvernement et à l'établissement d'un État palestinien indépendant».<sup>60</sup>

Face à ce projet, les sionistes marqueront leur désaccord et «se lancent dans une politique d'émigration clandestine et de créations de nouvelles implantations».<sup>61</sup> Déjà, en 1937, un premier plan à l'initiative de Lord Peel préconise un partage de la Palestine où :

«la plus grande partie du littoral et la Galilée reviendrait aux Juifs. Au centre, un corridor reliant Jérusalem à la mer resterait sous domination britannique afin d'assurer la protection des Lieux Saints. Tout le reste du pays formerait un État arabe fusionnant

<sup>57</sup> Nahum Sokolow est un écrivain et journaliste polonais. Il compte parmi les leaders de l'Organisation sioniste mondiale.

<sup>58</sup> Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, pp. 39-40.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>61</sup> *Ibid.*

avec la Transjordanie».<sup>62</sup>

Cette proposition ne sera jamais appliquée.<sup>63</sup> Les sionistes rejettent catégoriquement ce plan et présentent en 1942 lors du congrès sioniste mondial à New York, le programme de Biltmore qui vise à instaurer un État juif sur toute la Palestine.<sup>64</sup> Sur le terrain, la tension est évidente et de violents affrontements éclatent.

Le 29 novembre 1947, la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU est votée. Elle vise à instaurer un «plan de partage avec union économique»<sup>65</sup> entre un État juif,<sup>66</sup> un État arabe<sup>67</sup> et une zone internationale comprenant Jérusalem et les lieux Saints.<sup>68</sup> Cette résolution est approuvée par les dirigeants juifs tandis que les Palestiniens la refusent sans réserve.<sup>69</sup> Cette situation débouche sur une guerre qui éclate<sup>70</sup> à la suite de la proclamation d'indépendance de l'État d'Israël le 14 mai 1948 par David Ben Gourion. Par conséquent, le comte Folke Bernadotte, médiateur suédois, est envoyé par l'ONU dans l'objectif de «rétablir la paix» dans la région. Il réussit à obtenir un cessez-le-feu le 11 juin 1948, et ainsi,

---

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>63</sup> De nombreux sionistes s'opposent au plan Peel. «Ils parviennent même à être majoritaires lors du congrès sioniste de Zurich de 1937». Cf., *Ibid.*, p. 70.

<sup>64</sup> «[...] le mouvement explicite plus clairement que jamais ses buts, c'est bien toute la Palestine mandataire (l'État d'Israël dans ses frontières de 1949, ainsi que Jérusalem-Est, la Cisjordanie et Gaza) qui est revendiquée comme devant être l'État juif». Cf., De Crousaz Pascal, «Le facteur démographique dans la détermination par Israël de ses frontières avec les Palestiniens», *A contrario*, 2005/2 Vol. 3, p. 68.

<sup>65</sup> ---, «Résolution adoptée sur le rapport de la commission Ad Hoc chargée de la question palestinienne (181) : A/RES/181(II)», *Nations Unies*, 29 novembre 1947, p. 131. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/181\(II\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181(II)&Lang=F)

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>67</sup> *Ibid.*, pp. 142-146.

<sup>68</sup> «La ville de Jérusalem sera constituée en corpus separatum sous un régime international spécial et sera administrée par les Nations Unies. Le Conseil de tutelle sera désigné pour assurer, au nom de l'Organisation des Nations Unies, les fonctions d'Autorité chargée de l'administration [...] Les lieux Saints et les édifices et sites religieux seront préservés.» Cf., *Ibid.*, pp. 146-150.

<sup>69</sup> «Les arabes ressentent le partage comme une véritable injustice et une violation du droit à l'autodétermination. La majorité accepte toutefois le plan de l'ONU comme un fait accompli». Cf., Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, p. 99.

<sup>70</sup> «La proclamation israélienne n'indique aucune limite territoriale au nouvel État [...] Le lendemain, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban et l'Irak déclarent la guerre à Israël». Cf., *Ibid.*, p. 101.

«propose un nouveau plan : la Cisjordanie serait annexée à la Jordanie, une union économique établie entre Israël et la Jordanie, Jérusalem resterait arabe et Haïfa deviendrait un port franc». <sup>71</sup>

Ce plan est refusé par les deux parties, ce qui amène, Bernadotte à présenter une nouvelle proposition en août, où :

«l'internationalisation de Jérusalem, le retour des réfugiés et des échanges de territoires entre Israéliens et arabes favorisant la formation de blocs géographiques plus homogènes». <sup>72</sup>

Elle est aussi rejetée par les pays arabes et par l'État d'Israël qui «refuse de laisser le Néguev» <sup>73</sup> à ces derniers. La guerre entraîne la fuite de près de «750 000 Palestiniens» <sup>74</sup> et fait de la «question des réfugiés» une problématique importante au regard de la communauté internationale, comme en atteste la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU du 11 décembre 1948, qui envisage un droit de retour à ces personnes :

«[...] aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour des biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les Gouvernements ou autorités responsables». <sup>75</sup>

Les réfugiés se retrouvent dans les pays voisins tels que la Jordanie, la Syrie et le Liban qui de facto, deviennent concernés et impliqués dans ce conflit. Toute leur vie politique interne s'en trouve affectée. Le pourrissement et l'enlisement du conflit israélo-palestinien internationalisent la crise régionale et hypothèquent de ce fait la vie politique libanaise.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> «Lors de la fondation de l'Etat d'Israël en 1948, quelque 750 000 Palestiniens ont été déracinés de leurs villes et villages pour être projetés à la périphérie de leur pays natal et dispersés un peu partout dans le monde [...]». Cf., Khoury, Rafiq, «Un peuple en Palestine», *Projet*, 2001/3 n° 267, p. 25.

<sup>75</sup> —, «Rapport intérimaire du Médiateur des Nations Unies (194) : A/RES/194(III)», *Nations Unies*, 11 décembre 1948, p. 24. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/194\(III\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/194(III)&Lang=F)



### 1.2.2 Le Liban «victime de l'impasse régionale

Le Liban, malgré le désir de se maintenir à l'écart des conflits qui ensanglantent la région depuis 1948, ne peut échapper aux tensions ainsi générées. Une présence massive palestinienne sur son territoire ne pouvait qu'être une source de difficultés politiques internes et un facteur d'instabilité. Qu'en a-t-il été?

#### 1.2.2.1 Une présence palestinienne importante

«Aux 140 000 réfugiés de 1948 s'ajoutent les réfugiés de 1967. Ils sont environ 400 000 en 1970 et représentent 12% de la population libanaise. Après la défaite de l'OLP devant les troupes jordaniennes en 1970 (septembre noir), le Liban devient le principal centre de la résistance palestinienne et Beyrouth le siège de l'OLP».<sup>76</sup>

Cette présence en territoire libanais d'un si grand nombre de réfugiés et les perspectives sombres d'un règlement rapide du contentieux israélo-palestinien mineront la vie politique libanaise. Cela suscitera des débats, des polémiques, des crises et des affrontements armés. L'apparition des formations militaires palestiniennes, après la guerre israélo-arabe de juin 1967, posa au Liban le problème de leur co-existence. Déployées en partie dans le Sud du Liban, elles mèneront des actions militaires contre le territoire israélien. Le développement rapide de leurs activités attira sur le Sud les représailles israéliennes. L'effet s'en fit aussitôt sentir dans les rapports des chrétiens avec les musulmans, accentuant de ce fait les divergences entre Libanais.

Cette présence massive des Palestiniens contribue ainsi à exacerber les clivages de la société libanaise en déséquilibrant la répartition communautaire.<sup>77</sup> Les forces conservatrices minoritaires, essentiellement chrétiennes-maronites, souhaitent le maintien du *statu quo* et le départ des Palestiniens tandis que la majorité des musulmans et des druzes, majoritaires, sont solidaires du combat mené par les Palestiniens.

<sup>76</sup> Pourtier, Roland, *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris, Éditions Nathan, 2006, p. 335.

<sup>77</sup> Comme nous l'avons expliqué précédemment. Cf., sous-partie, 1.1.2.3 L'effet sur le politique.

En 1969, la signature des accords du Caire le 3 novembre, permet de mettre un terme aux dangereuses turbulences du moment. Mais en concédant aux organisations palestiniennes l'autorisation officielle d'avoir une présence armée au Liban, cet accord ne fit qu'inscrire davantage la problématique régionale dans la vie politique libanaise. Et les conflits qui éclateront à partir des années 1970 en témoigneront.<sup>78</sup> Nous assistons à une exacerbation de la lutte entre milices chrétiennes et leurs adversaires, provoquant à terme l'effondrement de l'État libanais. Les interventions étrangères se multiplieront alors.

Toutefois, nous devons noter que d'autres facteurs sont à l'œuvre également dans cette longue conjoncture de crise. Aux controverses relatives à la question de l'application des accords du Caire, s'ajoute une « polémique » qui aggrave la fracture entre les différents partis en matière de politique extérieure. En effet, d'autres affrontements se juxtaposent et participent également à la crise libanaise et à ses traits régionaux : la Syrie et Israël deviennent des acteurs importants de la vie politique libanaise. La poursuite de leur intérêt national en territoire libanais achève d'internationaliser la crise libanaise. Le spectre d'une intervention de la communauté internationale se précise. Celle-ci deviendra vite inévitable.

### 1.2.3 Irrédentisme et jeu de puissance : la Syrie et Israël dans le conflit libanais

Selon le général Elias Hanna, le Liban est considéré par la Syrie et Israël comme un « État tampon » (Buffer state).<sup>79</sup> Pour la Syrie, le déterminant de sa politique est l'idée d'une Grande Syrie englobant le Liban. En revanche, pour Israël, le Liban est une menace à sa sécurité à cause du fait que les Palestiniens voudraient libérer la terre de Palestine. Qu'en est-il ?

<sup>78</sup> « Le président Soleiman Frangié (1970-1976) essaiera par deux fois de faire donner l'armée contre les mouvements palestiniens, mais il n'ira pas jusqu'au bout et permettra même à ces mouvements, en 1973, d'importer des armements lourds pour se protéger des représailles israéliennes ». Cf., Corm, Georges, *op. cit.*, p. 115.

<sup>79</sup> Cf., Hanna, Elias, « Lebanon as a buffer state and UNIFIL as a Sub-Buffer », in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *op. cit.*, pp. 87-92.

À l'époque du mandat français, la classe politique syrienne ne manquait jamais une occasion pour déclarer que la Syrie ne tolérerait jamais la partition du territoire sous mandat. Rappelons que, depuis cette partition du territoire, la Syrie ne reconnaît pas cet état de fait. D'où une propension de la part des dirigeants syriens à intervenir dans la vie politique libanaise. L'irrédentisme syrien et le désir de reconstituer la «Grande Syrie» les amènent à intervenir directement au Liban.<sup>80</sup> Et la guerre civile libanaise des années 1970, comme nous le verrons, servira en partie leurs fins.<sup>81</sup>

Dans la perspective des Israéliens, la lutte des Palestiniens de libérer la terre de Palestine et la résistance libanaise (alliance des partis de gauche, et par la suite le Hezbollah) pourraient menacer l'existence de l'État d'Israël.<sup>82</sup> À cet égard, il devient impératif pour Israël de pacifier le Liban en en chassant les Palestiniens. D'où les invasions répétées du territoire libanais par Israël. Il faut rappeler également le fait qu'Israël a lié des alliances politiques avec les chrétiens libanais<sup>83</sup> dans le but d'empêcher que le territoire ne soit utilisé contre elle et ainsi de neutraliser les ambitions syriennes et de se donner, de cette façon, un certain avantage dans l'affrontement avec les pays arabes hostiles dont la Syrie fait partie. Le conflit syro-israélien, en effet :

«[...] constitue dans une certaine mesure une partie de la toile de fond du conflit intraétatique au Liban, la confrontation syro-israélienne sur la scène libanaise est ponctuée d'éléments et d'événements qui lui sont propres [...] Aux hostilités militaires qui dessinent ses contours libanais, la confrontation syro-israélienne à l'intérieur du conflit intraétatique comporte un volet plus particulier ; c'est la problématique des retraits – simultanés ou dissociés de l'une ou l'autre partie ainsi présentes au Liban».<sup>84</sup>

<sup>80</sup> «Luttant d'abord contre le mandat, elle avait ensuite milité pour la résurrection d'une certaine forme de monde arabe – *'umma 'arabiyyah* ou *'umma suriyyah* : la Grande Syrie – et avait refusé la fragmentation territoriale imposée par l'Occident [...] L'État syrien devait, par nécessité, consolider son territoire à l'intérieur des frontières coloniales imposées, mais il proposait simultanément l'utopie d'une *'umma* bien plus vaste dont il serait le cœur, tenant compte à la fois de l'arabité incontestée des groupes minoritaires non musulmans et de l'identité musulmane de la majorité de sa population. [...] L'espace libanais revêt dans ce cadre une importance particulière». Cf., Davie, Michael, p. 361. Voir note 13.

<sup>81</sup> La guerre civile au Liban sera étudiée dans la troisième partie de ce chapitre. Cf., 1.3 L'irrésistible montée de la violence : l'espace libanais et la guerre.

<sup>82</sup> Boustani, Katia, *op. cit.*, p. 113.

<sup>83</sup> L'aide militaire d'Israël va aux forces libanaises au cours des premiers mois de la guerre civile.

<sup>84</sup> Boustani, Katia, *op. cit.*, pp. 121-122.

Il y mieux. En effet, l'imbroglio libanais est aussi le résultat des rivalités de puissance et du jeu complexe d'intérêts qui s'y sont opposés et entrechoqués hier comme aujourd'hui, vu la position du pays dans une région géopolitiquement sensible et importante. Ceci est nettement perceptible pendant la Guerre froide.

#### 1.2.4 Le poids des intérêts des Grandes puissances

À travers la sphère d'antagonisme entre la Syrie et Israël se profile puis se détermine la rivalité entre les deux Grands (États-Unis et l'URSS),<sup>85</sup> rivalité qui structure le caractère international de ce conflit.

La période comprise entre les années 1950 et 1960 marque l'émergence de nouvelles forces sociales, qui s'affrontent en combats armés, annonciateurs de la guerre civile libanaise de 1975-1990. En mai 1958, en effet, des affrontements éclatent entre les forces pro-Nasséristes et les forces pro-occidentales.<sup>86</sup> L'intervention des États-Unis met fin à cette «guerre».<sup>87</sup> L'administration américaine trouva un intérêt spécifique dans le conflit libanais afin de ralentir le nationalisme arabe grandissant dans la région. D'où le soutien américain au président, Camille Chamoun, au nom de la politique d'endiguement de l'URSS, dont l'influence se fait de plus en plus ressentir au Moyen-Orient.

Intérêts de certaines puissances : Enjeux

---

<sup>85</sup> Sans négliger les intérêts de la France.

<sup>86</sup> «Camille Chamoun, chef de l'État libanais, mène depuis 1952, une politique pro-occidentale et se montre hostile à la question de l'unité arabe [...] Une insurrection contre le pouvoir est déclenchée en mai 1958. Les quartiers musulmans sunnites se mettent en grève. Tout le nord du pays, tant chrétien [nous faisons référence ici à la famille frangé (Cf., sous-partie, 1.3.3.1 Les formations chrétiennes)] que musulman, se soulève contre Chamoun». Cf., Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, p. 118.

<sup>87</sup> «Le 15 juillet 1958, les troupes américaines débarquent à Beyrouth [...]». Cf., *Ibid.*

Les Américains visaient deux objectifs : l'endiguement (comme nous l'avons précisé plus haut), pour faire obstacle à l'expansion soviétique dans toutes les régions du monde, et la poursuite/défense de leurs intérêts économiques.

Quant à la France, elle a peut-être compris qu'en raison de son rôle dans le façonnement de l'État libanais,<sup>88</sup> elle était un des acteurs du conflit et que cette guerre représentait pour elle un enjeu majeur. Néanmoins, compte tenu de la guerre civile, elle usera de prudence.

Pour l'URSS, son objectif, depuis toujours, est de contrer les États-Unis. Avec la mort de Gamal Abdel Nasser,<sup>89</sup> Moscou avait «perdu ses principaux points d'appui» au Moyen-Orient.<sup>90</sup> Le président Anwar El Sadate avait rompu ses relations avec l'URSS en 1972 «en chassant les milliers d'experts soviétiques qui encadraient les divers secteurs économiques et militaires de l'Égypte».<sup>91</sup> En revanche, l'URSS avait grâce à l'alliance avec la Syrie, conservé une «base» dans la région depuis l'accession de Hafez El-Assad au pouvoir en 1970. Toutefois, nous devons prendre en compte le fait qu'elle avait encore besoin d'une tête de pont au Moyen-Orient. Nous ne nous étonnerons pas dès lors que les Soviétiques avaient été très actifs durant toute la guerre du Liban et aient agi en tant que «conseillers des Palestiniens» et «coordonnateurs des communistes libanais».<sup>92</sup>

---

<sup>88</sup> Les raisons historiques ont été évoquées précédemment.

<sup>89</sup> En effet, il faut préciser que face au «pacte de Bagdad lancé en 1955 par la Grande-Bretagne et les États-Unis [...] Gamal Abdel Nasser s'y opposera de plus en plus violemment et de fortes tensions s'installeront au niveau régional entre régimes politiques alliés aux États-Unis, notamment les monarchies arabes (Jordanie, Arabie saoudite, Irak avant la révolution de 1958, plus tard le Maroc), et régimes républicains (Syrie, Égypte, Irak après la révolution, puis l'Algérie à son indépendance) qui entretiennent des relations économiques et militaires étroites avec l'URSS sans toutefois en devenir des satellites». Cf., Corm Georges, «Première approche d'une contextualisation des révoltes populaires arabes», *Confluences Méditerranée*, 2011/4 n° 79, p. 97.

<sup>90</sup> Azzam, Roger, *Liban, l'instruction d'un crime, 30 ans de guerre*, Paris, Éditions Cheminements, 2005, p. 197.

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> *Ibid.*

Avec l'effondrement des démocraties populaires européennes et la chute du mur de Berlin en 1989, l'URSS, en pleine crise, se retire de la région. Les États-Unis restent donc seuls sur la scène moyenne-orientale. Selon Vincent Cloarec et Henry Laurens :

«Washington redéfinit ses objectifs dans la région : isolement de la Syrie, [...] soutien continu à la sécurité des monarchies pétrolières, amélioration des relations avec l'Iran et avec l'Irak, refus de la propagation des armes non conventionnelles [...] La Syrie consciente de son besoin d'une aide économique occidentale, se rapproche des États-Unis. Désormais, il n'y a plus d'États arabes à faire obstacle à la politique américaine».<sup>93</sup>

### 1.3 L'irrésistible montée de la violence : l'espace libanais et la guerre

«La guerre n'est point une entreprise qui se passe sur une scène abstraite, idéale ou imaginaire. Elle est constituée d'une multiplicité d'opérations, qui se déroulent à des dates bien déterminées, marquées par un environnement circonstanciel clair, sur un espace bien défini, avec un mouvement d'hommes, des machines et des moyens de guerre sur le terrain».

Azzam, Roger, 2005.<sup>94</sup>

Un schéma «complet» des configurations de belligérance interne conduit à diverses constatations. Selon les spécialistes, sur l'ensemble des fronts (politiques et militaires), les affrontements opposent principalement les chrétiens et les musulmans au cours de la guerre civile. Le fondement confessionnel<sup>95</sup> (malgré la mise en forme de discours prétendant dépasser les clivages communautaires) et «l'exacerbation des querelles relatives aux institutions de l'État voire à la nature et à la forme du gouvernement»,<sup>96</sup> s'expriment au fur et à mesure de l'amplification de la guerre civile (1975-1990).

<sup>93</sup> Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.* pp. 178-179.

<sup>94</sup> Azzam, Roger, *op. cit.*, pp. 11-12.

<sup>95</sup> «Dissatisfaction with the power sharing formula that privilege the christians [...] The twos warring fractions are often labeled christian and muslim, but it is more accurate to describe them as pro-and anti-status quo [...] However, domestic political issues might have been resolved differently were it not for the inside-outside dialectics that linked developments within the Lebanese political system». Cf., Zahar, Marie Joelle, «Power Sharing in Lebanon: Foreign Protectors, Domestic Peace, and Democratic Failure» in Rothchild, Donald et Roeder, Philip (dir.) *Sustainable Peace: Power and Democracy after Civil Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, pp. 231-232.

<sup>96</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 59.



### 1.3.1 Les principales forces en présence

La guerre civile met aux prises essentiellement deux camps dans un conflit qui s'étendra progressivement à diverses régions du territoire libanais : les forces chrétiennes et les forces musulmanes. Il faut tenir compte également, malgré son rôle effacé, de l'armée libanaise.

#### 1.3.1.1 Les forces chrétiennes

Les milices chrétiennes s'étaient regroupées durant les premières années de guerre en un rassemblement prenant le nom de «Front libanais»,<sup>97</sup> et comprenant essentiellement le Parti «Kataeb» (Phalanges),<sup>98</sup> les «Noumours» du Parti National Libéral,<sup>99</sup> les Gardiens du Cèdre, l'Organisation libanaise (Al Tanzim)<sup>100</sup> et enfin les «Marada».<sup>101</sup> En août 1976, ces forces établissent «un commandement unifié des forces libanaises et en confie la présidence» à Bachir Gemayel.<sup>102</sup> Malgré le fait que ce dernier a la responsabilité d'ordonnance générale, il veut que chaque force possède «une liberté d'action» sur le terrain de bataille.<sup>103</sup> Cependant, à la fin des années 1970, Bachir tente d'unifier par la force «toutes les milices chrétiennes».<sup>104</sup> Des actions de représailles sont menées par des commandos des forces

---

<sup>97</sup> *Ibid.*, pp. 60-61.

<sup>98</sup> Cette formation chrétienne est fondée en 1936 par Pierre Gemayel (leader politique).

<sup>99</sup> Le Parti National Libéral est fondé en 1958 par le président Camille Chamoun.

<sup>100</sup> Deux formations (anti-palestiniennes) qui apparaissent au début de la guerre civile libanaise.

<sup>101</sup> La Brigade «Marada» apparaît sous l'égide du président Soleiman Frangié. Contrairement aux autres formations chrétiennes, son rôle est localisé au Nord du Liban. En 1978, les «Marada» s'allient aux Syriens.

<sup>102</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 61.

Fils de Pierre Gemayel, Bachir est le chef militaire des Phalanges. Il est élu comme président de la République libanaise en 1982.

<sup>103</sup> Chaque milice possède ses propres combattants.

<sup>104</sup> Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.* p. 167.

libanaises : celles-ci «deviennent dès lors une institution dotée de services [départements de l'information, des services sociaux, des impôts etc.]<sup>105</sup> capables de suppléer ceux de l'État».<sup>106</sup>

### 1.3.1.2 Les forces musulmanes et la gauche

À la même époque, plusieurs formations militaro-politiques s'alignent sous le nom de «Mouvement National Progressiste».<sup>107</sup> Le «Parti Socialiste Progressiste»,<sup>108</sup> le «Parti Communiste libanais»,<sup>109</sup> le «Parti Syrien National Social»<sup>110</sup> et le «Mouvement des Nassériens Indépendants (Mourabitoun) en font partie.<sup>111</sup> La coalition de ces forces met sur pied une administration de services et établit un «Conseil Politique Central». Dorénavant, ces formations devaient «obéir à un commandement commun relié aux organisations de l'OLP».<sup>112</sup>

### 1.3.1.3 L'armée libanaise

L'armée libanaise est l'acteur le plus «faible» sur la scène libanaise. Elle subit à maintes reprises les effets de division des clivages (chrétiens et musulmans) au sein de la société et de la classe politique libanaise. Elle n'arrive pas à assurer la sécurité et maintenir

---

<sup>105</sup> *Ajoutés par nous.*

<sup>106</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 61.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>108</sup> Le Parti Socialiste Progressiste est fondé en 1949 par Kamal Jomblatt (chef politique de la communauté druze).

<sup>109</sup> Le Parti Communiste libanais est fondé en 1924 par des intellectuels et ouvriers imprégnés par les idées marxistes.

<sup>110</sup> Le Parti Syrien National Social est fondé en 1932 par Antoun Saadé. Ce dernier défend la doctrine du «nationalisme social» (Grande Syrie).

<sup>111</sup> Le Mouvement des Nassériens Indépendants est formé à l'époque de la crise libanaise de 1958.

<sup>112</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 63.



l'ordre public. Le territoire libanais est alors contrôlé par les milices. D'ailleurs, elle ne sera pas impliquée dans les combats avant l'été 1983 (rôle effacé). Cette situation découle d'une décision des pouvoirs publics.<sup>113</sup>

Nous comprenons que dès les premiers mois de la guerre civile au Liban, les différents protagonistes ont manifesté leur intérêt pour les événements qui s'y déroulaient, et ont adopté des politiques axées principalement sur la protection et la promotion de leurs intérêts sans se soucier de l'arrêt des affrontements qui s'y déroulaient.<sup>114</sup> La guerre civile est une guerre très longue qui comporte plusieurs phases qu'il est fondamental de discuter vu que c'est à la faveur du chaos ainsi créé que l'ONU interviendra.

### 1.3.2 Les phases de la guerre civile

Sur une période d'une quinzaine d'années, plusieurs phases peuvent être dégagées comme ressortissant de la guerre civile : essentiellement l'affrontement libano-palestinien (1975-1976), l'appel aux Syriens (1976) et l'entrée en scène d'Israël (1978-1982).

#### 1.3.2.1 L'affrontement libano-palestinien (1975-1976)

Les années 1975-1976 marquent un épisode important de la crise libanaise. Cependant, il est difficile de qualifier cette phase comme faisant partie de la guerre civile. Cette période est caractérisée sur le plan militaire par le conflit libano-palestinien.<sup>115</sup> Elle est marquée par des actions militaires entre les belligérants pour remettre «en question les

---

<sup>113</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>114</sup> Comme nous l'avons soulevé à plusieurs reprises : les intérêts des Grandes Puissances, des Israéliens, des Syriens, des Palestiniens, des factions internes etc.

<sup>115</sup> Boustani, Katia, *op. cit.*, p. 68.

structures politiques et institutionnelles du pays [et] faire aboutir ses revendications à la faveur de la confrontation libano-palestinienne»;<sup>116</sup>

«L'enjeu [...] ne peut qu'être défini par la nature même des protagonistes présents sur le terrain [...] Les Palestiniens [...] avec pour principale formation le Fatah de Yasser Arafat. Les formations chrétiennes [...] Aucune formation paramilitaire libanaise est issue d'une autre communauté que la communauté chrétienne n'était présente sur le terrain».<sup>117</sup>

C'est en octobre 1976 que cet affrontement prend fin.<sup>118</sup>

### 1.3.2.2 L'appel aux Syriens (1976)

Ayant perdu une partie importante de leurs effectifs sur les différents fronts militaires, les maronites font appel aux Syriens pour contrer les attaques de leurs adversaires. Nous devons le noter d'ailleurs que, dès le début du conflit, la Syrie a proposé sa médiation. Son intervention est motivée par plusieurs raisons : l'inquiétude d'une alliance entre un Liban chrétien et Israël, la crainte d'une invasion de la Syrie par l'armée israélienne en passant par le Liban et la volonté de contrôler la résistance palestinienne. Rappelons la volonté à terme du président syrien Hafez El-Assad de créer sous l'égide syrienne, une Grande Syrie, composée de la Syrie, du Liban, de la Jordanie et de l'OLP. Après des contacts entre les différents chefs libanais, les troupes syriennes entrent au Liban au début de juin 1976. Cette intervention militaire est acceptée par les responsables politiques libanais, dont le président Frangié (Marada).<sup>119</sup>

---

<sup>116</sup> *Ibid*, p. 69.

<sup>117</sup> Azzam, Roger, *op. cit.*, pp. 162-163.

<sup>118</sup> Cet affrontement prend fin en raison d'un cessez-le-feu suite à l'intervention de la Ligue arabe. En d'autres termes, grâce à l'intervention militaire et politique des puissances régionales arabes, le président libanais et le chef de l'OLP sont convoqués à Riyad cette même année. Ils sont invités par l'Arabie saoudite et l'Égypte à reconnaître la légitimité de la présence des troupes syriennes au Liban, et l'officialisent par la mise en place de la Force arabe de dissuasion (FAD).

<sup>119</sup> Kamal Joumblatt a rejeté cette intervention et l'a payé de sa vie le 16 mars 1977.

La majorité des observateurs estiment que l'intervention de la Syrie au Liban fournit à cette dernière une «occasion en or» de faire avancer ses objectifs dans la mesure où elle devient la maîtresse du jeu.

### 1.3.2.3 L'élargissement du conflit : l'entrée en scène d'Israël

#### *1978, l'armée israélienne entre en scène*

L'action d'un commando palestinien ayant fait «37 victimes israéliennes» en mars 1978 provoque l'entrée d'Israël dans le conflit.<sup>120</sup> C'est l'«Opération Litani». Voilà qui élargit la crise libanaise, confirmant du coup ce qui a été précédemment établi, à savoir que la vie politique libanaise n'échappe pas à la dynamique régionale. Cette offensive israélienne occasionna le déplacement d'environ 250 000 personnes.<sup>121</sup> Le Conseil de sécurité des Nations Unies condamne aussitôt cette action. Trois mois plus tard, l'armée israélienne se retire de la région mais maintient «une bande d'occupation d'environ dix kilomètres le long de la frontière», en territoire libanais, une zone contrôlée par Saad Haddad, collaborateur d'Israël.<sup>122</sup> Ce sera longtemps une pomme de discorde entre les deux pays.

Certes, la présence palestinienne au Liban, les appuis dont les Palestiniens bénéficient de la part des musulmans sunnites et chiïtes, d'une part, et la détermination des Palestiniens de se battre pour la restauration de leurs droits historiques, d'autre part, expliquent le raidissement des dirigeants israéliens et leur invasion au Liban. C'est incontestablement, une dimension importante de la situation. Mais, l'incursion de l'armée israélienne s'explique surtout par les visées stratégiques d'Israël dans la région. Dans cette perspective, il n'est pas faux d'avancer que le but, en ce qui concerne le Liban, de l'État-major israélien, est d'instrumentaliser ce pays pour renforcer la position d'Israël dans son

---

<sup>120</sup> Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, p. 168.

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> *Ibid.*

«affrontement» avec les pays arabes de la région. D'où leur appui aux secteurs «dominants» de la communauté chrétienne, communauté historiquement puissante, comme nous l'avons vu précédemment, et les alliances avec ces derniers. C'est ainsi qu'au fil de leurs nombreuses interventions militaires, nous assistons au déploiement d'une stratégie d'alliance, à la faveur de la guerre civile libanaise, avec les secteurs les plus influents de la communauté chrétienne : aide militaire aux forces libanaises au cours des premiers mois de la guerre civile et le Front libanais, par exemple. En définitive, c'est une politique qui sera poursuivie, ainsi que nous le verrons, jusqu'en 2006. Et, vu les appuis internationaux dont cette politique bénéficie, il est essentiel d'en tenir compte.

Cette incursion militaire israélienne, sur fond de détermination de l'État d'Israël de promouvoir ses intérêts régionaux, est le facteur le plus aggravant de la situation. La violation du territoire libanais et la situation créée à la frontière des deux pays interpellent la communauté internationale l'obligeant du même coup à prendre position. Dorénavant, la dimension interétatique du conflit en devient l'aspect principal. Et, l'ONU est irrésistiblement interpellée à prendre position sur la situation. Elle est un outil intéressant pour les Grandes puissances comme pour le reste de la communauté internationale, aucun État n'étant intéressé à recourir à la force pour imposer une solution aux parties en présence.

Mais, avant d'en discuter, il est impératif de nous pencher sur un aspect non négligeable de la crise libanaise. La dégradation générale de la situation au Liban a comme conséquence majeure l'effondrement de l'État libanais. Ceci dès le milieu des années 70, créant ainsi un vide dans une région névralgique et invitant, selon l'évolution du rapport de force entre les protagonistes, à des initiatives susceptibles d'aggraver l'instabilité de la région.

### 1.3.3 Une conséquence majeure : l'effondrement de l'État

De tous les signes révélateurs de l'effondrement de l'État libanais, nous retiendrons les aspects suivants : la prépondérance des milices, l'impuissance des dirigeants du pays, la

quasi disparition de l'armée et de toute autorité politique.

### 1.3.3.1 La République des milices

Les milices des différentes parties libanaises deviennent rapidement les principales forces politiques et, de ce fait remettent en question les pouvoirs de l'État. Dans les zones contrôlées par les milices chrétiennes, par exemple, des impôts de guerre sont levés et les services sociaux réorganisés.<sup>123</sup>

Dans les années 1986-1987, la milice chiite *Amal* (Espoir)<sup>124</sup> tente de contrôler la région de Beyrouth-Ouest par l'élimination des sunnites alors favorables au «retour des organisations palestiniennes».<sup>125</sup> Se développe alors une guerre sanglante des camps. Parallèlement des affrontements se multiplient au Sud entre l'OLP (qui essaie de se réimplanter dans cette région), et *Amal*.<sup>126</sup> Les aspirations des chiites s'opposent très rapidement à ceux des druzes. Ceci d'autant plus que la milice chiite demande une plus «grande participation de sa communauté au pouvoir».<sup>127</sup> Le Mouvement chiite, notons-le, est divisé. À part *Amal*, une faction, soit le Hezbollah, soutenue par la Syrie, veut établir une République islamique au Liban (les années 1982-1984). Ces deux formations chiites s'opposent, entre autres choses, sur la question de la reprise des luttes contre l'État d'Israël.

### 1.3.3.2 Un gouvernement fantôme

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>124</sup> *Amal* est la formation militaire du «Mouvement des Dëshérités» créée par Moussa Al-Sadr.

<sup>125</sup> Cloarec, Vincent et Laurens, Henry, *op. cit.*, p. 171.

<sup>126</sup> *Ibid.*, pp. 171-172.

<sup>127</sup> Cette question a été soulevée précédemment. Cf., sous-partie 1.1.2.2 Les forces politiques en présence: accentuation des clivages.



Cette période est caractérisée, nonobstant «l'habituelle» faiblesse des institutions de l'État libanais, par un vide institutionnel tel que toute gestion de l'État est quasiment impossible. L'État libanais ne peut plus assurer la sécurité publique et, signe de temps, l'armée est incapable de défendre les citoyens.

#### 1.3.3.2.1 Une armée sans prise sur la société

L'armée libanaise n'a surement pas échappé aux contradictions internes qui caractérisent le pays. Elle est basée sur des unités constituées par la puissance coloniale (France) sur un fondement confessionnel.<sup>128</sup> Elle a toujours été sous équipée, en sous-effectif, et insuffisamment financée.

Son développement a ensuite représenté les grandes orientations démographiques du Liban: «même si les maronites du Akkar étaient fortement présents au sein de la troupe, celle-ci était constituée majoritairement de chiites venus eux aussi de régions rurales défavorisées»<sup>129</sup> étaient majoritaires. Les officiers étaient pour la plupart du temps des chrétiens. C'est également le cas des druzes. Nous ne nous étonnerons pas, malgré la situation catastrophique du pays, de son incapacité à faire face aux défis de la conjoncture.

#### 1.3.3.2.2 Un président sans pouvoir ; Un parlement quasiment inexistant

Le président de la République est quasiment sans pouvoir. Ce sont les leaders politiques et les chefs de milices qui dominent et organisent l'espace socio-politique. De plus, l'affaiblissement du parlement est sous l'effet du différend entre dirigeants chrétiens et musulmans sur la présence palestinienne au Liban. La quasi inexistence de l'État libanais alimente la fureur guerrière des protagonistes de la descente aux enfers du pays. La guerre reprend de plus belle en 1982 avec une nouvelle invasion israélienne du territoire. Guerre et

<sup>128</sup> La structure de l'armée libanaise est fondée sur l'équilibre entre chrétiens et musulmans chez les officiers.

<sup>129</sup> Clichet, Christophe, *Armée et pouvoir, Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, ex-Yougoslavie, Liban, Turquie, Grèce*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1999, p. 59.



destructions finiront pour «émouvoir» la communauté des Nations et la porter à intervenir pour tenter de restaurer l'État libanais.

## CHAPITRE II

### L'IRRÉSISTIBLE INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : DE LA FINUL I À LA FINUL II

Les problèmes que soulève la juxtaposition des conflits au Liban proviennent essentiellement de l'imbrication des variables et des acteurs participants. Les développements dont il a été question au chapitre précédent montrent que le conflit israélo-palestinien et l'importante présence palestinienne sur le territoire libanais constituent une dimension non négligeable du différend. Toutefois, la stratégie israélienne «d'hégémonisation» du Liban et de renforcement de sa position dans la région, rappelons-le, est certainement le facteur le plus important de la crise libanaise. Il n'est peut être pas exagéré d'avancer que la poursuite de cet objectif est le facteur le plus préoccupant dans la conjoncture. Il est au cœur des préoccupations de la «communauté» internationale et à l'origine de la création de la FINUL en mars 1978. Pour la communauté internationale, la poursuite de cette situation, vu les menaces qu'elle recèle est intolérable. Il y a menace à la paix et à la sécurité internationales. Une OMP, dès lors, sera sa réponse. Nous pouvons légitimement, cependant, nous interroger sur les chances d'en arriver à un règlement de la crise. Les intérêts impliqués sont trop nombreux. Le choix des moyens, compte tenu de la pratique (le recours à des OMP) laisse planer un doute sur la volonté d'aboutir à un règlement. Seul le rapport de force sur le terrain, comme nous le verrons, sera déterminant.

Pour bien montrer que la «situation» est une menace à la paix et à la sécurité internationales, nous présenterons en premier lieu la problématique du maintien de la paix. Nous exposerons les responsabilités de l'ONU en matière de maintien de la paix (Charte des Nations Unies et la pratique : (OMP)). Ensuite, nous mettrons en relief les circonstances de la mise en place de la FINUL I. Et, pour terminer, nous en ferons le bilan.

## 2.1 Des menaces à la paix et à la sécurité internationales et du devoir d'intervention

«Au cœur de ces territoires morcelés où peut se rallumer à tout moment la guerre de tous contre tous, le rôle des acteurs du maintien de la paix, ONU (ou autres), est de stabiliser la situation, de bâtir l'État de droit, de protéger la paix».

Guéhenno, Jean-Marie, 2003.<sup>130</sup>

Plusieurs questions peuvent se poser quant à la position de l'ONU en ce qui a trait à la construction des mécanismes de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il est fondamental de rappeler que le maintien de la paix et de la sécurité internationales est une des responsabilités majeures confiées à l'ONU par ses fondateurs, responsabilités qui sont inscrites dans la Charte de l'organisation. Devant l'incapacité d'obtenir l'assentiment des membres permanents du Conseil de sécurité à une «action conjointe» pour la mise en œuvre des dispositions de la Charte en la matière, l'ONU a dû «innover» pour s'affirmer en tant que «médiatrice» nécessaire dans ce domaine.<sup>131</sup> Les premières OMP avaient pour mission «d'observer la paix [et] de surveiller des cessez-le-feu conclus en dehors d'elle».<sup>132</sup> En ce sens, nous pouvons sans exagération affirmer que les «OMP sont bien une invention onusienne».<sup>133</sup> À ce sujet, il est utile d'interroger les articles pertinents de la Charte.

### 2.1.1 Des responsabilités de l'ONU en matière de maintien de la paix

La Charte des Nations Unies confert au Conseil de sécurité «la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales». Ainsi, le Conseil a le devoir de se saisir de toute situation susceptible de porter atteinte au maintien de la paix et de la sécurité

<sup>130</sup> Guéhenno, Jean-Marie, «Maintien de la paix : les nouveaux défis pour l'ONU et le Conseil de sécurité», *Politique étrangère*, n°3-4, 2003, 68<sup>e</sup> année, p. 696.

<sup>131</sup> Selon les termes du Docteur en Science Politique, Alexandra Novosseloff. Cf., Novosseloff, Alexandra, *Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la maîtrise de la Force armée. Dialectique du politique et du militaire en matière de paix et sécurité internationales*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, p. 250.

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 247.

<sup>133</sup> *Ibid.*, p. 250.

internationales. Toutefois, il faut convenir que des facteurs non exclusivement juridiques sont pris en compte au moment de la prise de décision. Aussi est-il important d'interroger les dispositions des chapitres pertinents de la Charte pour mieux évaluer l'action de l'ONU au Liban.

#### 2.1.1.1 Une responsabilité certaine

Partant du principe qu'il est fondamental pour la stabilité du monde de maintenir «la paix et la sécurité» entre les États, la Charte des Nations Unies a été conçue de prime abord pour régler les conflits. Le chapitre VI de la Charte intitulé «Le règlement pacifique des différends» en atteste. Ses articles donnent au Conseil de sécurité les pouvoirs de recommandation «en vue d'un règlement pacifique» entre les parties impliquées dans un différend.<sup>134</sup> L'article 33 prévoit ainsi que :

«les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix».<sup>135</sup>

Selon les termes de l'article 34, le Conseil de sécurité peut alors, en cas de besoin

«enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend, afin de déterminer si la prolongation de ce différend ou de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales».<sup>136</sup>

Le but principal et la mission de l'organisation dans son ensemble, c'est bien le règlement pacifique et la prévention des crises et conflits. Aussi, il n'est pas exclu que si

«[...] le Conseil de sécurité estime que la prolongation du différend semble, en fait, menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il [peut] décide[r] s'il doit

---

<sup>134</sup> «Sans préjudice des dispositions des articles 33 à 37, le Conseil de sécurité peut, si toutes les parties à un différend le demandent, faire des recommandations à celles-ci en vue d'un règlement pacifique de ce différend». Cf., ---, «Charte des Nations Unies» (article 38), *Nations Unies*, 26 juin 1945. [En ligne] adresse URL : <http://www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf>

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> *Ibid.*

agir en application de l'article 36<sup>137</sup> ou recommander tels termes de règlement qu'il juge appropriés<sup>138</sup>.

Ce sont alors les dispositions du chapitre VII qui s'appliquent. Le chapitre VII de la Charte, en effet, notamment les articles 39 à 51 «Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression» donne au Conseil de sécurité les pouvoirs nécessaires pour traiter des menaces contre la paix (particulièrement les articles 39 à 42) :

«afin d'empêcher la situation de s'aggraver, le Conseil de sécurité, avant de faire les recommandations ou de décider des mesures à prendre conformément à l'article 39, peut inviter les parties intéressées à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables [...]. Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les membres des Nations Unies à appliquer ces mesures [...]. Si le Conseil de sécurité estime que les mesures prévues à l'article 41 seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, il peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de membres des Nations Unies<sup>139</sup>».

Les articles 48 à 50, pour leur part, établissent les engagements des États membres :

«les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil de sécurité pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales sont prises par tous les membres des Nations Unies ou certains d'entre eux, selon l'appréciation du Conseil. Ces décisions sont exécutées par les membres des Nations Unies directement et grâce à leur action dans les organismes internationaux appropriés dont ils font partie<sup>140</sup>».

Selon cette représentation, la Charte a prévu un mécanisme complet et cohérent. Cependant, les OMP se différencient, en tout premier lieu, très clairement du processus de «contrainte contenu dans le chapitre VII». Leur fondement juridique se situe en dehors de ce

<sup>137</sup> «Le Conseil de sécurité peut, à tout moment de l'évolution d'un différend de la nature mentionnée à l'article 33 ou d'une situation analogue, recommander les procédures ou méthodes d'ajustement appropriées. Le Conseil de sécurité devra prendre en considération toutes procédures déjà adoptées par les parties pour le règlement de ce différend». Cf., *Ibid.*

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> *Ibid.*



chapitre.<sup>141</sup> L'éventualité d'utiliser une force de maintien de la paix à partir des dispositions du chapitre VII n'est qu'une «dérive».<sup>142</sup> Les OMP ont été très vite considérées comme des actions menées en vertu du «chapitre VI et demi». Selon certains auteurs, cela signifie que ces opérations peuvent, en effet, être menées, selon les cas, sous le chapitre VI ou sous le chapitre VII.<sup>143</sup>

Le Conseil de sécurité peut voter une «action coercitive» envers tel ou tel agresseur dès la constatation d'une rupture de la paix. Il est certain que les dispositions du chapitre VI viennent avant celles du chapitre VII et ce d'autant plus que ce dernier énumère une série de mesures (article 41) avant que ne soient envisagées des sanctions militaires (article 42). Le Conseil de sécurité doit donc, en théorie, épuiser toutes les options avant de passer à une action militaire. Et, dans cette perspective, il est essentiel de relever que le chapitre VII met en place «un mécanisme progressif de sanctions».<sup>144</sup>

Alexandra Novosseloff adopte un point de vue quelque peu différent. Selon elle, il existe un «chapitre VI et demi», un chapitre «en soi» dans la mesure où les OMP constituent un différent moyen de procéder que les «enquêtes, médiations, conciliations, arbitrage ou règlement judiciaire (article 34)». Les organes, voire même le Secrétaire général, se sont appliqués dès la mise sur pied de la première force d'intervention, à se justifier au «regard des dispositions de la Charte» et à l'enfermer dans des principes directeurs déduits d'un postulat : la «nécessité du consentement de l'État hôte».<sup>145</sup>

### 2.1.2 Les OMP : des opérations à visée limitée

---

<sup>141</sup> Novosseloff, Alexandra, *op. cit.*, p. 252.

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> *Ibid.*, p. 253.

<sup>144</sup> ---, «Charte des Nations Unies», 1945. Voir note 134.

<sup>145</sup> Novosseloff, Alexandra, *op. cit.*, pp. 253-254.



Au fil des nombreuses OMP mises en œuvre par l'ONU, malgré la variété des mandats d'une situation conflictuelle à l'autre et les différences susceptibles de rejaillir sur les termes et les procédés d'exécution des diverses missions, un certain nombre de principes régissant ce type d'action ont pu être dégagés.

Le maintien de la paix n'est pas «expressément» prévu par la Charte des Nations Unies. Il a été une réponse «*ad hoc*» à une situation bien précise : la crise du canal de Suez en 1956.<sup>146</sup> Les missions de paix sont, en effet, d'abord et avant tout l'instrument d'une action politique et diplomatique en vue d'une gestion limitée de crises. La logique de ces opérations est donc politique et non militaire.

Notons que l'efficacité et l'aboutissement des objectifs de ces OMP dépendent davantage de facteurs politiques que militaires.<sup>147</sup> La conception générale des OMP est, à ce sujet, assez révélatrice. Elle met en œuvre trois principes fondamentaux : le «consentement des parties»,<sup>148</sup> l'«impartialité»<sup>149</sup> et la «non utilisation de la force sauf en cas de légitime

<sup>146</sup> «Selon la définition que l'on peut donner à l'expression, et bien que ce ne soit pas toujours le nom qu'on ait donné aux opérations menées à cette fin, on peut dire que le maintien de la paix existe depuis un certain temps. Le terme maintien de la paix a d'abord été utilisé pour définir le mandat des troupes des Nations Unies déployées pour répondre à la crise de Suez en 1956». Cf., Durch, William et Berkman, Tobias «Définition et délimitation des opérations de paix» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2007, pp. 17-18.

<sup>147</sup> Cathelin, Mélanie et Ambrosetti, David, «Les enjeux du leadership au Conseil de sécurité : responsabiliser ou contrôler les opérations de paix de l'ONU», *Revue internationale et stratégique*, 2007/4 n°68, p. 70.

<sup>148</sup> En vertu du paragraphe 7 de l'article 2 de la Charte, le déploiement des troupes onusiennes sur le territoire d'un État ne peut avoir lieu sans l'accord des États concernés sauf sous l'exception des dispositions du Chapitre VII. Cf., ---, «Charte des Nations Unies», 1945. Voir note 134.

Si le consentement est une nécessité juridique, il l'est davantage sur le plan opérationnel dans la mesure où il facilite la rapidité du déploiement des Casques bleus. Comme le souligne Michel Liegeois «Le dilemme qui oblige de choisir entre, d'une part, un déploiement rapide dans des conditions précaires et d'autre part, un concept d'opération mûrement réfléchi et négocié et accepté par les différentes parties, au prix d'une arrivée plus tardive des Casques bleus sur le terrain». Cf., Liegeois, Michel, *Maintien de la paix et diplomatie coercitive*, Éditions Bruylant, Bruxelles, 2003, pp. 55-56.

<sup>149</sup> Le côté militaire est amputé car les forces d'interposition ne peuvent faire usage de la force. Le faible armement dont elles disposent ne leur permet pas, en effet d'être partie prenante au conflit. Ces forces sont donc neutres, impartiales. Elles doivent agir sans parti pris. Cf., *Ibid.*, pp. 59-60.

défense».<sup>150</sup>

Au cours de la Guerre froide, les missions de maintien de la paix ont connu de nombreuses difficultés. Elles n'arrivaient pas à réunir les conditions nécessaires à leur réussite. Leur «succès» s'appuyait sur l'absence de guerre, soit une «conception négative de la paix».<sup>151</sup> Aussi, entre les années 1978 et 1988, aucune OMP n'a été mise sur pied.

Cependant, la fin de la Guerre froide va induire une recrudescence d'opérations «traditionnelles».<sup>152</sup> Ces missions de paix, toutefois, subissent d'importants changements<sup>153</sup> qui reflètent les nouvelles réalités mondiales. Leur étendue est telle que les observateurs s'accordent à parler d'opérations de «deuxième génération». À ce sujet, deux documents du Secrétaire général de l'ONU sont essentiels. Ce dernier développe, à cet effet, une proposition sous forme d'Agenda pour la paix, sorte de *livre blanc*<sup>154</sup> des OMP. Il met l'accent sur la «mission élargie de l'ONU» pour préserver la paix. Il définit les concepts de «diplomatie préventive»,<sup>155</sup> de «rétablissement de la paix»,<sup>156</sup> et de «maintien de la paix».<sup>157</sup>

<sup>150</sup> Il est interdit aux forces onusiennes d'utiliser leurs armes, sauf pour assurer leur propre défense. Cf., *Ibid.*, pp. 62-64.

<sup>151</sup> Abi Saad, Georges, «United Nations Peacekeeping Old and New: An Overview of the Issues» in Warner, Daniel (dir.) *Dimensions of Peacekeeping*, Boston, Matinus Nijhoff, 1995.

<sup>152</sup> Le tableau de cette page présente qu'entre 1988 et 1992, 13 missions de maintien de la paix sont mises sur pied, soit près de l'équivalent du nombre d'opérations réalisées par l'ONU depuis ses débuts. Cf., Boutros-Ghali, Boutros, *Agenda pour la paix*, Département de l'information des Nations Unies, 2ème Édition, 1995, p. 8.

<sup>153</sup> À ce propos, Michel Liegeois distingue trois nouvelles caractéristiques à savoir : «la diversification des tâches, l'accroissement des responsabilités et les nouveaux rôles politiques». Cf., Liegeois, Michel, *op. cit.*, pp. 96-103.

<sup>154</sup> Selon les termes de Thierry Tardy. Cf., Tardy, Thierry, «Le discrédit du «maintien de la paix» onusien», *Notes de recherches, Les Cahiers Raoul-Dandurand*, n° 1, 2000.

<sup>155</sup> «Preventive diplomacy is action to prevent disputes from arising between parties, to prevent existing disputes from escalating into conflicts and to limit the spread of the latter when they occur». Cf., Boutros-Ghali, Boutros, «An Agenda for peace: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-Keeping: A/RES/47/120», *Nations Unies*, December 18, 1992, p. 5. [En ligne] adresse URL: <http://www.un.org/docs/SG/agpeace.html>

<sup>156</sup> «Peacemaking is action to bring hostile parties to agreement, essentially through such peaceful means as those foreseen in Chapter VI of the Charter of the United Nations». Cf., *Ibid.*

<sup>157</sup> «Peace-keeping is the deployment of a United Nations presence in the field, hitherto with the consent of all the parties concerned, normally involving United Nations military and/or police personnel and frequently civilians as

En 1995, le Secrétaire général publie une deuxième édition augmentée de suppléments et de documents connexes qui complète la première. Il reprend les mêmes principes toutefois, tout en mettant l'accent davantage sur les OMP et le chapitre VII de la Charte des Nations Unies.<sup>158</sup> Ces nouvelles opérations tendent à intégrer le recours à la force et s'inscrivent souvent dans le cadre du chapitre VII (imposition de la paix).<sup>159</sup>

Les normes d'engagement des forces onusiennes<sup>160</sup> devraient leur permettre de faire usage de leurs armes lorsqu'elles sont privées d'exécuter leur mandat. Autrement dit, la «nature» et le «degré de force» utilisés dans le cadre de ces opérations seront proportionnels au niveau de violence requis pour rejeter une attaque ou pour atteindre l'objectif de la mission.<sup>161</sup>

En résumé, nous pouvons dire que le maintien de la paix recouvre des tâches difficiles à mettre en œuvre, quelle que soit la structure en charge de l'opération. Et l'atteinte des objectifs est encore plus compliquée lorsque les opérations intègrent différents volets et notamment le volet coercitif. Ces difficultés ne remettent pas cependant en question l'«utilité» des OMP.

---

well. Peace-keeping is a technique that expands the possibilities for both the prevention of conflict and the making of peace». Cf., *Ibid.*

<sup>158</sup> Cf., Boutros-Ghali, Boutros, *op. cit.*, 174 pages.

<sup>159</sup> Cf., par exemple, Lagrande, Evelyne, *Les opérations de maintien de la paix et le chapitre VII de la Charte des Nations Unies*, Perspectives internationales, Paris, Éditions Montchrestien, 1999, 173 pages.

<sup>160</sup> À titre d'exemple ; «Face à ce type de situation, la communauté internationale a réagi de manières diverses [...] La composition, le matériel et le soutien d'une opération de maintien de la paix doivent être à la hauteur de la tâche demandée, en particulier lorsque le Conseil de sécurité autorise l'emploi, même limité, de la force au Chapitre VII de la Charte [...]». ---, «Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'organisation : A/50/1», *Nations Unies*, 22 août 1995, p. 92. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/50/1](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/50/1)

<sup>161</sup> Gil, Terry, Léveillé, Mario et Fleck, Dieter, «Rapport General» in *La règle de droit dans les opérations de la paix*, 17<sup>ème</sup> Congrès international Pays Bas 16-21 Mai, Éditions Bruxelles, 2006, pp. 67-68.

Ces considérations sont essentielles pour comprendre la FINUL. Les facteurs qui ont présidé à la constitution et à la mise en place de cette OMP revêtent une importance particulière. Qu'en a-t-il été ?

## 2.2 L'ONU et la crise libanaise

Soucieux d'obtenir des garanties internationales pour le respect de son intégrité territoriale, l'État libanais tente en marge des procédures déclenchées par les confrontations armées auxquelles il ne participe pas, de faire valoir ses droits. Le déroulement du conflit israélo-palestinien sur le territoire libanais place le gouvernement dans une situation particulière. Même s'il n'est pas directement engagé dans les hostilités, l'État libanais se trouve obligé de réagir et de pallier aux conséquences des actions militaires d'Israël, à savoir la violation et l'occupation de son territoire.

### 2.2.1 La demande du gouvernement libanais

La présence des formations palestiniennes et de leurs combattants sur le territoire libanais fait de ce dernier «le théâtre – pratiquement unique – de la guerre israélo-palestinienne».<sup>162</sup> Outre les actions militaires des forces israéliennes contre les positions tenues par les éléments armés palestiniens, Israël se lance, comme nous l'avons signalé, dans des opérations d'une grande ampleur lorsque ses troupes, en mars 1978, pénètrent au Liban.

«Ces invasions suivent un schéma répétitif : des localités israéliennes sont bombardées par les Palestiniens à partir du territoire libanais, ou bien des commandos de l'OLP pénètrent en Israël à travers la frontière libanaise pour y exécuter quelque action, entraînant d'une manière ou d'une autre une réaction israélienne dans des zones libanaises déterminées par Israël comme abritant les formations armées palestiniennes».<sup>163</sup>

---

<sup>162</sup> Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 112.

<sup>163</sup> *Ibid.*



Dans cet affrontement militaire, l'État libanais n'est pas partie prenante.<sup>164</sup> Mais, la gravité de la situation force le gouvernement libanais en 1978 à adresser une lettre au Conseil de sécurité affirmant que :

«Le Liban n'est pas responsable de la présence des bases palestiniennes dans le Sud du Liban, étant donné les circonstances actuelles. Le gouvernement libanais a fait des efforts très importants auprès des palestiniens et des États arabes afin de garder la situation en main. La seule solution au problème serait de mettre fin à l'agression israélienne et de faire en sorte que Israël retire ses troupes du Liban afin que les autorités libanaises puissent pleinement exercer leurs fonctions».<sup>165</sup>

L'État libanais déclinait ainsi toute responsabilité dans les situations découlant des agissements palestiniens. Le représentant du Liban visant explicitement Israël, à l'exclusion de l'OLP, demande le rétablissement de la souveraineté nationale sur tout le territoire et le retrait des troupes étrangères. Aussi exige-t-il :

«La cessation immédiate des hostilités et le retrait immédiat des envahisseurs [des points qui, à son avis,]<sup>166</sup> devraient constituer l'exigence unanime [...]».<sup>167</sup>

Campant sur ses positions, l'État d'Israël présentait son entreprise comme une riposte à une multitude d'actions armées commises à son encontre à partir du territoire libanais, une situation qu'il qualifie pour sa part de violations évidentes du droit international et de la Charte des Nations Unies. Aussi Israël demande au Secrétaire général des Nations Unies :

«[...] De bien vouloir convoquer une réunion du Conseil de sécurité pour examiner les actes de terreur et de violences persistants commis à l'encontre des civils israéliens ainsi que les fréquents tirs d'artillerie...en violation flagrante avec le droit international et de la Charte des Nations Unies [...]».<sup>168</sup>

---

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> Ghassan Tuani, p. 2. Voir note 4.

<sup>166</sup> *Ajoutés par nous.*

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> Herzog, Chaim, «Lettre datée du 17 mars 1978, adressée au président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies : S/12607», *Nations Unies*, 17 mars 1978, p. 1. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12607&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12607&Submit=Recherche&Lang=F)

Pour l'OLP, qui se considère en situation de «guerre de libération nationale», sa présence au Liban est due au fait que les Palestiniens ont été chassés de leur pays. Israël ne démord pas et campe sur sa position. Le représentant israélien n'affirme-t-il pas, en effet, au Conseil de Sécurité la détermination de son pays de ne retirer ses forces du Liban-Sud que lorsque l'État libanais sera capable de déployer sa souveraineté sur son territoire: «*il n'y a que deux parties impliquées*» (Israël et le Liban), qui veulent «toutes les deux exactement la même chose : la restauration complète de la souveraineté libanaise dans la région en question»,<sup>169</sup> stigmatisant ainsi l'OLP.

Le gouvernement israélien reproche au Liban de ne pas «prendre des mesures pour mettre un terme aux opérations menées contre Israël par des organisations de terroristes opérant sur le territoire libanais» et de ne pas se conformer à ses obligations internationales en éliminant les bases de l'OLP. Son représentant à l'ONU explique au Conseil de sécurité que la région concernée par cette action échappe au contrôle du gouvernement de ce pays (Liban) qui a perdu aussi sa souveraineté sur une partie importante sur son territoire. À son avis, la riposte d'Israël à l'intensification des raids de l'OLP est conforme au «droit international et à la Charte des Nations Unies».<sup>170</sup>

L'impact du conflit libanais sur la paix au Moyen-Orient va très vite devenir une des préoccupations les plus importantes du Secrétaire général de l'ONU. Cela ressort très nettement d'un rapport du Secrétaire général sur les missions de paix et dans lequel il aborde la création de la FINUL.

### 2.3 L'ONU intervient

«Les spécialistes et les experts se sont longtemps demandés s'il s'agit d'une opération sur la base du chapitre VII de la Charte de l'ONU ou bien d'une action «conciliatrice» du Conseil de sécurité, au

---

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> *Ibid.*



sens du chapitre VI de ladite Charte. Bien entendu, la référence à l'un ou l'autre chapitre avait pour but de voir si la FINUL impose sa tâche par la force ou bien sa mission dépend du bon vouloir des belligérants».

Fadel, Fady, 2008.<sup>171</sup>

Nous avons déjà vu que dans les situations où la mise sur place d'une OMP est envisagée, l'ONU doit toujours obtenir le consentement de l'État hôte pour l'envoi d'une force. Dans le cas de la FINUL, la particularité c'est que l'État qui demande l'intervention des Nations Unies n'est pas partie au conflit. C'est un État sur le territoire duquel un conflit entre tiers se déroule. Et, c'est en ce sens que la FINUL se distingue d'une autre OMP.

### 2.3.1 Les termes du mandat

Il est essentiel, pour comprendre les fondements sur lesquels repose la FINUL, de garder à l'esprit certaines règles du droit international qui régissent le déroulement d'un mandat. Dans cette perspective, il est utile de rappeler que les prérogatives du Conseil de sécurité et son pouvoir d'action dans le cadre de l'action en cas de menace contre la paix et la sécurité internationales découlent d'une confirmation explicite aux termes de l'article 42 de la Charte des Nations Unies en vertu duquel :

«Le Conseil de sécurité [...] peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de membres des Nations Unies».<sup>172</sup>

Aussi, l'article 43 stipule-t-il que les États membres doivent mettre des effectifs militaires à la disposition de l'ONU, effectifs utilisables dans des situations de crise :

«tous les membres des Nations Unies, afin de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'engagent à mettre à la disposition du Conseil de sécurité, sur son invitation et conformément à un accord spécial ou à des accords spéciaux, les Forces armées, l'assistance et les facilités, y compris le droit de passage, nécessaires au maintien

<sup>171</sup> Fadel, Fady, «Introduction», in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *op. cit.*, p. 7.

<sup>172</sup> Cf., —, «Charte des Nations Unies». Voir note 134.

de la paix et de la sécurité internationales [...]».<sup>173</sup>

C'est fort de ces dispositions de la Charte et dans un contexte politico-militaire conflictuel marqué par l'intervention israélienne au Liban, qu'est créée, le 19 mars 1978, la FINUL en vertu de la résolution 425 du Conseil de sécurité. Celle-ci écarte l'OLP de son champ et traite explicitement la demande sous le seul angle des éléments relatifs aux facteurs étatiques (Liban et Israël). Le texte de la résolution est explicite à cet égard. Le Conseil de sécurité, en effet :

- «1) demande que soit strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ;
- 2) demande à Israël de cesser immédiatement son action militaire contre l'intégrité territoriale du Liban et de retirer sans délai ses forces de tout le territoire ;
- 3) décide, compte tenu de la demande du Gouvernement libanais, d'établir immédiatement sous son autorité une Force intérimaire des Nations Unies pour le Sud du Liban».<sup>174</sup>

Et, en conséquence, la résolution 426, adoptée la même journée, met en place la FINUL :

- «1) décide que la FINUL sera constituée conformément au rapport susmentionné pour une période de six mois et qu'elle continuera par la suite à fonctionner si besoin et à condition que le Conseil de sécurité le décide».<sup>175</sup>

En outre, la nouvelle force est appelée à opérer sous l'égide de l'ONU, selon les pratiques en cours :

«la force sera placée sous le commandement de l'ONU, confié au Secrétaire général, sous l'autorité du Conseil de sécurité. Le commandement sur le terrain sera exercé par un commandant de la force nommé par le Secrétaire général avec l'assentiment du Conseil de sécurité».<sup>176</sup>

Tel est succinctement le mandat de la FINUL. Bien que conforme à la pratique onusienne, nous sommes frappés par son flou et le manque de directives. Elle a l'air d'une

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> ---, «Résolution 425 du Conseil de sécurité : S/RES/425», *Nations Unies*, 19 mars 1978, p. 5. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/425\(1978\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/425(1978))

<sup>175</sup> ---, «Résolution 426 du Conseil de sécurité : S/RES/426», *Nations Unies*, 19 mars 1978, pp. 6-7. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/426\(1978\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/426(1978))

<sup>176</sup> *Ibid.*

action improvisée. Au fil du temps, il n'y a pas eu d'additions au mandat original. Replacées dans le contexte des événements militaires qui ont été à l'origine de leur élaboration, il ressort que les résolutions que le Conseil de sécurité a adopté au fil de la crise libanaise reconnaissent que l'État libanais a été victime d'infractions graves. Une question se pose cependant : l'intervention de l'ONU était-elle porteuse d'espoirs de résolution du conflit ? Nous en doutons, car dans les circonstances, la marge de manœuvre de la FINUL ne pouvait qu'être restreinte.

### 2.3.2 Une marge de manœuvre restreinte

OMP classique, la FINUL souffre en effet de tous les maux qui affligent de telles entreprises. Elle est facteur de stabilisation dans le conflit qui ravage le Liban et oppose ce dernier à Israël. C'est là le sens de sa fonction d'interposition (un rôle réduit à l'observation des faits).<sup>177</sup> Dans ce cadre, sa marge de manœuvre est très limitée et les activités mises en œuvre par les contingents (5 bataillons comptant chacun 600 officiers, hommes de troupe et unités logistiques nécessaires pour un effectif total de l'ordre de 4000 hommes)<sup>178</sup> de la FINUL s'en ressentiront, illustrant du même coup les problèmes des opérations militaires menées dans le cadre d'une OMP.

Certes, la mise à la disposition de l'ONU d'unités militaires nationales diverses transfère à l'ONU les capacités et les méthodes par lesquelles elle entend autoriser le recours éventuel à la force dans l'accomplissement des tâches ainsi déterminées.<sup>179</sup> Cependant, malgré le fait que la force soit placée directement sous l'autorité exclusive des Nations Unies,

---

<sup>177</sup> «À cette fin, elle supervisera la cessation des hostilités, assurera le caractère spécifique de la zone d'opération [...]». Cf., ---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité : S/12611», *Nations Unies*, 19 mars 1978, p. 3. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12611&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12611&Lang=F)

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>179</sup> La FINUL «recevra des armes à caractère défensif, elle ne devra faire usage de la force qu'en cas de légitime défense». Néanmoins, elle «contrôlera tout mouvement et prendra toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer la restauration effective de la souveraineté libanaise. Cf., *Ibid.*, pp. 2-3.

que les contingents volontairement mis par les États à la disposition de l'organisation soient intégrés au sein de cette forme «d'organe subsidiaire»<sup>180</sup> et que les membres de la force, pendant la durée de leur service aient un statut d'agents internationaux relevant de l'ONU, nous devons relever que ces unités sont assujetties à l'autorité de leurs propres officiers et aux règles militaires de leurs pays. L'efficacité militaire n'est certainement pas l'objectif recherché.

Notons, toutefois, que dès l'approbation par le Conseil de sécurité du rapport du Secrétaire général [S/12 600] sur l'application de la résolution 425, le Secrétaire général nomme le Chef d'État-major de l'ONUST<sup>181</sup> (E. A. Erskine) et place sous sa direction quelques observateurs de l'ONUST (49 observateurs militaires). Il est prévu également que

«[...] des mesures seront prises d'urgence pour préparer et assurer l'arrivée des contingents de la force de la zone [...]».<sup>182</sup>

Finalement, bien que ces résolutions (425-426) instaurant la FINUL n'abordent pas explicitement la présence armée palestinienne au Liban, notamment dans le Sud du pays, ses dispositions auront un impact sur une telle présence, de sorte qu'une partie de la mission de surveillance de la force concernera directement et essentiellement les forces palestiniennes de l'OLP. L'ensemble des rapports des Secrétaires généraux le confirme d'ailleurs, même si les parties impliquées dans le conflit ne sont pas nommément désignées. C'est le cas chaque fois que l'OLP ou même la Syrie sont impliquées dans les hostilités.

Nous pouvons sans crainte affirmer que, fidèle en cela à l'histoire des OMP, la marge de manœuvre limitée de la FINUL marquera de son empreinte les résultats sur le terrain. En effet, le rapport de force sur le terrain et l'armement dont disposent les protagonistes, en

---

<sup>180</sup> «Le personnel de soutien de la force sera, en règle générale, fourni par le Secrétaire général et prélevé sur le personnel actuel de l'Organisation des Nations Unies. Il va de soi que ce personnel sera soumis au statut et aux règlements du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies». Cf., *Ibid.*, p. 2.

<sup>181</sup> «En attendant la nomination du commandant de la force, je propose de nommer commandant par intérim le général E. A. Erskine, chef d'état major de l'ONUST». Cf., *Ibid.*, p. 3.

<sup>182</sup> *Ibid.*



particulier Israël et l'OLP, empêchent toute action significative des troupes de l'ONU. Il n'est pas étonnant dès lors que les affrontements israélo-palestiniens en territoire libanais ne cessent de perturber le mandat de la Force. D'une manière générale, les incidents entre forces israéliennes et éléments armés palestiniens illustrent un cycle conflictuel qui va ponctuer le mandat de la FINUL. Et comme le constate le Secrétaire général à l'époque : «Ils ont un effet néfaste sur les opérations de la force».<sup>183</sup>

En effet, dans le cadre de son action contre les formations palestiniennes, l'État d'Israël accorde un appui, parfois actif, aux forces du commandant Haddad opérant dans la «bande frontalière», de sorte que des échanges de coups sont courants «de part et d'autre de la zone où la FINUL est complètement déployée [...]».<sup>184</sup> Le gouvernement israélien sera tenu souvent responsable des obstacles rencontrés par la FINUL dans l'accomplissement de son mandat. Et, ce n'est pas par hasard qu'à maintes reprises on demandera à Israël «de cesser immédiatement ses actions contre l'intégrité territoriale, l'unité, la souveraineté et l'indépendance politique au Liban».<sup>185</sup> Israël, aura beau jeu de répondre qu'il n'a pas à répondre du comportement des forces du commandant Haddad vis-à-vis de la FINUL et considérant, en outre, que c'est la présence de l'OLP qui porte atteinte à l'intégrité et à la souveraineté libanaise.

La détermination des belligérants à en découdre n'est pas à négliger dans cette perspective. Il y a d'un côté, la volonté d'Israël d'assurer la protection de son territoire et de promouvoir ses intérêts dans la région, de l'autre les revendications historiques de l'OLP.

#### 2.4 Un échec certain ?

Ce qui saute aux yeux à la lecture des analyses, des rapports des Secrétaires généraux et des comptes rendus qui ont été faits par les observateurs internationaux, c'est l'incapacité des Casques bleus de la FINUL d'empêcher les violations israéliennes répétées du territoire Libanais. Cette incapacité ne doit pas étonner. En ce sens, il n'est pas étonnant que cette

---

<sup>183</sup> Les différents rapports des Secrétaires généraux sur la FINUL (1978-2000) en attestent. Cf., Bibliographie.

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> *Ibid.*

initiative onusienne ait échoué. Et cela tient en partie aux moyens limités mis à la disposition de la FINUL, comme il a déjà été constaté plus haut et à son mandat. Il n'est pas sans intérêt de revenir là-dessus rapidement.

#### 2.4.1 Des moyens limités... Un rôle de stricte surveillance...

Le mandat de la FINUL I est inadéquat et joue contre ses capacités d'actions et ce pour plusieurs raisons : 1) La résolution 425 (1978) ne mentionnait qu'Israël et le Liban alors qu'à la base comme constaté précédemment d'autres acteurs sont parties prenantes au conflit. C'est le cas de l'OLP. N'étant pas un État, il n'est pas tenu juridiquement à se conformer au mandat. Ce vide du mandat affaiblit ainsi l'action des forces de l'ONU et complique l'application des résolutions du Conseil de sécurité. Très tôt, quelques contingents de la FINUL feront l'objet d'attaques non seulement de la part des principaux protagonistes du conflit, mais également d'autres parties au conflit, dont notamment la Syrie. L'intervention de cette dernière suscitera d'autres antagonismes, notamment les antagonismes syro-palestinien et syro-israélien. Dénuées de tout pouvoir coercitif,<sup>186</sup> les forces onusiennes peuvent difficilement dans ces conditions s'acquitter de leurs tâches sans la coopération des parties concernées, une coopération qui a été loin d'être acquise. Certes, est ce le propre des OMP, mais compte tenu de ce qui précède, les faits signalés vont soulever des problèmes d'efficacité, particulièrement, dans la région du Liban-Sud du fait surtout du statut de l'OLP. 2) En outre, fait remarquable, la zone d'opérations de la FINUL I n'est pas définie avec précision entre 1978 et l'an 2000, année du retrait israélien.

Les différents affrontements militaires entre les belligérants aboutissent à la division du territoire selon plusieurs lignes de clivages géopolitiques. Ainsi, par exemple, une partie du Sud-Liban sera sous contrôle israélien via l'Armée du Sud alors que les troupes palestiniennes sont réparties en de nombreux points du territoire. La zone d'intervention reconnue à la force englobait la «bande frontalière» et la «poche» de Tyr. Cependant, la

<sup>186</sup> «Il faudra peut-être mettre au point des arrangements avec Israël et le Liban, à titre de mesure préliminaire aux fins de l'application de la résolution du Conseil de sécurité. On présume que les deux parties prêteront tout leur concours à la FINUL à cet égard». Cf., —, « S/12611 », p. 3.



FINUL ne s'est pas déployée au nord du fleuve Litani (jusqu'à la ville de Saïda), laissant ainsi une large partie du Sud du Liban hors de son champ d'action.

3) Comme indiqué précédemment, l'insuffisance des effectifs est un facteur aggravant. Ils ont oscillé, en moyenne 5000 à 6000 au cours des années selon les différents rapports des Secrétaires généraux.<sup>187</sup> Vu le nombre de protagonistes de cette crise, les effectifs ne pouvaient répondre à l'ampleur de la tâche demandée dans une zone aussi divisée.

En résumé, il ne fait aucun doute que les conditions nécessaires à une action efficace n'étaient pas remplies dans le cas de la FINUL I, qui de plus n'avait, en fait, pu compter, tout au long de son existence, que sur une collaboration insuffisante des belligérants et autres acteurs concernés. Comme le souligne Ran Ukashi:

«The United Nations has been slow to adapt to new challenges to its peacekeeping operations, and the tradition of secrecy among UN personnel - a remnant of Cold War suspicions of others within the organization - has made it difficult for states to get honest answers to questions about the conduct of UN PKOs...».<sup>188</sup>

Au fond, les Nations Unies n'ont dû se contenter que d'un simple rôle de surveillance en s'efforçant, par exemple, lors d'affrontements entre les «belligérants» de maintenir le cessez-le-feu par des contrôles, des activités d'observation à partir de positions fixes et de contacts étroits avec les parties. En plus de porter assistance à la population civile sous forme de soins médicaux, de projets d'approvisionnement en eau, d'équipements et de services à l'intention des écoles et des orphelinats et de fourniture de services sociaux aux nécessiteux.<sup>189</sup>

#### 2.4.2 Un bilan faible et une action sans effets notoires

---

<sup>187</sup> Voir note 183.

<sup>188</sup> Ukashi, Ran, *UN-Reliable: Explaining the Failure of the United Nations Interim Force in Lebanon*, Mémoire de maîtrise, Winnipeg, The University of Manitoba, 2008, p. 5.

<sup>189</sup> Les différents rapports des Secrétaires généraux sur la FINUL (1978-2006) en attestent. Cf., Bibliographie.

L'ONU, à l'analyse, est loin d'avoir réalisée ses objectifs. À la lumière des différents rapports des Secrétaires généraux de l'ONU (période de la FINUL I - 1978-2006), il est possible de distinguer deux phases importantes : une première entre 1978 et 2000 (invasion israélienne - retrait israélien) et une seconde entre 2000 et 2006 (retrait israélien - guerre israélo-libanaise 2006).

#### 2.4.2.1 La vaine poursuite d'une position hégémonique

L'invasion israélienne en 1978 a non seulement provoqué la mise sur pied de la FINUL mais aussi celle de l'armée du Sud-Liban, alliée et fer de lance des Israéliens en territoire libanais. En outre, la tâche de la FINUL a été difficile à accomplir. Ses efforts ont été entravés par les actions d'Israël : l'Opération «Paix en Galilée» (l'invasion israélienne en 1982); l'Opération «Règlement de comptes» en 1993; et l'Opération «Raisins de la colère» en 1996.

- Le 6 juin 1982, Israël lança l'Opération «Paix en Galilée» avec pour objectif la destruction des infrastructures de l'OLP et le renforcement de sa position stratégique.<sup>190</sup>
- Quant à l'Opération «Règlement des comptes» lancée le 25 juillet 1993 par Israël, elle dura sept jours. Plusieurs points du Liban sont touchés : le Sud du pays, les zones de la Bekaa et la capitale Libanaise, Beyrouth. L'invasion s'arrêta après un entente verbale conclue sous l'égide des États-Unis, entre le Liban, la Syrie et Israël.<sup>191</sup>
- Le 11 avril 1996, Israël mènera l'Opération «Raisins de la colère». Cette dernière est un désastre. Le 18 avril, plus d'une centaine de civils libanais qui avaient trouvé refuge dans une position de l'ONU au village de Cana ont été massacrés. Un accord,

<sup>190</sup> «Il faut savoir qu'au printemps 1981, la «crise des missiles» éclata entre la Syrie et Israël. De plus, durant l'été 1981, les accrochages entre la résistance palestinienne et l'armée israélienne devinrent d'une intensité telle que les États-Unis intervinrent pour imposer un cessez-le-feu». Cf. Soueid, Mahmoud, *op. cit.*, pp. 13-14.

<sup>191</sup> Cet accord stipulait l'arrêt des missiles contre le Nord d'Israël en échange de l'engagement israélien de ne plus bombarder les localités civiles libanaises. Cf., *Ibid.*, p. 17.

écrit cette fois, fut conclu. Les Protocoles d'avril de 1996 remplacèrent l'accord de juillet 1993.<sup>192</sup>

Les forces onusiennes présentes sur le terrain n'avaient pas réussi à empêcher ces opérations. D'ailleurs, dans un rapport daté du 22 janvier 1996, le Secrétaire général, Kofi Annan, montre, malgré un bilan «encore globalement positif», des signes d'inquiétude. Selon lui, la FINUL I, certes, joue un rôle important qui contribue à la stabilité de la région et à la protection de la population, toutefois, peu de progrès, pour ne pas dire aucun, a été réalisé dans l'accomplissement de sa mission.

«La situation du Liban n'a pas fondamentalement évolué et demeure tendue et précaire. Israël occupe toujours des zones du sud du Liban [...] La FINUL ne s'est toujours pas acquittée de son mandat, qui est énoncé dans la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité et qui a été réaffirmé dans les résolutions postérieures»; «Dans mes précédents rapports, je me suis déclaré préoccupé par le fait que la population civile était prise pour cible et comptait des victimes. Les incidents de ce genre ont diminué durant les six derniers mois»; «Bien qu'aucun progrès n'ait été enregistré dans l'accomplissement du mandat de la FINUL, la contribution de la Force à la stabilité dans la région et la protection qu'elle est en mesure d'assurer aux habitants demeurent importantes».<sup>193</sup>

Le cycle incessant d'affrontements entre les forces de défense israéliennes appuyées par l'armée du Sud-Liban, d'un côté, et les auxiliaires libanais locaux et les éléments armés de la «Résistance islamique» (aile militaire de l'organisation chiite du Hezbollah),<sup>194</sup> d'Amal et les factions palestiniennes a contribué également à l'impuissance de la FINUL, une FINUL réduite pratiquement à ne faire, à l'analyse, que de l'assistance humanitaire : «protection des agriculteurs», «maîtrise des incendies», «soins médicaux» etc.../ Toutefois, il faut noter que malgré des moyens limités, la FINUL a su rester sur le terrain pour observer et rendre compte

<sup>192</sup> *Ibid.*, pp. 17-18.

<sup>193</sup> ---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, pour la période allant du 20 juillet 1995 au 22 janvier 1996», *Nations Unies*, 22 janvier 1996, p. 6. [En ligne], adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1996%2F45&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1996%2F45&Lang=F)

<sup>194</sup> Ce n'est qu'à partir des années 1997-1998, que le terme «Hezbollah», apparaît dans les rapports onusiens. Cf., «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 17 juillet 1997 au 15 janvier 1998 : S/1998/53», *Nations Unies*, 20 janvier 1998, p. 1. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1998%2F53&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1998%2F53&Submit=Recherche&Lang=F)

de la situation ; aider, selon ses moyens la population civile; maintenir l'unique voie (même indirecte) de communication sur le terrain entre le Liban et Israël et préserver les chances de l'ONU de faire partie de la solution. Ses autres fonctions<sup>195</sup>, à en juger par les termes de son mandat, n'ont jamais été exercées. Il faut noter, en outre, que la mission a souffert d'un manque de soutien financier.<sup>196</sup> Nous comprenons, dès lors, en partie son impuissance.

En résumé, il n'est pas surprenant, au vu des discussions précédentes, que l'échec de la FINUL est «peut-être devenu un fait» que certains auteurs s'accordent à admettre. Ran Ukashi retient six facteurs explicatifs de l'échec de la FINUL :

«1) Israeli and Lebanese intransigence have been decisive factors to UNIFIL's failure. The lack of commitment on both sides has had a greatly negative impact on UNIFIL's operational effectiveness. 2) Domestic-political factors, particularly in Lebanon, complicate the issue further, because the weak sectarian nature of the government leads a constant state of internal conflict in Lebanon that is based on competing confessional groups vying for political power. 3) The historic Israeli mistrust of the United Nations, which leads Israel to quickly criticize the UN's actions and take matters into its own hands without necessarily considering the implications that its policies have on UNIFIL's operations. 4) The United Nations bureaucracy has been slow to adapt to new challenges to its peacekeeping operations 5) The UN's poor management skills and lack of authoritative political muscle, has meant that even with the non-compliance of either Israel or Lebanon, there is nothing it can really do to remedy such behaviour. 6) Various regional and superpower interests have hindered UNIFIL's ability to effectively separate Israeli and Lebanese (both regular and militant) forces ».<sup>197</sup>

<sup>195</sup> Selon les termes du mandat de la FINUL, évoqués plus haut.

<sup>196</sup> «La FINUL a continué à avoir de la difficulté à obtenir les terrains et les locaux dont elle a besoin. Ces difficultés sont essentiellement dues au fait que, depuis 1987, le gouvernement Libanais ne paie pas les propriétaires et bâtiments utilisés par la FINUL. En août 1993, les autorités libanaises ont fait l'inventaire des terrains et bâtiments utilisés par la FINUL, dans le but de déterminer le montant des sommes dues. Toutefois, à ce jour, aucun paiement n'a pas encore été fait aux propriétaires». Cf., ---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 30 juillet 1994 : S/1994/856», *Nations Unies*, 20 juillet 1994, p. 3. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1994%2F856&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1994%2F856&Submit=Recherche&Lang=F)

«Dans mes précédents rapports, j'ai signalé des difficultés dues au fait que le gouvernement Libanais n'avait pas payer les loyers accumulés depuis 1987 pour les terrains et les locaux utilisés par la FINUL. Les autorités Libanaises ont commencé à payer ces loyers [...]». Cf., ---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 19 juillet 1995 : S/1995/595», *Nations Unies*, 19 juillet 1995, p. 2. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1995%2F595&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1995%2F595&Submit=Recherche&Lang=F)

<sup>197</sup> Ukashi, Ran, *op. cit.*, pp. 3-16.



Nous pouvons l'affirmer. La FINUL I a du, en effet, composer avec les différents conflits intralibanais en cours et leurs effets sur les institutions politiques centrales du pays. Une situation d'autant plus complexe que les factions en lutte entretenaient des rapports avec des «puissances» étrangères. Cette internationalisation de la crise libanaise, comme nous l'avons vu précédemment est porteuse de tous les malheurs pour la mission onusienne.

## 2.5 Une situation nouvelle et dangereuse

Le Hezbollah (Parti de Dieu) apparaît dans les années 1980, après deux événements «déclencheurs» : la victoire de la Révolution islamique en Iran en 1979 et l'invasion israélienne du Liban en 1982. D'abord clandestin, il fait sa sortie au grand jour en 1985 à la suite de la publication d'une «Lettre ouverte» qui met en relief un objectif central de son programme «un retrait israélien définitif du Liban comme premier pas vers la destruction totale d'Israël et la libération de la Sainte Jérusalem de la souillure de l'occupation [...]».<sup>198</sup> Sa stratégie politique est claire : s'affirmer comme force politique majeure sur la scène politique nationale. En 1992, Il participe aux élections législatives,<sup>199</sup> et sa participation s'est poursuivie après le retrait israélien du Sud-Liban en 2000.

### 2.5.1 Un tournant majeur : la résistance libanaise force Israël à se retirer

L'année 2000 aura valeur de période charnière pour les évolutions de la situation libanaise. Le retrait des troupes israéliennes,<sup>200</sup> qui interviendra en mai de cette même année,

<sup>198</sup> Charte du Hezbollah (16 février 1985), présentée par Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud. Cf., Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, p. 130.

<sup>199</sup> Sur ce sujet, Cf., Chaib Kinda, «Les identités chiites au Liban-Sud, entre mobilisation communautaire, contrôle partisan et ancrage social», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 103, 2009, pp. 149-162.

<sup>200</sup> «Dès le 16 mai, c'est-à-dire beaucoup plus tôt que prévu, les forces de défense israéliennes/ les forces de facto ont commencé à abandonner leurs positions alors que des coups de feu étaient échangés. À compter du 21 mai, un grand nombre de Libanais, accompagnés par des éléments armés, sont entrés dans des villages de la zone sous contrôle israélien et forces de facto ont abandonné leurs positions avec précipitation. Le 24 mai, elles avaient abandonné pratiquement toutes les positions au Liban». Cf., ---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force

rend possible, en effet la récupération par le pays d'une large partie de son territoire, les fermes Chebaa exceptées.

#### 2.5.1.1 La résistance et la libération du Sud-Liban

L'invasion israélienne du Liban en 1982 a été incontestablement un des événements majeurs de l'histoire du Liban. Elle y a exacerbé les «clivages et les tensions intercommunautaires».<sup>201</sup> L'occupation qui s'en est suivi par Israël aura vite suscité une résistance armée populaire.

Le 16 septembre 1982, soit deux jours après l'entrée des forces israéliennes à Beyrouth, à la suite de l'assassinat du Président Bachir Gémayel,<sup>202</sup> plusieurs formations lancent une guérilla efficace contre les forces d'occupation.<sup>203</sup> En parallèle, la mouvance islamiste, qui existait jusque là davantage sous la forme d'un courant intellectuel, commence à se structurer politiquement et militairement pour combattre l'occupation. Relevons surtout l'action de l'Imam Moussa Sadr et de son «Mouvement des déshérités»<sup>204</sup> (déjà évoqué au premier chapitre) dans le Sud-Liban, l'impact considérable de la révolution islamique iranienne sur le monde arabo-musulman en général et sur les populations chiites en

---

intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 17 janvier au 17 juillet 2000 : S/2000/718», *Nations Unies*, 20 juillet 2000, p. 2. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F718&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F718&Submit=Recherche&Lang=F)

<sup>201</sup> Charara, Walid et Domont, Frédéric, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Éditions Fayard, 2004, p. 68.

<sup>202</sup> Ménargues, Alain, *Les secrets de la guerre du Liban, Du coup d'État de Bachir Gémayel aux massacres des camps palestiniens*, Paris, Éditions Albin Michel, 2004, p. 455.

<sup>203</sup> À titre indicatif : le Parti communiste libanais, l'Organisation d'action communiste au Liban et le Parti d'action socialiste arabe. Ces trois organisations créent le Front de la Résistance nationale Libanaise. Cf., Charara, Walid et Domont, Frédéric, *op. cit.*, pp. 68-69.

<sup>204</sup> «Lors d'un rassemblement de masse impressionnant organisé par son mouvement à ses débuts, le très charismatique Moussa Al-Sadr dénonça l'existence de milliers de logements vacants à Beyrouth alors que les masses des déshérités chiites s'entassaient dans des conditions insalubres à la périphérie de la capitale». Cf., Achcar, Gilbert et Warschawski, Michel (dir.), *La guerre des 33 jours, La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Paris, Éditions Textuel, 2006, p. 28.



particulier. Tous ces développements créent une situation favorable au développement d'un Islam «révolutionnaire».

Après le retrait israélien en 2000, les forces armées libanaises se déploient au Sud du pays, essentiellement à Marjayoun et à Bint Jubayl.<sup>205</sup> Toutefois, cela n'élimine pas la probabilité de nouveaux affrontements. Le Liban connaîtra de nouveau les affres de la guerre en juillet 2006 lors des combats qui opposèrent les forces israéliennes au Hezbollah. Et, la souveraineté du pays sera mise de nouveau à rude épreuve.

Les facteurs d'escalade militaires sont une menace permanente dans la région tant que ne sera pas trouvée une issue au conflit israélo-palestinien. Et le territoire libanais sera, compte tenu de la présence palestinienne, un enjeu dans les affrontements à venir, sur fond de changements politiques significatifs au Liban qui bouleversent le rapport des forces internes. À ce titre la montée en puissance du Hezbollah, la capacité militaire de ce parti politique et son opposition à Israël ne peuvent laisser indifférent l'État d'Israël. Auréolé de son rôle dans le retrait d'Israël, et convaincu de la reprise éventuelle des hostilités, le Hezbollah, contrairement aux autres factions armées libanaises, refuse de désarmer. Ceci ne laisse pas indifférentes les autres forces politiques libanaises.

#### 2.5.2 La victoire du Hezbollah ou la montée d'un certain nationaliste libanais

La constitution du Hezbollah «libanais» illustre bien l'émergence et l'évolution d'un mouvement «islamo-nationaliste».<sup>206</sup> Son intégration au système politique national, son ouverture aux autres forces politiques du pays concourent à la construction d'un «véritable consensus libanais» autour de son combat contre Israël.

<sup>205</sup> ---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 17 janvier au 17 juillet 2000 : S/2000/718», *Nations Unies*, 20 juillet 2000, pp 2-3. [En ligne] adresse URL: [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F718&Su bmit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F718&Su bmit=Recherche&Lang=F)

<sup>206</sup> Selon les termes de Walid Charara et Frédéric Domont. Cf., Charara, Walid et Domont, Frédéric, *op. cit.*, 304 pages.

### 2.5.2.1 Une volonté d'insertion politique

La stratégie du Hezbollah est simple. Il adopte une position défensive sur la scène nationale pour se consacrer à la résistance à l'occupation israélienne. L'attitude du Hezbollah vis-à-vis des différents protagonistes du conflit libanais a dépendu principalement de leur positionnement par rapport à l'occupant. Son opposition au régime du président Amine Gemayel, qui succède à son frère Bachir, est non seulement motivée par le refus de l'hégémonie d'une communauté sur les autres, mais surtout par le fait que son ascension au pouvoir a été une conséquence directe de l'invasion israélienne. La signature par Amin Gemayel des accords du 17 mai 1983<sup>207</sup> passés avec Israël, allant de pair avec la condamnation contre les différentes factions de l'opposition, discrédite totalement ce dernier aux yeux de Hezbollah.

Les membres du Hezbollah participent à l'insurrection du 6 février 1984 contre les fidèles de Gemayel, aux côtés du Mouvement Amal (rassemblement de base des chiites), du Parti Socialiste Progressiste et des Partis de gauche et consolident leur contrôle de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue Sud. Cette situation nouvelle permet au «Parti de Dieu» de sortir de la clandestinité et d'apparaître au grand jour, transformant une partie de la banlieue Sud en «sanctuaire en y installant son quartier général, ses permanences militaires et ses institutions médiatiques, sociales et éducatives».<sup>208</sup>

Beyrouth, dans les années 1980, sera le théâtre d'affrontements armés qui opposeront les alliés de la veille. Ainsi Amal affronte tour à tour les organisations palestiniennes, le Parti Socialiste Progressiste et le Parti Communiste.<sup>209</sup> Le Hezbollah se tiendra à l'écart de ces guerres en se focalisant sur la résistance au Sud.

<sup>207</sup> Le 17 mai 1983, l'État libanais et l'État israélien mirent fin à l'état de belligérance entre les deux pays impliqués dans la guerre du Liban par la signature de cet accord. Ce dernier a été ratifié par le parlement libanais avant que le gouvernement ne l'annule le 5 mars 1984.

<sup>208</sup> Ces aspects seront davantage développés dans la partie suivante.

<sup>209</sup> «Face à la gauche libanaise et aux Palestiniens, son attitude oscilla entre la concurrence à l'amiable (voire la collaboration avec le Fatah de Yasser Arafat au début) et l'opposition virulente selon les périodes. Au cours de la longue guerre civile, Amal allait affronter violemment à plusieurs reprises tant les communistes ou les nassériens libanais que les organisations palestiniennes». Cf., Charara, Walid et Domont, Frédéric, *op. cit.*, p. 29.

L'acceptation de la part du Hezbollah des accords de Taëf de 1989, mettant fin à la guerre civile traduit sa conviction qu'il est nécessaire de restaurer la paix dans ce pays et d'œuvrer au changement par l'action politique «pacifique». De plus, l'accord par l'Iran du cessez-le-feu avec l'Irak, en 1988, ne signifie pas seulement la fin de la guerre. Elle annonce également la fin de la «stratégie d'exportation de la révolution»,<sup>210</sup> clé de la politique étrangère de l'Iran au plan régional depuis la victoire de la révolution islamique en 1979. Cette évolution de l'Iran encourage le Hezbollah à se consacrer davantage à ses priorités nationales et à repenser sa stratégie et ses alliances en fonction de celles-ci.

Les accords de Taëf, puis l'intervention militaire d'octobre 1990, ont consacré l'influence de la Syrie sur le destin du Liban. C'est sous cette tutelle que commence la reconstruction du pays :

- Le rétablissement de l'autorité de l'État : elle passe en premier lieu par la mise en place d'une armée forte.<sup>211</sup> Cette tâche est confiée au général Émile Lahoud. Il entreprend la réunification des éléments de l'armée libanaise et le désarmement des milices et leurs intégrations partielles dans les unités militaires.
- La question des personnes déplacées : les déplacements civils forcés ou non se sont multipliés durant la guerre. La question de leur retour pose problème à l'État libanais. Dans les régions de communautés confessionnelles mixtes, le retour devait être négocié avec beaucoup de prudence et ne peut s'inscrire que dans la durée.<sup>212</sup>

Le Hezbollah, en choisissant d'y participer, contribue à la consolidation de l'unité nationale, tout en essayant d'obtenir le soutien de l'État libanais et de certaines factions de la société à l'action de la résistance. Cette participation passe par une ouverture en direction des

<sup>210</sup> C'est d'ailleurs pourquoi, nous remarquons que dans le préambule de la Charte du Hezbollah du 16 février 1985, le Hezbollah met l'accent sur le fait qu'il s'adresse «aux déshérités [...] à l'occasion du premier anniversaire du martyre du symbole de la résistance Islamique [...]». Donc, il faisait toujours référence à l'Iran... Voir note 198.

<sup>211</sup> Comme nous l'avons soulevé au chapitre I : «une armée effacée».

<sup>212</sup> À titre indicatif, les régions à domination maronite/sunnite ou à domination maronite/druze.

forces politiques, et par une intégration institutionnelle au système libanais.<sup>213</sup> L'accèsion au poste de Premier ministre de Rafik Hariri en 1992 est un défi important pour le Hezbollah. Ce dernier se range clairement parmi les opposants à sa politique. Ce positionnement du «Parti de Dieu» sur la scène intérieure conduit à poser la question de son intégration au système politique voire son dépassement de la classe politique présente.<sup>214</sup>

#### 2.5.2.2 Une force politique incontournable

Le Hezbollah est l'une des rares organisations au Liban à présenter un programme politique à la veille des élections législatives. Ainsi à l'occasion des élections de 1992, la plateforme du Hezbollah, est centrée sur le soutien à la résistance. Avec la nouvelle donne qui prévaut au Liban, une analyse du Hezbollah est primordiale en raison de son poids politique, de sa représentativité, de son rôle dans le tissu sociopolitique libanais, autant de facteurs qui font de ce parti politique un acteur politique incontournable.

Malgré le fait que le Hezbollah se présente comme un parti politique au «discours nationaliste», il demeure néanmoins enraciné dans la communauté chiite, à laquelle il s'adresse en priorité et qui constitue la base de sa «société de résistance».<sup>215</sup> En 2005, le «Parti de Dieu», décide de participer activement à la vie politique du pays en participant au gouvernement Libanais. Il obtient un poste de ministre (celui de l'Énergie) et à l'occasion des élections, fait élire plusieurs députés (14 sur 128). Cet état de choses ne contribuerait-il pas d'une manière ou d'une autre à la stabilité politique interne? À cet effet, Sami Aoun considère que le Hezbollah est confronté au dilemme suivant :

«le choix de confronter la volonté internationale, exprimée dans la résolution 1559, et courir ainsi les risques de faire figure d'un mouvement paria ou terroriste [...] l'autre alternative est de poursuivre son intégration dans la classe politique, dans les institutions militaires et continuer son rôle dans le réseau caritatif. Cela pourrait lui assurer une

<sup>213</sup> Achcar, Gilbert et Warschawski, Michel (dir.), *op.cit.*, pp. 37-38.

<sup>214</sup> Certains analystes, comme Judith Harik, choisissent de les ignorer. Cette dernière estime que la volonté de participation institutionnelle du Hezbollah, tout comme l'ensemble de son positionnement en matière de politique intérieure, ne sont qu'une manœuvre tactique.

<sup>215</sup> Achcar, Gilbert et Warschawski, Michel (dir.), *op.cit.*, p. 37.

meilleure participation dans l'édification de la nouvelle légitimité aux lendemains de la fin de l'occupation israélienne et la fin de la tutelle syrienne».<sup>216</sup>

La stratégie du Hezbollah, confronté à la pression croissante d'une majorité gouvernementale qui «relaie» les pressions occidentales pour son désarmement au nom de cette résolution (1559), est de neutraliser cette pression et de faire échec à ce projet au moyen d'alliances, entre autres, avec le général Aoun en 2006. Cette alliance empêche l'isolement des forces chiïtes. La fracture politique au Liban traverse désormais la communauté maronite, deuxième en importance après les chiïtes, où elle oppose Aoun aux alliés de Hariri Fils, (dont les forces libanaises de Samir Geagea sont un allié).

Malgré tout ce qui en a été dit, il apparaît, au vu de cette stratégie que le Hezbollah est loin d'être un «État dans l'État» ni une «contre-société».<sup>217</sup>

#### 2.5.4 La fin du projet hégémonique israélien ?

Le Hezbollah est passé d'un petit groupe de résistants à une véritable force armée, pesant de tout son poids dans la région. Il fût la première à infliger à Israël deux sévères défaites. La première en forçant l'armée israélienne à battre en retraite et à abandonner ses positions en catastrophe le 25 mai 2000 sans qu'aucun accord n'ait été signé au préalable. La seconde, en «gagnant» la guerre israélo-libanaise de 2006.<sup>218</sup> Vu l'importance de cette «victoire», il est indispensable de s'y attarder, pour en dégager la signification dans l'écheveau de la crise régionale.

##### 2.5.4.1 Un certain désir de reconstitution d'un rapport de force favorable, ou l'irrésistible guerre

<sup>216</sup> Aoun, Sami, *op. cit.*, p. 227-228.

<sup>217</sup> Certains auteurs, comme Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, ne partagent pas ce point de vue. Au contraire, pour eux le Hezbollah est un «État dans l'État».

<sup>218</sup> Cette guerre a été considérée comme une première victoire arabe.



Vers le mois de mars 2006, le Hezbollah planifie une prise d'otage de soldats israéliens. Depuis longtemps, les cartes étaient jouées. Autrement dit, si le «Parti de Dieu» n'avait pas le courage de prendre l'initiative, l'État d'Israël allait frapper sans merci. À la fin de juin 2006, sous prétexte de récupérer un de ses soldats capturé, Israël lance une vaste offensive militaire sur les territoires de Gaza. De son côté, Hassan Nassrallah, à la tête du parti depuis 1992 à la suite de l'assassinat de Cheikh Abbas Al Moussaoui, prit au sérieux cette menace tout en la considérant comme un avertissement pour le Hezbollah et ses alliés.

Le 12 juillet, alors que des Palestiniens manifestaient leur colère vis-à-vis les conséquences à Gaza de l'intervention israélienne, des combattants du Hezbollah, à bord d'une Range Rover noire blindée, se dirigent vers la porte de Fatima à la frontière israélo-libanaise, capturent deux soldats de la défense israélienne et en tuent trois.<sup>219</sup> L'objectif du Hezbollah était de capturer des otages israéliens afin de les «échanger» contre ses combattants<sup>220</sup> emprisonnés en Israël. En réaction à cette action importante, Israël prépare sa riposte. Au lendemain de l'enlèvement des soldats, Israël impose un blocus autour du Liban. Elle bombarde en même temps l'aéroport, les ports et le Sud libanais. L'armée israélienne intensifie ses attaques. La majorité des routes sont détruites ou bloquées grâce à l'utilisation de milliers de bombes à fragmentation. Tout déplacement de la population, notamment au Sud, est presque impossible. Cette volonté de destruction systématique de la part d'Israël est en rupture avec les principes du droit international. Ces actes, rappelons le, sont reconnus comme des crimes par le droit international (4<sup>ème</sup> convention de Genève).

L'objectif militaire d'Israël était sans doute de détruire les capacités chiites et surtout leurs infrastructures militaires dans le but évident de rétablir la capacité dissuasive des forces armées israéliennes, capacité ruinée depuis le 25 mai 2000, jour de la libération du Sud-Liban. Après une semaine de combats, Israël réalise une partie de ses objectifs dans la mesure où l'approvisionnement de nourriture, l'eau et les produits de premiers soins sont bloqués, et par conséquent, inaccessibles. La population libanaise est coupée du reste de la planète.

<sup>219</sup> Buccianti-Barakat, Liliane, «Il était une fois un 12 juillet 2006 à Beyrouth...», *Hérodote*, 2007/1 n°124, p. 39.

<sup>220</sup> À leur tête, Samir Kuntar, un Libanais d'origine palestinienne, qui a mené un enlèvement en 1979 et a été condamné pour meurtre en 1980 en Israël.



Certains craignaient même qu'Israël ne récupère la zone tampon qu'elle possédait avant la libération. En réaction, le Hezbollah décide s'en prendre à des cibles israéliennes en s'en prenant à Tibériade et à Haïfa, distants de 30-35km de la frontière. Les roquettes sont lancées en direction de ces deux villes

Malgré l'ampleur des destructions des villes (bombardements excessifs au Sud libanais : Chiyah, Quartier Mar Mikhael, Abbassiyeh, Cana, et surtout Bent Jbeil et Aytaroun) et les perturbations de la vie des Libanais, Israël n'arrive pas à retourner toute la population libanaise contre le Hezbollah en le rendant responsable des pertes humaines. Cette guerre psychologique échoue. En dépit des pertes humaines, de la faim, du déplacement et de la peur, la population décide de faire face à l'ennemi. Et le Hezbollah n'a pas de difficultés à recruter de plus en plus de combattants. Ainsi, dès le déclenchement de l'Opération terrestre, l'État Hébreu est confronté à une résistance très forte deux semaines après le début de la guerre, malgré des destructions massives des infrastructures (80%). Les combattants étaient déterminés, encouragés, autonomes, et surtout disciplinés, voire bien organisés. Au moment du déclenchement des attaques, le gouvernement israélien ne s'attendait pas à une telle efficacité. Il croyait que la guerre ne durerait qu'une semaine. Notons, toutefois, que les pertes humaines furent considérables particulièrement du côté libanais, (1240 pertes civiles dont le tiers sont des enfants).

#### 2.5.4.2 La victoire du Hezbollah

Le Hezbollah a pu continuer de pilonner le Nord d'Israël avec des milliers de missiles. Ainsi, le 2 août, 230 roquettes s'abattent sur l'État d'Israël jusqu'à 70 km à l'intérieur du territoire. Hassan Nassrallah a même fait preuve de puissance en pointant du doigt durant l'un de ses premiers discours en direct (au début de la guerre) sur la chaîne Al Manar, un bateau israélien qui allait se faire bombarder. Propriété du Hezbollah, cette même chaîne de télévision a été la cible d'attaques à plusieurs reprises. La volonté d'Israël de mener même

une guerre de brouillage des ondes afin d'empêcher toute diffusion d'information de la part de l'autre camp particulièrement du chef lui-même, Hassan Nassrallah, échoue.<sup>221</sup>

La guerre qui s'acheva sur un fiasco total, outre les promesses de douleur, de larmes et de sangs d'Olmert (1<sup>er</sup> août) et la destruction des infrastructures, la perte de vies innocentes (dont 40% d'enfants), n'a pour autant rien changé chez le Hezbollah.<sup>222</sup> L'élimination du parti voire la volonté d'assassiner Hassan Nassrallah sont toutefois toujours un objectif des Israéliens. Il n'en demeure pas moins cependant que cette attaque sur le Liban, sous prétexte de défense, a été un échec total pour Israël qui a exposé ses faiblesses militaires vu son incapacité à désarmer le «parti de Dieu». En revanche, le Hezbollah a démontré sa capacité à atteindre des objectifs précis au Nord d'Israël tout en restant invisible sur le terrain grâce à un réseau d'informateurs très puissant. Il a surpris le gouvernement israélien par sa capacité de riposte notamment aux frontières. En résumé, cette offensive n'a rien apporté à Israël. Au contraire son armée a été ébranlée par la résistance des combattants. La guerre a été un échec militaire et politique. Le 11 août 2006, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 1701, demandant «la cessation des agressions entre Israël et le Hezbollah».

#### 2.5.4.3 Une stabilité régionale menacée?

Depuis longtemps, les équilibres stratégiques et militaires au Moyen-Orient ont été renversés. Le relatif déclin de la puissance militaire irakienne, l'affirmation de l'Iran comme puissance régionale, ainsi que les affrontements entre Israël et le Hezbollah instituent désormais un nouveau jeu d'influences. Aujourd'hui, la question des équilibres militaires et de leur nouvelle configuration se pose.<sup>223</sup>

<sup>221</sup> Aujourd'hui, Al Manar existe toujours avec une infrastructure très développée et un réseau plus consolidé et encore plus diversifié que celui de 2006.

<sup>222</sup> Encel, Frédéric, «Guerre libanaise de juillet-août 2006 : mythes et réalités d'un échec militaire israélien», *Hérodote*, 2007/1 n°124, pp. 14-23.

<sup>223</sup> Sur ce sujet, Cf., Bauchard, Denis, «Un Moyen-Orient en recomposition», *Politique étrangère*, 2007/2, Été, pp. 397-410.

L'actualité de l'après été 2006 au Liban révèle une nouvelle donne qui prévaut au Moyen-Orient. La confrontation entre les forces armées israéliennes et le Hezbollah met à jour le rôle grandissant joué par les combattants libanais.

L'argument politique le plus souvent utilisé par les opposants du Hezbollah pour justifier que la stabilité régionale est menacée, était le fait que le «Parti de Dieu» possède des armes puissantes. Or, il se pourrait que l'efficacité militaire du Hezbollah amène Israël à réviser ses aspirations avant de procéder quel qu'action que ce soit. La réussite du Hezbollah à infliger plusieurs coups à l'armée israélienne ne peut que donner à réfléchir aux dirigeants israéliens.

## CHAPITRE III

### «AU SECOURS» D'ISRAEL...

«Un retour sous Casque Bleu» ?<sup>224</sup> La guerre israélo-libanaise de 2006 a mis en exergue une révision du mandat de la force onusienne présente au Liban depuis mars 1978. La FINUL II a ainsi succédé le 11 août 2006 à la FINUL (I). Malgré le fait que cette force soit dotée d'une «nouvelle mission, d'un nouvel armement et de nouvelles règles d'engagement»,<sup>225</sup> l'hybridité de celle-ci, qui reflète les compromis imposés par un environnement régional peu propice à une action cohérente et résolue, permet difficilement de surmonter les sérieuses difficultés rencontrées.

Dans ce chapitre, nous proposerons une analyse de la FINUL II. D'abord, nous décrypterons le mandat et surtout la mission de l'opération de façon à souligner les enjeux véritables de cette initiative. Ensuite, nous nous pencherons sur la structure et le dispositif de cette dernière pour en évaluer l'impact sur le plan militaire (sur le terrain). Enfin, nous tenterons une évaluation de la mission.

#### 3.1 La FINUL II : un mandat renouvelé et surtout renforcé

Jusqu'au début des années 1990, la littérature qui porte sur les opérations de paix se limitait à l'expérience de l'ONU à travers de rapports des Secrétaires généraux. Comme déjà précisé au chapitre II, il faut attendre la publication de l'Agenda pour la paix, en 1992, et le Supplément à l'Agenda pour la paix, en 1995, pour que l'ONU propose une agencement global de ses activités de maintien de la paix (diplomatie préventive et rétablissement,

---

<sup>224</sup> Selon les termes de Galia Glume, chercheuse à l'Université Catholique de Louvain. Cf., Glume, Galia, «Les coopérations civilo-militaires au sein de la FINUL II : outil ou stratégie d'intégration à long terme?», in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *op. cit.*, p. 115.

<sup>225</sup> *Ibid.*

maintien et consolidation de la paix), mais aussi de ses limites après les échecs dans plusieurs pays. En particulier, l'ONU se livre à un exercice de rationalisation du recours à la force en soulignant qu'elle ne peut mener des opérations d'imposition de la paix, mais qu'elle doit, sur le terrain, agir avec plus de «robustesse» lorsque les Casques bleus ou des civils sont menacés.<sup>226</sup> En 2000, le Rapport Brahimi sur la réforme des OMP viendra réaffirmer que «les Nations Unies ne font pas la guerre». Huit ans plus tard, son premier véritable document doctrinal est publié à l'usage des États membres.<sup>227</sup>

Les OMP de deuxième génération relèvent d'un mandat plus large que celles de la première génération. Leur mandat inclut non seulement le maintien de la paix mais aussi son rétablissement et son édification.<sup>228</sup> Elles débordent donc sur le terrain des conflits internes, de la promotion des pratiques démocratiques et de l'assistance humanitaire d'où leur développement quantitatif et leur expansion géographique.

Le nouveau mandat de la FINUL est un mandat renforcé. Et, le renforcement de ses moyens sur le terrain devrait donner plus de mordant à l'action des Casques Bleus. Néanmoins, ces derniers devraient compter avec plusieurs contraintes susceptibles de réduire graduellement leur capacité d'action. Aussi, est-il nécessaire de se pencher sur les termes de la résolution 1701 du Conseil de sécurité pour en détailler les points essentiels, mais également pour en dégager la vraie signification. Il est opportun, toutefois, de rappeler que l'émergence du Hezbollah comme force politique majeure, et la recomposition du rapport de force qui en découle dans la confrontation avec l'État d'Israël ne laissent pas indifférents les principaux États concernés et posent la question du moins aux yeux de plusieurs acteurs impliqués, du démantèlement éventuel et jugé «urgent» de l'appareil militaire du Hezbollah. Il n'est peut-être pas exagéré d'avancer que la FINUL II est une aide appréciable à Israël qui,

<sup>226</sup> Sur ce sujet, Cf., Coulon Jocelyn et Novosseloff, Alexandra (dir.), *La paix par la force ? Pour une approche réaliste du maintien de la paix robuste*, Québec Éditions Athéna, 223 pages.

<sup>227</sup> Cf., ---, «Opérations de maintien de la paix des Nations Unies, Principes et Orientations», *Nations Unies*, Département des opérations de maintien de paix, mars 2008, 108 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/fr/peacekeeping/documents/capstone\\_doctrine\\_fr.pdf](http://www.un.org/fr/peacekeeping/documents/capstone_doctrine_fr.pdf)

<sup>228</sup> Cf., chapitre II pour plus de détails.



au vu des termes du mandat de cette dernière, n'a plus à craindre d'actions militaires hostiles à partir du territoire libanais. D'autant plus, comme nous le verrons, que la FINUL II doit «accompagner» et aider le gouvernement libanais dans sa tentative de neutraliser le Hezbollah et, ainsi, contribuer à l'émergence d'une situation régionale conforme aux positions des Grandes puissances et aux intérêts d'Israël.

### 3.1.1 Mandat et mission de la FINUL II

Le mandat de la FINUL II, défini par la résolution 1701 votée le 11 août 2006 par le Conseil de sécurité à l'unanimité, tire ses sources dans les résolutions 425 et 426 du 19 mars 1978<sup>229</sup> et s'inscrit dans la continuité des textes onusiens qui ont précédé.<sup>230</sup> La nature de la mission a évolué. Elle s'inscrit à la fois dans le cadre d'opérations de «peacekeeping» et d'opérations de «peacemaking» (rétablissement de la paix). La FINUL II a certes un rôle d'interposition puisque son action se déploie toujours dans le cadre du chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Mais en outre, les forces onusiennes disposent désormais de nouvelles attributions plus «robustes», qui prennent en considération les circonstances auxquelles elles peuvent être exposées.

En principe, dans la plupart des résolutions «étoffées», le Conseil de sécurité prend le soin de circonscrire les hypothèses où l'emploi de tous les moyens nécessaires est autorisé. La lecture de la résolution 1701 montre que les Casques bleus de la FINUL II peuvent utiliser la force afin de, et c'est là le sens profond de cette OMP:

*- contrôler la cessation des hostilités;*

<sup>229</sup> Comme il a été précisé précédemment, les résolutions 425 et 426, fondent la FINUL afin de s'assurer du retrait des forces israéliennes du Liban, de permettre la sécurité à la frontière et d'aider le gouvernement libanais à restaurer son autorité effective dans le sud de son territoire.

<sup>230</sup> Nous faisons référence ici essentiellement aux résolutions 1559 (2004) et 1680 (2006) adoptées par le Conseil de sécurité et qui traitent de l'intégrité du Liban, du retrait des troupes étrangères et de la nécessité de démanteler les groupes armés non étatiques.

- accompagner et appuyer les forces armées libanaises à mesure de leur déploiement dans tout le Sud, y compris le long de la Ligne bleue, pendant qu'Israël retire ses forces armées du Liban comme il est prévu au paragraphe 2;
- coordonner ses activités relatives [...] avec les gouvernements libanais et israélien;
- fournir son assistance pour aider à assurer un accès humanitaire aux populations civiles et le retour volontaire des personnes déplacées dans des conditions de sécurité;
- aider les forces armées libanaises à prendre des mesures en vue de l'établissement de la zone mentionnée au paragraphe 8 [d'un dispositif de sécurité qui empêche la reprise des hostilités, notamment l'établissement, entre la Ligne bleue et le Litani, d'une zone d'exclusion de tous personnels armés, biens et armes autres que ceux déployés par le gouvernement libanais et les forces de la FINUL];
- aider, sur sa demande, le gouvernement libanais à donner effet au paragraphe 14 [à sécuriser ses frontières et les autres points d'entrée de manière à empêcher l'entrée au Liban, sans consentement d'armes ou de matériel connexe];<sup>231</sup>

Ces dispositions, notamment celles que nous avons soulignées, ne trompent pas. Outre l'intention de pacifier le Sud-Liban, il y a, dans l'intention affichée «d'aider les forces libanaises à établir à établir un dispositif de sécurité [dans la région et d'exclure] les personnels armés, biens et armes autres que ceux déployés par le gouvernement libanais et les forces de la FINUL [...] et [d']aider sur sa demande le gouvernement libanais [...] à sécuriser ses frontières [...] de manière à empêcher l'entrée au Liban, sans consentement, d'armes ou de matériel connexe», la volonté de s'en prendre au Hezbollah, de le détruire comme force politique et militaire, bref de ramener le Liban dans le giron occidental tout en rassurant Israël.<sup>232</sup>

C'est peut-être là l'aspect le plus significatif de cette opération de l'ONU, au delà du rétablissement de l'autorité de l'État libanais dans la zone. Le façonnement de l'État libanais est un objectif stratégique majeur de la FINUL II. Il est utile de rappeler à ce sujet que les

<sup>231</sup> ---, «Résolution 1701 du Conseil de sécurité : S/RES/1701», *Nations Unies*, 11 août 2006, 4 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1701\(2006\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1701(2006))

<sup>232</sup> «L'objectif principal étant de prévenir le retour des combattants du Hezbollah, la mission générale de la FINUL II se résume de facto à une mission d'interdiction [...] la FINUL II de jouer le rôle de garde-frontière de l'État hébreu, à l'instar de l'ancienne ALS». Cf., Pfister, Stéphane, «La force intérimaire des Nations Unies au Liban» chap. 1 dans Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide du maintien de la paix*, Montréal, Éditions Athéna, 2009, p. 22.

accords de Taëf de 1989 s'étaient déjà attelés à cette tâche de restauration de l'État libanais. Mais, à cette époque, le Hezbollah n'était pas cette force politique qu'il est actuellement. Une force politique qui, par sa seule présence est porteuse d'un projet de transformation des rapports de pouvoir au Liban. Et, à ce titre, il devient potentiellement une cible. Et, les puissances intéressées à la donne politique libanaise et moyen-orientale ont tout intérêt à modifier le paysage politique libanais pour empêcher la consolidation d'un état de fait susceptible de modifier le rapport de force régional.

### 3.1.2 La FINUL II à l'œuvre ou les difficultés d'une mission stratégique

L'analyse de la FINUL II sur le plan militaire suppose avant tout de distinguer les différents échelons de la chaîne opérationnelle, pour ensuite dresser un panorama de la situation.

#### 3.1.2.1 Les capacités d'action de la FINUL II

La FINUL II engage près de 12 000 Casques Bleus<sup>233</sup> (soldats et marins). Avec plus de 6000 hommes, et ceci est significatif, les États européens continuent de fournir l'essentiel de la Force. Les matériels déployés incluent des véhicules de combat qui allient mobilité, protection des personnels et capacités d'observation (plus de 50 observateurs de l'ONUST). De plus, l'organisation du commandement est améliorée par un renforcement substantiel des structures d'état-major, notamment dans les domaines du renseignement, de la conduite des opérations et de la planification. C'est le cas sur le théâtre du conflit, mais aussi à New York

<sup>233</sup> La FINUL ne comptait avant 2006 que 1990 hommes, dont 51 observateurs de l'Organisation des Nations unies chargées de la surveillance de la trêve (ONUST), pour contrôler une zone d'action de 750 kilomètres carrés : soit deux hommes au kilomètre carré. Un chiffre très insuffisant compte tenu de la nature de la menace. La FINUL II, « au 15 octobre 2010, les effectifs militaires [...] s'établissaient au total à 11 877 soldats [...] ». Cf., ---, ---, « Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2010/565 », *Nations Unies*, 1 novembre 2010, p. 13. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F565&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F565&Lang=F)

où est créée une cellule stratégique spécifiquement consacrée au Sud-Liban.<sup>234</sup> Les dispositifs de liaison entre FINUL, forces armées libanaises et forces de défense israéliennes, sont considérablement renforcés par l'échange d'officiers de liaison, détachés en permanence de leurs états-majors respectifs. De plus, pour la première fois, une force navale, la «Maritime Task Force», complète le dispositif terrestre.<sup>235</sup> Enfin, des réunions périodiques sont également organisées pour des points réguliers et afin de régler les éventuels différends.<sup>236</sup>

Le rôle globalement positif de la FINUL II ne doit pas cacher cependant ses limites, vu que les tensions sur les scènes locale et régionale peuvent à tout moment conduire à une reprise soudaine de la violence. De plus, plusieurs questions demeurent en tous cas source d'inquiétude, notamment celles des Fermes de Chebaa, petit bout de territoire objet de revendications des États limitrophes toujours occupé par Israël. C'est une épineuse question qui hypothèque, à long terme, la mission de la FINUL II. Qu'en est-il ?

### 3.1.2.2 Un contentieux lourd de conséquences ou l'impuissance relative de la FINUL II

Le dossier complexe des Fermes de Chebaa (25 à 40 km<sup>2</sup> situées à la jonction des territoires israélien, syrien et libanais) pourrait évoluer défavorablement et exacerber la situation. En effet, comme le disent Masri Féki et Arnaud de Fiquelmont :

«Les cartes officielles de l'ONU indiquent que les Fermes de Chebaa se trouvent en territoire syrien. Mais suite au retrait israélien, la Syrie et le Liban avaient déclaré ce territoire libanais. Les Nations Unies ne décident pas, en principe, du tracé des frontières, mais puisque le gouvernement syrien refuse paradoxalement de leur notifier la souveraineté du Liban sur ce territoire, elles persistent à le considérer comme syrien.

<sup>234</sup> «La FINUL est en effet dirigée à New York par une cellule militaro-stratégique ad hoc, placée sous l'autorité directe du Secrétaire général adjoint pour les OMP. Composée d'une trentaine de personnes, son fonctionnement effectif est de fait largement délégué aux principaux États contributeurs pour des raisons à la fois politiques et opérationnelles». Cf., Pfister, Stéphane, *op. cit.*, p. 19.

<sup>235</sup> «Activé dès octobre 2006, ce groupe naval a pris la relève d'une flotte multinationale [...] ; Placée sous l'autorité du Général commandant de la FINUL [...] Sa zone d'opération recouvre l'ensemble de la façade méditerranéenne du Liban». Cf., *Ibid.*, p. 20.

<sup>236</sup> Les rapports successifs du Secrétaire général de l'ONU sur la résolution 1701 (près de 15 rapports de 2006 à 2010) soulignent ce fait.



En conséquence de quoi les Nations Unies considèrent qu'Israël a procédé à un retrait complet du Liban, en accords avec les termes des résolutions 425 et 426 de 1978».<sup>237</sup>

En effet, il faut préciser que les fermes de Chebaa sont occupées par Israël depuis la guerre israélo-arabe de 1967 durant laquelle ce dernier a également annexé le plateau syrien du Golan. Depuis le départ partiel des Israéliens, l'ONU «s'évertue» à «trouver» en vain un terrain d'entente entre les parties sur cette question. Malgré l'importance de cette question, laissant ouverte la possibilité d'une reprise des hostilités, elle n'est évoquée que de façon passagère dans le préambule de la résolution 1701, alors que c'est une dimension importante du conflit. D'ailleurs, le Hezbollah refuse de rendre ses armes tant que dure cette situation. Il faut rappeler que l'action militaire du Hezbollah contre Israël est fondamentalement une lutte de libération nationale. À l'évidence, les fermes de Chebaa ont une importance aussi bien stratégique que politique. La localisation même des fermes permet à l'armée israélienne de surveiller et de protéger son infrastructure militaire au Golan. En effet, la région est à la jonction de trois pays (Israël, Syrie et Liban). Il n'est pas surprenant, dès lors, que cette question ne soit toujours pas réglée. Et, fait notable en ce qui a trait à ce contentieux territorial, Israël occupe toujours Ghajar, localité druze traversée par la Ligne bleue. Nous comprenons alors pourquoi, selon les rapports onusiens,<sup>238</sup> le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a encouragé les parties à faciliter le retrait des forces israéliennes de ce village et d'une partie adjacente de la Ligne bleue selon les dispositions de la résolution 1701.

### 3.1.2.3 Un écueil considérable, la capacité politique et militaire du Hezbollah

D'un autre côté, la difficulté de la FINUL aujourd'hui est qu'elle prend effet dans un Sud libanais stratégiquement et populairement acquis au Hezbollah. La formation chiite a en

<sup>237</sup> Cf., Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *op. cit.*, pp. 79-80.

<sup>238</sup> À titre explicatif, Cf., ---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2008/135», *Nations Unies*, 28 février 2008, 18 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F135&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F135&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2008/715», *Nations Unies*, 18 novembre 2008, 20 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F715&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F715&Lang=F)



effet considérablement augmenté sa popularité aux plans local et régional avec la Guerre de l'été 2006. Sa connaissance profonde du terrain lui donne très nettement l'avantage comparativement à la FINUL qui maîtrise nécessairement moins cette dimension du conflit. S'ajoute, par ailleurs, à cela, outre le développement par le Hezbollah de moyens de communication très efficaces, sa détention d'armements hautement performants qui augmentent ses capacités d'action et de dissuasion. Et, ce n'est pas par hasard que le mandat de la FINUL «renforcée» inclut outre la supervision du Hezbollah, le contrôle de son réarmement. Toute initiative de la sorte risquant de lui attirer les «foudres» de cette organisation ainsi que celles de ses soutiens locaux et régionaux. Le Hezbollah, et c'est important, puise une bonne partie de son potentiel dans la légitimité que lui reconnaissent une majorité de personnes dans la région. Et, fait symptomatique, l'opinion publique estime que Hassan Nasrallah a tout simplement pris aujourd'hui le relais d'un Nasser, image du nationalisme arabe décédé il y a près de quarante ans. Voilà qui nous ramène au «nœud originel» de la crise régionale : l'occupation par Israël de territoires arabes, qui touche aux droits des Palestiniens et des Libanais. Dès lors, le mandat de la FINUL tel que redéfini par la résolution 1701 de l'ONU, qui fait indirectement écho pour sa part à la résolution 1559, ne suffit pas comme tel à pacifier le Liban et le Proche Orient, nonobstant le rappel du Secrétaire général des Nations Unies que l'objectif de la résolution 1559 est «de renforcer la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du Liban» et de concentrer le monopole de la force entre les mains de l'État libanais, autant d'éléments nécessaires pour la «consolidation complète du Liban en tant qu'État souverain et démocratique».

### 3.1.3 Une efficacité douteuse

Sur le plan opérationnel, il paraît surprenant que dans ses mêmes rapports sur l'application de la résolution 1701, le Secrétaire Général propose des bilans globalement positifs de l'action de la FINUL II. Nous pouvons en douter. En effet, les difficultés persistent qui témoignent d'une souveraineté libanaise fragile et qui laissent planer des doutes sur l'efficacité de l'action de la FINUL II. Le quatorzième rapport du secrétaire général des

Nations Unies sur l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité est révélateur.<sup>239</sup> Il dresse un état des lieux qui met en exergue la persistance de nombreux points de blocage, et rappelle à quel point la situation au Liban-Sud demeure fragile.

Selon les Professeurs Fady Fadel et Cynthia Eid, deux spécialistes de la question. «en l'absence d'une volonté d'États contributeurs et venant au soutien des forces armées libanaises, la crédibilité d'un État libanais dont la souveraineté est en reconstruction, est en question. Au nom de quelle règle de droit international l'aviation militaire israélienne viole l'espace aérien libanais, considéré en droit comme étant un territoire libanais, sur lequel s'exerce exclusivement la souveraineté libanaise?». «Au nom de quoi l'armée israélienne tire le feu en direction d'un village libanais sans qu'il y ait un quelconque incident signalé de part ou d'autre?»<sup>240</sup>

Ainsi, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il n'y a, en effet, pas que le mandat de la FINUL qui joue contre ses capacités d'action. Plus que tout, il y a le contexte politique libanais exacerbé qui milite contre toute percée significative. En effet, il y a d'une part, l'incapacité de la classe politique nationale à déconfessionnaliser les conditions d'exercice du pouvoir et de répartition des compétences, une situation qui puise pour beaucoup ses sources dans les principes toujours d'actualité du Pacte National de 1943 voire des accords de Taëf de 1989; et d'autre part, et c'est là ce qui nous intéresse plus particulièrement, l'apesanteur apparente de la dite «communauté internationale» qui peine à mettre en place des solutions politiques plutôt que sécuritaires.

### 3.1.3.1 Le renforcement de l'État libanais ?

La résolution 1701 est le résultat d'efforts nationaux, internationaux et des parties

<sup>239</sup> Cf., —, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2010/565», *Nations Unies*, 1 novembre 2010, 17 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F565&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F565&Lang=F)

<sup>240</sup> Fadel, Fady et Eid, Cynthia, «La FINUL face aux défis de stabilisation du Liban-Sud», in Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *op. cit.*, p. 269.

impliquées dans le conflit armé du mois de juillet 2006. Devant les entraves que ne cessera de rencontrer la FINUL sur le terrain, avec les retombées négatives d'une telle situation sur le rétablissement de l'autorité effective du gouvernement libanais, ce dernier tentera d'obtenir une redéfinition des moyens d'action de la force.

L'État libanais, fort de l'union des forces politiques provoquée par l'agression israélienne de 2006, souhaite restaurer l'intégrité de son territoire lourdement éprouvé par les affrontements et les frappes israéliennes. Toutefois, le gouvernement libanais, qui s'est engagé à déployer 15 000 hommes au Sud-Liban, attend de la FINUL qu'elle impose à Israël un strict respect de ses frontières. Pour cela, il est indispensable que soient réunis un certain nombre de facteurs au nombre desquels nous pouvons nommer l'implication politique et militaire de pays ayant un poids diplomatique incontestable sur la scène internationale et surtout régionale, le renforcement du mandat et des effectifs de la FINUL et la mise à disposition de cette dernière de matériels plus dissuasifs. Mais surtout, l'union des forces libanaises suscitée par l'attaque israélienne ne fait pas long feu. À peine la paix retrouvée, les clivages internes ont refait surface et l'affrontement s'est déplacé sur le terrain politique, paralysant régulièrement le fonctionnement des institutions. Le gouvernement n'applique que très partiellement ses engagements. Le déploiement des forces armées libanaises au sud du Litani demeure bien en dessous des objectifs annoncés et l'instabilité politique récurrente toute avancée sur des dossiers décisifs, comme celui de la mise en place d'une stratégie de défense nationale.

Bien qu'indispensable, ce renforcement politique et militaire ne peut garantir à lui seul la paix : celle-ci passe nécessairement par le maintien du statu quo établi entre les principaux belligérants.

#### 3.1.4. Un échec annoncé ?

«Les opérations de maintien de la paix peuvent réussir lorsque le Conseil de Sécurité fixe des objectifs concrets, lorsque l'Assemblée générale affecte les ressources nécessaires, lorsque les pays fournissant des contingents envoient en temps voulu des effectifs suffisants, bien informés et équipés, enfin, lorsque les parties en cause font

preuve d'un minimum de bonne foi. Tous ces éléments sont fondamentaux, mais le plus important réside dans la volonté politique des parties et du Conseil de Sécurité, faute de quoi les missions de maintien de la paix ont les plus fortes chances d'échouer». <sup>241</sup>

Cette affirmation de M. Kofi Annan sur la situation au Rwanda, s'applique également autour du rôle de l'ONU au Liban. Au-delà des faiblesses techniques qu'ont pu connaître les Casques bleus, le manque de volonté politique est considéré en général comme la cause principale d'une implication très peu engagée.

La FINUL apparaît fragile au cœur de contradictions multiples. Fragile en raison de moyens peut-être suffisants mais inadaptés. Cette opération possède les mêmes finalités que les précédentes. Elle est censée geler et non résoudre les conflits. Et, en ce sens, elle montre bien que les principaux États concernés par la crise ne sont pas vraiment décidés à y mettre terme. L'objectif est bien de geler et non de résoudre les conflits.

Au plan juridique, malgré les nouveaux critères qui particularisent l'OMP au Liban. La résolution a laissé une question en suspens : la question du cessez-le-feu. Elle demande en effet la cessation de l'offensive d'Israël dont l'aboutissement devrait être, un jour le cessez-le-feu.

Dès lors, nous pouvons en déduire que la résolution 1701 est le fruit d'un compromis international et qu'en l'absence d'un règlement de paix au Moyen-Orient, rien de définitif est possible. La construction de l'État libanais doit être affirmée et la résolution devrait y aider. Ne s'agit-il pas après tout de paix et de sécurité internationales? La situation actuelle et la «chute» de la résolution sont motifs d'instabilité pérenne. C'est d'ailleurs pourquoi une réflexion sur les OMP ne peut être dissociée de «l'histoire qui les forme voire informe et des événements qui accompagnent leur existence». <sup>242</sup>

<sup>241</sup> Selon les termes de l'ex-Secrétaire général, Koffi Anan. Cité par Vasquez, Celia. Cf., Vasquez, Cecilia, «Le génocide rwandais aurait-il pu être évité?», *Fiche d'analyse*, juin 2003.

<sup>242</sup> Selon les termes de Katia Boustany. Cf., Boustany, Katia, *op. cit.*, p. 434.

## CONCLUSION

La qualification d'un conflit et de ses acteurs est un problème complexe qui a une influence décisive sur le déroulement des événements et la solution éventuelle qui lui sera apportée. Le conflit au Liban est l'exemple d'une interminable prolongation. La création de la FINUL avait fini par être décidée dans un contexte chargé de fortes divergences voire de différends. Cet état de rapports participait d'ailleurs lui même de la situation conflictuelle au Liban ; il allait également servir de toile de fond aux controverses qui jetteront les bases de cette force onusienne de maintien de la paix.

Une réflexion sur la FINUL peut difficilement être dissociée des contextes national, régional et international. Les OMP dans un conflit intraétatique s'inscrivent nécessairement sur cette triple trame de la vie interne de l'État concerné et de sa place sur l'échiquier géopolitique. Le système des OMP avait été conçu en tant qu'outil d'«assistance à la paix». Dans cette étude, nous nous sommes appliqués à mettre en relief les conditions de fonctionnement de la FINUL I. Nous avons pu démontrer que ce fut un échec qui a forcé l'ONU à revenir à la charge avec une FINUL II aux résultats incertains.

Pour ce faire, nous avons pris comme point de départ la question de la régulation du système mondial. La régulation implique la création de mécanismes chargés de contribuer à la survie du système. Selon Daniel Holly, les organisations internationales (OI) (en particulier l'ONU)

«apparaissent au moment où émerge le système mondial et que se développe la prise de conscience de l'existence de réalités contraignantes qui transcendent les frontières nationales et sont d'emblée mondiales».<sup>243</sup>

Les menaces qui, potentiellement, en découlent pour la stabilité du système mondial expliqueraient cette politique. C'est pourquoi l'une des formes de l'«action régulatrice des OI» est l'intervention sur le terrain. En agissant de la sorte, les interventions de l'ONU, systématiques et bien articulés, visent la production d'un certain ordre du monde. Le cas libanais illustre bien le drame des pays dominés, pris par la dynamique des rapports de

---

<sup>243</sup> Holly, Daniel, «La Commission de statistique de l'ONU», in Beaud, Jean-Pierre et Prévost, Jean-Guy (dir.) *L'ère du chiffre, systèmes statistiques et traditions nationales*, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 2000, p. 222.



domination si caractéristiques.

L'intervention militaire de la FINUL va bien au-delà de la simple force d'interposition. Sa chaîne de commandement, ses règles d'engagement, son armement et sa composante navale sont autant de traits qui la distinguent des opérations onusiennes classiques. La FINUL II assume en effet toutes les fonctions opérationnelles nécessaires pour une opération multinationale de maîtrise de la violence. Cependant, l'enjeu majeur de cette dernière consiste pour elle à être capable de faire face à une situation où elle serait prise au piège par un regain des hostilités. Serait-elle alors une mission impossible ?

La question de la FINUL reste jalonnée par toutes sortes d'équations dont les solutions demeurent en suspens. D'abord, le Hezbollah a adopté une double stratégie : politique et militaire. Il s'est greffé de fait sur l'État libanais « fragile » pour se protéger et combattre Israël. Il faut rappeler que la guerre israélo-libanaise de 2006 a été autant un échec politique que militaire pour l'État d'Israël. Dans l'attente d'un règlement de la question palestinienne, et notamment l'évolution de la situation à Gaza, il est probable qu'Israël ne cherchera pas à modifier l'équation au Sud Liban. Il est de son intérêt de garder la FINUL. Israël bénéficie du silence de la communauté internationale, qui s'abstient de qualifier les actes commis par son gouvernement et son armée en contravention du cadre juridique international.

En outre, les négociations de paix entre Israël et la Syrie détermineront comment les deux protagonistes utiliseront le Liban comme espace « tampon » pour la confrontation ou le dialogue. Néanmoins, aujourd'hui, la Syrie est en pleine crise. Cette crise ne se limite plus aux frontières de ce pays. Elle est en train de s'étendre de plus en plus, pour devenir à la fois régionale et internationale. L'instabilité des alliances politiques libanaises et les conséquences politico-sociales et sécuritaires du conflit syrien au pays du Cèdre requièrent de la part du gouvernement libanais l'adoption d'une position aussi neutre que possible.

Toutefois, un affaiblissement du régime de Damas pourrait accroître les risques de conflits associés au Liban. D'autant plus que le Hezbollah a fait son choix en Syrie. Hassan Nasrallah, considère que le régime d'Assad est victime d'« un complot tissé par les États-

Unis, avec l'accord d'États du Golfe, pour servir les intérêts d'Israël».<sup>244</sup> Le Hezbollah inscrit donc l'événement syrien dans le cadre de la confrontation globale entre les États-Unis, Israël et leurs alliés d'un côté, l'«axe de la résistance» (Iran-Syrie-Hezbollah), ses amis russes et chinois de l'autre.

Il est donc à craindre que des situations de fait se poursuivront, de même que la dégradation de la réussite de l'OMP au Liban. La FINUL a subi et continuera de subir les effets du paradoxe originel de sa création. Elle avait pour but de remédier aux conséquences du conflit, puisque l'extension, dans le temps, de sa mission était requise par l'objet de restauration de la souveraineté et de l'autorité effective du gouvernement libanais. Ainsi, faudra-t-il encore des décennies pour mettre fin à cette longue crise libanaise ?

---

<sup>244</sup> Selon les propos de Hassan Nassrallah [en arabe] lors d'un de ses discours.

## BIBLIOGRAPHIE

### *Articles de périodiques*

Arar, Tareq, «L'effet Nasrallah : les conséquences de la guerre israélo-libanaise au Poche-Orient», *Hérodote*, 2007/1 n°124, pp. 24-38.

Bauchard, Denis, «Un Moyen-Orient en recomposition», *Politique étrangère*, 2007/2, Été, pp. 397-410.

Buccianti-Barakat, Liliane, «Il était une fois un 12 juillet 2006 à Beyrouth...», *Hérodote*, 2007/1 n°124, pp. 39-50.

Cathelin, Mélanie et Ambrosetti, David, «Les enjeux du leadership au Conseil de sécurité : responsabiliser ou contrôler les opérations de paix de l'ONU», *Revue internationale et stratégique*, 2007/4 n°68, pp. 69-77.

Chaib, Kinda, «Les identités chiites au Liban-Sud, entre mobilisation communautaire, contrôle partisan et ancrage social», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°103, 2009, pp. 149-162.

Cohen, Jim, «Liban : les desseins impériaux à l'épreuve du réel». Entretien avec Gilbert Achcar, *Mouvements*, 2006/5 n°47-48, pp. 158-166.

Corm, Georges, «Les causes de la crise libanaise : l'Europe contribue-t-elle à la solution?», *Revue internationale et stratégique*, 2008/2 n° 70, pp. 29-40.

Corm, Georges, «Première approche d'une contextualisation des révoltes populaires arabes», *Confluences Méditerranée*, 2011/4 n° 79, p. 93-111.

Davie, Michael, «De l'utilité géopolitique des espaces libanais», *Outre-Terre*, 2005/4 n°13, pp. 355-372.

- De Crousaz Pascal, «Le facteur démographique dans la détermination par Israël de ses frontières avec les Palestiniens », *A contrario*, 2005/2 Vol. 3, pp. 66-98.
- De Charentenay, Pierre, «Destruction au Proche Orient», *Études*, 2006/9 Tome 405, pp. 149-152.
- El-Kareh, Rudolf, «La crise politique et institutionnelle au Liban», *Revue internationale et stratégique*, 2008/4 n°72, pp. 51-60.
- Encel, Frédéric, «Guerre libanaise de juillet-août 2006 : mythes et réalités d'un échec militaire israélien», *Hérodote*, 2007/1 n°124, pp. 14-23.
- Flory, Maurice, «L'ONU et les opérations de maintien et de rétablissement de la paix», *Politique étrangère*, n°3, 1993, 58<sup>e</sup> année, pp. 633-640.
- Guehenno, Jean-Marie, «Maintien de la paix : les nouveaux défis pour l'ONU et le Conseil de sécurité», *Politique étrangère*, n°3-4, 2003, 68<sup>e</sup> année, pp. 689-700.
- Khoury, Rafiq, «Un peuple en Palestine», *Projet*, 2001/3 n° 267, pp. 24-31.
- Hasbani, Nadim, «Liban : crise politique sur fond de nouveau partage du pouvoir», *Politique étrangère*, 2007/1 Printemps, pp. 39-51.
- Leday, William, «Équilibres militaires et stratégiques au Moyen-Orient», *Hérodote*, 2007/1 n°124, pp. 93-106.
- Lacoste, Yves, «Au Moyen-Orient, des conflits qui s'aggravent en n'évoluant guère» | Éditions La Découverte | *Hérodote*, 2007/1 n°124, pp. 3-13.
- Lefort, Bruno, «Être jeune au Hezbollah. Étude sur la section étudiante du parti de Dieu», *Revue internationale et stratégique*, 2007/2 n°66, pp. 25-36.
- Michel, Benoit, «Maintien de la paix robuste : le cas de la FINUL renforcée», *Politique étrangère*, 2011/2 Été, pp. 403-414.

Tardy, Thierry, «Le bilan de dix années d'opérations de maintien de la paix», *Politique étrangère*, n°2, 2000, 65<sup>ème</sup> année, pp. 389-402.

Tessier, Manon, «Le maintien de la paix : de la théorie et des acquis pratiques», *Études internationales*, vol. 30, 1999. n°1, pp. 137-145.

Virally, Michel, «Le rôle des organisations internationales dans l'atténuation et le règlement des crises internationales», *Politique étrangère*, n°6, 1976, 41<sup>e</sup> année, pp. 529-562.

#### *Chapitres d'ouvrages*

Abi Saad, Georges, «United Nations Peacekeeping Old and News: An Overview of the Issues» in Warner, Daniel (dir.) *New dimensions of Peacekeeping*, Boston, Martinus Nijhoff, 1995, pp. 1-9.

Annan, Koffi, «Désarmer et démobiliser : le rôle des missions de maintien de la paix» in Conoir, Yvan et Verna, Gérard, *DDR-Désarmer, démobiliser et réintégrer- Défis humains, enjeux globaux*, Presses de l'Université de Laval, 2005, pp. 95-109.

Durch, William et Berkman, Tobias, «Définition et délimitation des opérations de paix» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2007, pp. 17-47.

Fadel, Fady, «De la FINUL I à la FINUL II : un nouveau mandat robuste» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Éditions Athéna, 2009, pp. 29-38.

Findlay, Trevor, «La problématique de l'utilisation de la force dans le cadre d'opérations de paix» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2007, pp. 113-126.

Gill, Terry, Léveillé, Mario et Fleck Dieter, «Rapport General» in *La règle de droit dans les opérations de la paix*, 17<sup>ème</sup> Congrès international Pays Bas 16-21 Mai, Éditions Bruxelles, 2006, pp. 50-98.



- Guéhenno, Jean-Marie, «Rapport Brahimi : cinq ans après» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2005, pp. 19-33.
- Hatto, Ronald, «L'innovation institutionnelle des Nations Unies» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2010, pp. 59-75.
- Holly, Daniel, «La Commission de statistique de l'ONU», in Beaud, Jean-Pierre et Prévost, Jean-Guy (dir.) *L'ère du chiffre, systèmes statistiques et traditions nationales*, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 2000, pp. 221-246.
- Morin, Edgard, «La société : un système auto-éco organisateur», in *Sociologie*, Paris, Fayard, 1984, pp. 73-94.
- Novosseloff, Alexandra, «Le Chapitre VII, le recours à la force et le maintien de la paix» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2008, pp. 85-102.
- Novosseloff, Alexandra, «Les opérations de paix des Nations Unies, Les normes fixées par le rapport Brahimi mises à l'épreuve» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2007, pp. 49-61.
- Pitsfer Stéphane, «La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) deux ans après l'adoption de la résolution 1701» in Coulon, Jocelyn (dir.) *Guide de maintien de paix*, Québec, Éditions Athéna, 2009, pp. 15-27.
- Rosenau, James, «Governance, order and change in world politics», Rosenau, James et Czempiel, Ernest Otto (dir.), *Governance without government: order and change in world politics*, New York, Cambridge University press, 1992.
- Schram Stokke, Olav, «Regimes as Governance System» in Young, Oran (dir.), *Global governance. Drawing insights from the environmental experience*, New York, Cambridge University press, 1997.
- Zahar, Marie Joelle, «Power Sharing in Lebanon: Foreign Protectors, Domestic Peace, and Democratic Failure» in Rothchild, Donald et Roeder, Philip (dir.) *Sustainable Peace: Power and Democracy after Civil Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, pp. 219-240.

*Documents officiels des Nations Unies*

1- Rapports du Secrétaire général sur la FINUL *par ordre chronologique*

2- Résolutions du Conseil de sécurité *par ordre chronologique*

---, Accords d'armistice israélo-libanais : S/1296», *Nations Unies*, 23 mars 1949, 8 pages.

[En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1296&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1296&Submit=Recherche&Lang=F)

Boutros-Ghali, Boutros, «An Agenda for peace: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-Keeping : A/RES/47/120», *Nations Unies*, December 18th, 1992, 23 pages.

[En ligne] adresse URL :

<http://www.un.org/documents/ga/res/47/a47r120.htm>

---, «Charte des Nations Unies», *Nations Unies*, 26 juin 1945, 29 pages. [En ligne] adresse

URL : <http://www.un.org/fr/documents/charter/pdf/charter.pdf>

---, «Convention d'armistice entre le Liban et Israël : S/1296», *Nations Unies*, 23 mars 1949, 8 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1296&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1296&Submit=Recherche&Lang=F)

DOMP, «Opérations de maintien de la paix des Nations Unies, principes et orientations», *Nations Unies*, mars 2008, 108 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/fr/peacekeeping/documents/capstone\\_doctrine\\_fr.pdf](http://www.un.org/fr/peacekeeping/documents/capstone_doctrine_fr.pdf)

Herzog, Chaim, «Lettre datée du 17 mars 1978, adressée au président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies : S/12607», *Nations Unies*, 17 mars 1978, 1 page. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12607&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12607&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies sous la direction de Brahimi Lakhdar : A/55/305-S/2000/809», *Nations Unies*, 21 août 2000, 84 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/fr/peacekeeping/sites/peace\\_operations/](http://www.un.org/fr/peacekeeping/sites/peace_operations/)

- , «Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation : A/50/1», *Nations Unies*, 22 août 1995, 149 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/50/1](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/50/1)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité : S/12611», *Nations Unies*, 19 mars 1978, 4 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12611&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12611&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 425 et 426 du Conseil de sécurité : S/2000/460», *Nations Unies*, 22 mai 2000, 9 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F460&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F460&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 19 mars au 13 septembre 1978 : S/12845», *Nations Unies*, 13 septembre 1978, 23 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12845&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12845&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport sur le déroulement de la mission de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution 434 (1978) du Conseil de sécurité : S/12929», *Nations Unies*, 18 novembre 1978, 5 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12929&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12929&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 14 septembre 1978 au 12 janvier 1979 : S/13026», *Nations Unies*, 12 janvier 1979, 16 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F13026&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F13026&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, présenté en vertu de la résolution 444 (1979) du Conseil de sécurité : S/13258», *Nations Unies*, 19 avril 1979, 8 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F13258&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F13258&Submit=Recherche&Lang=F)

- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 9 juin au 10 décembre 1979 : S/13691», *Nations Unies*, 14 décembre 1979, 22 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F13691&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F13691&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 11 décembre 1979 au 12 juin 1980 : S/13994», *Nations Unies*, 12 juin 1980, 20 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F13994&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F13994&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport spécial du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban : S/13888», *Nations Unies*, 11 avril 1980, 6 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F13888&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F13888&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 13 juin au 11 décembre 1980 : S/14295», *Nations Unies*, 12 décembre 1980, 26 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F14295&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F14295&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 12 décembre 1980 au 12 juin 1981 : S/14537», *Nations Unies*, 15 juin 1981, 30 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F14537&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F14537&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 16 juin au 10 décembre 1981 : S/14789», *Nations Unies*, 11 décembre 1981, 23 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F14789&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F14789&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport spécial du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban : S/14869», *Nations Unies*, 16 février 1982, 2 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F14869&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F14869&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 11 décembre 1981 au 3 juin 1982 : S/15194», *Nations Unies*, 10 juin 1982, 16 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F15194&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F15194&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport spécial du Secrétaire général concernant la Forces intérimaire des Nations Unies au Liban : S/15557», *Nations Unies*, 13 janvier 1983, 11 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F15557&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F15557&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 13 juillet au 12 octobre 1983 : S/16036», *Nations Unies*, 12 octobre 1983, 9 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F16036&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F16036&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 13 octobre 1983 au 6 avril 1984 : S/16472», *Nations Unies*, 9 avril 1984, 8 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F16472&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F16472&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 10 avril au 9 octobre 1984 : S/16776», *Nations Unies*, 9 octobre 1984, 9 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F16776&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F16776&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 12 avril au 10 octobre 1985 : S/17557», *Nations Unies*, 10 octobre 1985, 11 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F17557&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F17557&Submit=Recherche&Lang=F)



- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 11 octobre 1985 au 9 avril 1986 : S/17965», *Nations Unies*, 9 avril 1986, 11 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F17965&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F17965&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 10 avril au 17 juin 1986 : S/18164», *Nations Unies*, 17 juin 1986, 9 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F18164&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F18164&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 11 juillet 1986 au 11 janvier 1987 : S/18581», *Nations Unies*, 12 janvier 1987, 11 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F18581&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F18581&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 12 janvier au 24 juillet 1987 : S/18990», *Nations Unies*, 24 juillet 1987, 12 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F18990&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F18990&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 23 janvier au 25 juillet 1988 : S/20053», *Nations Unies*, 25 juillet 1988, 8 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F20053&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F20053&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 25 juillet 1988 au 24 janvier 1989 : S/20416», *Nations Unies*, 24 janvier 1989, 10 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F20416&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F20416&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 25 janvier au 21 juillet 1989 : S/20742», *Nations Unies*, 21 juillet 1989, 12 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F20742&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F20742&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 22 juillet 1989 au 25 janvier 1990 : S/21102», *Nations Unies*, 25 janvier 1990, 13 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F21102&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F21102&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 26 janvier au 24 juillet 1990 : S/21406», *Nations Unies*, 24 juillet 1990, 11 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F21406&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F21406&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier 1991 au 21 juillet 1992 : S/24341», *Nations Unies*, 21 juillet 1992, 12 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F24341&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F24341&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 22 juillet 1992 au 22 janvier 1993 : S/25150», *Nations Unies*, 22 janvier 1993, 9 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F25150&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F25150&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 23 janvier la 20 juillet 1993 : S/26111», *Nations Unies*, 20 juillet 1993, 10 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F26111&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F26111&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général concernant la FINUL pour la période allant du 21 juillet 1993 au 20 janvier 1994 : S/1994/62», *Nations Unies*, 20 janvier 1994, 10 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1994%2F62&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1994%2F62&Submit=Recherche&Lang=F)

- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 30 juillet 1994 : S/1994/856», *Nations Unies*, 20 juillet, 1994, 10 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1994%2F856&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1994%2F856&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 juillet 1994 au 20 janvier 1995 : S/1995/66», *Nations Unies*, 23 janvier 1995, 9 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1995%2F66&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1995%2F66&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 19 juillet 1995 : S/1995/595», *Nations Unies*, 19 juillet 1995, 10 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1995%2F595&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1995%2F595&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 20 juillet 1995 au 22 janvier 1996 : S/1996/45», *Nations Unies*, 22 janvier 1996, 9 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1996%2F45&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1996%2F45&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 22 janvier au 20 juillet 1996 : S/1996/575», *Nations Unies*, 20 juillet 1996, 12 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1996%2F575&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1996%2F575&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 juillet 1996 au 17 janvier 1997 : S/1997/42», *Nations Unies*, 20 janvier 1997, 6 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1997%2F42&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1997%2F42&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 18 janvier au 16 juillet 1997 : S/1997/550», *Nations Unies*, 16 juillet 1997, 8 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1997%2F550&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1997%2F550&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 17 juillet 1997 au 15 janvier 1998 : S/1998/53», *Nations Unies*, 20 janvier 1998, [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1998%2F53&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1998%2F53&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général concernant la FINUL pour la période allant du 16 janvier au 15 juillet 1998 : S/1998/652», *Nations Unies*, 16 juillet 1998, 8 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1998%2F652&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1998%2F652&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 16 juillet 1998 au 15 janvier 1999 : S/1999/61», *Nations Unies*, 19 janvier 1999, 7 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1999%2F61&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1999%2F61&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 16 janvier au 15 juillet 1999 : S/1999/807», *Nations Unies*, 21 juillet 1999, 8 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F1999%2F807&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F1999%2F807&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 16 juillet 1999 au 15 janvier 2000 : S/2000/28», *Nations Unies*, 17 janvier 2000, 8 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F28&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F28&Submit=Recherche&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 17 janvier au 17 juillet 2000 : S/2000/718», *Nations Unies*, 20 juillet 2000, 6 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F718&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F718&Submit=Recherche&Lang=F)

- , «Rapport spécial du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban : S/2000/1049, *Nations Unies*, 31 octobre 2000, 4 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F1049&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2000%2F1049&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 18 juillet 2000 au 18 janvier 2001 : S/2001/66», *Nations Unies*, 22 janvier 2001, 5 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2001%2F66&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2001%2F66&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban : S/2001/423», *Nations Unies*, 30 avril 2001, 3 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2001%2F423&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2001%2F423&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 23 janvier au 20 juillet 2001 : S/2001/714», *Nations Unies*, 20 juillet 2001, 5 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2001%2F714&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2001%2F714&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général concernant la FINUL pour la période allant du 21 juillet 2001 au 16 janvier 2002: S/2002/55», *Nations Unies*, 16 janvier 2002, 6 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2002%2F55&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2002%2F55&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 17 janvier au 12 juillet 2002 : S/2002/746», *Nations Unies*, 12 juillet 2002, 7 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2002%2F746&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2002%2F746&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 13 juillet 2002 au 14 janvier 2003 : S/2003/38», *Nations Unies*, 14 janvier 2003, 7 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2003%2F38&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2003%2F38&Submit=Recherche&Lang=F)



- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 15 janvier au 23 juillet 2003 : S/2003/728», *Nations Unies*, 23 juillet 2003, 7 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2003%2F728&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2003%2F728&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 23 juillet 2003 au 19 janvier 2004 : S/2004/50», *Nations Unies*, 20 janvier 2004, 8 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2004%2F50&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2004%2F50&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 21 juillet 2004 : S/2004/572», *Nations Unies*, 21 juillet 2004, 9 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2004%2F572&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2004%2F572&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 juillet 2004 au 20 juin 2005 : S/2005/36», *Nations Unies*, 20 juin 2005, 8 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2005%2F36&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2005%2F36&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 20 juillet 2005 : S/2005/460», *Nations Unies*, 21 juillet 2005, 11 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2005%2F460&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2005%2F460&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 22 juillet 2005 au 20 janvier 2006 : S/2006/26», *Nations Unies*, 20 janvier 2006, 10 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F26&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F26&Submit=Recherche&Lang=F)

- , «Rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour la période allant du 21 janvier au 18 juillet 2006 : S/2006/560», *Nations Unies*, 21 juillet 2006, 11 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F560&Submit=Recherche&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F560&Submit=Recherche&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) pour la période du 11 au 17 août 2006 : S/2006/670», *Nations Unies*, 18 août 2006, 15 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F670&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F670&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2006/730», *Nations Unies*, 2006, 12 septembre 2006, 16 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F730&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2006%2F730&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2007/147», *Nations Unies*, 14 mars 2007, 15 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2007%2F147&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2007%2F147&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2007/392», *Nations Unies*, 28 juin 2007, 17 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2007%2F392&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2007%2F392&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2007/641», *Nations Unies*, 30 octobre 2007, 20 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2007%2F641&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2007%2F641&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2008/135», *Nations Unies*, 28 février 2008, 18 pages. [En ligne] adresse URL:

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F135&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F135&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2008/425», *Nations Unies*, 27 juin 2008, 18 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F425&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F425&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2008/715», *Nations Unies*, 18 novembre 2008, 20 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F715&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2008%2F715&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2009/119», *Nations Unies*, 3 mars 2006, 18 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2009%2F119&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2009%2F119&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2009/330», *Nations Unies*, 29 juin 2009, 18 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2009%2F330&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2009%2F330&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2009/566», *Nations Unies*, 2 novembre 2009, 17 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2009%2F566&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2009%2F566&Lang=F)

---, «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2010/105», *Nations Unies*, 26 février 2010, 16 pages. [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F105&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F105&Lang=F)

- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2010/352», *Nations Unies*, 1 juillet 2010, 17 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F352&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F352&Lang=F)
- , «Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité : S/2010/565», *Nations Unies*, 1 novembre 2010, 17 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F565&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F2010%2F565&Lang=F)
- , «Résolution adoptée sur le rapport de la commission Ad Hoc chargée de la question palestinienne (181) : A/RES/181(II)», *Nations Unies*, 29 novembre 1947, pp.131-151. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/181\(II\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/181(II)&Lang=F)
- , «Résolution adoptée sur la première commission (186) : A/RES/186(S-2)», *Nations Unies*, 14 mai 1948, 2 pages. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/186\(S-2\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/186(S-2)&Lang=F)
- , «Rapport intérimaire du Médiateur des Nations Unies (194) : A/RES/194(III)», *Nations Unies*, 11 décembre 1948, pp 21-25. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/194\(III\)&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/194(III)&Lang=F)
- , «Résolution 242 du Conseil de sécurité : S/RES/242», *Nations Unies*, 22 novembre 1967, pp. 8-9. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/508\(1982\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/508(1982))
- , «Résolution 425 du Conseil de sécurité : S/RES/425», *Nations Unies*, 19 mars 1978, p. 5. [En ligne] adresse URL : [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/425\(1978\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/425(1978))
- , «Résolution 426 du Conseil de sécurité : S/RES/426», *Nations Unies*, 19 mars 1978, pp. 6-7 [En ligne] adresse URL :

[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/426\(1978\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/426(1978))

---, «Résolution 508 du Conseil de sécurité : S/RES/508», *Nations Unies*, 5 juin 1982, p. 7.  
[En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/508\(1982\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/508(1982))

---, «Résolution 509 du Conseil de sécurité : S/RES/509», *Nations Unies*, 6 juin 1982, p. 7.  
[En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/509\(1982\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/509(1982))

---, «Résolution 1559 du Conseil de sécurité : S/RES/1559», *Nations Unies*, 2 septembre 2004, 2 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1559%20\(2004\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1559%20(2004))

---, «Résolution 1680 du Conseil de sécurité : S/RES/1559», *Nations Unies*, 17 mai 2006, 2 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1680%20\(2006\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1680%20(2006))

---, «Résolution 1701 du Conseil de sécurité : S/RES/1701», *Nations Unies*, 11 août 2006, 4 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S/RES/1701\(2006\)](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1701(2006))

Tueni, Gebran, «Lettre datée du 15 mars 1978, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation Nations Unies : S/12600», *Nations Unies*, 15 mars 1978, 2 pages. [En ligne] adresse URL :  
[http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=S%2F12600&Lang=F](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S%2F12600&Lang=F)

#### *Mémoire de maitrise/Note de recherche*

Tardy, Thierry, «Le discrédit du «maintien de la paix» onusien», *Notes de recherches, Les Cahiers Raoul-Dandurand*, n° 1, 2000.

Ukashi, Ran, *UN-Reliable: Explaining the Failure of the United Nations Interim Force in Lebanon*, Mémoire de maîtrise, Winnipeg, The University of Manitoba, 2008, 187 pages.



### Ouvrages

- Achcar, Gilbert et Warschawski, Michel (dir.), *La guerre des 33 jours, La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Paris, Éditions Textuel, 2006, 112 pages.
- Azzam, Roger, *Liban, l'instruction d'un crime, 30 ans de guerre*, Paris, Éditions Cheminements, 2005, 765 pages.
- Boustany, Katia, *Le conflit intraétatique au Liban, problèmes de maintien de la paix*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1994, 454 pages.
- Boutros-Ghali, Boutros, *Agenda pour la paix*, New York, Deuxième édition Nations Unies, 1995, 174 pages.
- Charara, Walid et Domont, Frédéric, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Éditions Fayrad, 2004, 304 pages.
- David, Charles-Philippe (dir.), *Afghanistan, Haïti, Darfour. Les missions de paix sont-elles encore possibles?* Québec, Éditions Fides, 2009, 252 pages.
- Corm, Georges, *Le Liban contemporain, Histoire et société*, Paris, Éditions La Découverte, 2005, 343 pages.
- Coulon, Jocelyn et Novosseloff, Alexandra (dir.), *La paix par la force ? Pour une approche réaliste du maintien de la paix «robuste*, Québec Éditions Athéna, 223 pages.
- Clorec, Vincent et Laurens, Henry, *Le Moyen-Orient au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Armand Colin, 2003, 256 pages.
- Fadel, Fady et Eid, Cynthia (dir.), *La FINUL : 30 ans d'existence, signe de pérennité ?*, Bruxelles, Éditions Bruylant/Université Antonine, 2008, 278 pages.
- Fadel, Fadel, *L'Action du Conseil de Sécurité au Liban-Sud (1948-1986). Mouvement oscillatoire entre les chapitres 6 et 7 de la Charte de l'ONU*, Baabda, Éditions de l'Université Antonine, 2007, 175 pages.

Féki, Masri et De Ficquelmont, Arnaud, *Géopolitique du Liban, Constats et enjeux*, Paris, Éditions Studyrama perspectives, 2008, 152 pages.

Holly, Daniel, *Les Nations Unies et la mondialisation, Pour une économie politique des organisations internationales*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2003, 253 pages.

Lagrande, Evelyne, *Les opérations de maintien de la paix et le chapitre VII de la Charte des Nations Unies*, Perspectives internationales, Paris, Éditions Montchrestien, 1999, 173 pages.

Liegeois, Michel, *Maintien de la paix et diplomatie coercitive, L'organisation des Nations Unies à l'épreuve des conflits de l'après-Guerre Froide*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 240 pages.

Mackey, Sandra, *Mirror of the Arab world : Lebanon in conflict*, New York, 1st Édition, W. W. Norton & Co, 2008, 303 pages.

Ménargues, Alain, *Les secrets de la guerre du Liban, Du coup d'État de Bachir Gémayel aux massacres des camps palestiniens*, Paris, Éditions Albin Michel, 2004, 552 pages.

Mermier Franck et Picard, Elizabeth (dir.), *Liban, une guerre de 33 jours*, Paris, Éditions la Découverte, 2007, 256 pages.

Novosseloff, Alexandra, *Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la maîtrise de la force armée : Dialectique du politique et du militaire en matière de paix et de sécurité*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, 660 pages.

Palmer Harik, Judith, *Le Hezbollah, Le nouveau visage du terrorisme*, Paris, Éditions ViaMedias (pour la traduction française), 2006, 318 pages.

Pourtier, Roland (dir.), *Géopolitique de l'Afrique et du Moyen-Orient*, Paris, Éditions Nathan, 2006, 351 pages.

Soueid, Mahmoud, *Israël au Liban, La fin de 30 ans d'occupation ?*, Paris, Éditions Revue d'études palestiniennes (pour la traduction française), 2000, 92 pages.

*Sites internet officiels*

---, «Mandat Syrie-Liban», *République française, Ministère des affaires étrangères et européennes*, 1920-1946, 5 pages. [En ligne], adresse URL : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/III - Protmand modifie mandat.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/III_-_Protmand_modifie_mandat.pdf)

---, «The Lebanese Constitution, promulgated may 23, 1926 with its amendments», *Presidency of the Republic of Lebanon*, 1995, 23 pages. [En ligne] adresse URL : <http://www.presidency.gov.lb/English/LebaneseSystem/Documents/Lebanese%20Constitution.pdf>